

Mémoire de recherche

La politique de défense de la Russie depuis 1991 : un
instrument de puissance internationale

Par Charlotte Dufaux-Geoffray

Sous la direction du Professeur Vincent Cattoir-Jonville,
Directeur du Master 2 Droit et politiques de la défense
et la sécurité nationale





REMERCIEMENTS

Je remercie le professeur Cattoir-Jonville pour son aide dans la réalisation de mon mémoire et les précieux conseils qu'il a pu m'apporter tout au long de ce travail.

Je remercie également Faustine Blouin, étudiante du Master, avec qui j'ai pu explorer ce sujet pour la première fois et sans laquelle je n'aurais pas pu le transformer en mémoire.

Je remercie enfin l'ensemble de l'équipe pédagogique du Master 2 pour la formation qu'elle a pu offrir, riche tant sur le plan intellectuel qu'humain, ce qui m'a permis de confirmer mon projet professionnel.

ENGAGEMENT DE NON-PLAGIAT

Je, soussignée Charlotte Dufaux-Geoffray, née le 12 août 1996 à Paris (75014), déclare être pleinement consciente que la copie intégrale sans citation ni référence de documents ou d'une partie de document publiés sous quelques formes que ce soit (ouvrages, publications, rapports d'étudiant, internet etc...) est un plagiat et constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée.

En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées pour produire et écrire ce document.

Fait à Paris,

Le 1^{er} septembre 2019



SOMMAIRE

Introduction

PARTIE 1 : LE RENFORCEMENT STRUCTUREL DE L'APPAREIL DE DEFENSE RUSSE

Chapitre 1 : La volonté d'une armée performante par les réformes de la politique de défense

- I. La recherche d'une armée modernisée
- II. La mise en place de moyens adaptés en soutien de la politique de défense

Chapitre 2 : La mise en place d'une politique de défense dans un contexte géopolitique évolutif

- I. La redéfinition des priorités d'actions russes
- II. L'évolution des relations internationales militaires de la Russie

PARTIE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DEFENSE RUSSE

Chapitre 1 : Une mise en œuvre traditionnelle de la politique de défense russe

- I. Des réflexes de guerre froide dans la politique géostratégique russe
- II. Une Russie influente : conserver une place clef dans la gestion des relations internationales

Chapitre 2 : L'utilisation de moyens non-conventionnels dans le renforcement de la politique de défense russe

- I. L'information comme nouvelle arme de défense
- II. L'utilisation de stratégies particulières dans la politique de défense

Conclusions



PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

CEI : Communauté des Etats indépendants

CMI : Complexe militaro-industriel russe

FPG : finansovo-promychnyye-gruppy corporations verticales industrielles

FSB : Service fédéral de sécurité de la fédération

GRU : Direction générale des renseignements de l'Etat-major des forces armées

MIG : constructeur aéronautique Mikoyan-Gourevitch

PIB : Produit Intérieur Brut

SVOP : Conseil pour la politique étrangère et de défense russe

OCS : organisation de coopération de Shanghai

OTSC : Organisation du traité de sécurité collective

OSCE : Organisation pour la Coopération et la sécurité en Europe

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques



INTRODUCTION

« - Nous devons nous battre jusqu'à la dernière goutte de notre sang, reprit le colonel en frappant du poing sur la table, et mourir pour notre Empereur ! Voilà ce qu'il faut, et surtout raisonner le moins possible, ajouta-t-il en accentuant le mot « moins » et en se tournant vers le comte. C'est ainsi que nous raisonnons, nous autres vieux hussards ; et vous comment raisonnez-vous, jeune homme et jeune hussard ? Continua-t-il en s'adressant à Nicolas, qui négligeait sa voisine pour écouter de toutes ses oreilles.

-Je suis complètement de votre avis, [...]. Je suis convaincu que nous devons, nous autres Russes, vaincre ou mourir ! »¹

A travers son ouvrage *Guerre et Paix*, frise historique de la société tsariste du début du XIX^{ème} siècle, l'auteur russe Lev Nikolaévitch Tolstoï, décrit ainsi le sentiment patriotique de son pays, bouleversé par les guerres napoléoniennes de l'époque. Pour chaque Etat, ce sentiment national, d'idée de grandeur, d'identité, prend en compte de multiples facteurs dans sa construction. Il se base ainsi pour la France sur les idéaux des Lumières, marqués par une culture et une gastronomie reconnue à travers le monde. Comme l'extrait de *Guerre et Paix* le démontre si bien, la Russie se construira au fil des siècles beaucoup plus grâce aux questions de défense de la patrie : d'abord dans l'unification du territoire, puis pour asseoir sa position de puissance auprès des autres Etats. Anne de Tinguy le rappelle, l'histoire de la Russie est marquée plus qu'ailleurs par la puissance et la violence². La géopolitique et le patriotisme jouent un rôle essentiel pour la Russie, un pays doté d'une histoire riche dans un environnement complexe.

« Le monde russe est difficilement intelligible sans un détour préalable par les immensités où il se développe »³. L'étude de la géographie russe donne en effet des pistes pour tenter de comprendre le mode de fonctionnement du pays et ses positions. Pays de plus de 17 millions de km², soit 11% des terres émergées de la planète, la Russie est essentiellement parcourue de plaines et de plateaux. Néanmoins, plusieurs chaînes de montagnes se détachent aux frontières

¹ Lev Nikolaévitch, Tolstoï, « *Guerre et Paix* », Editions Poche, coll. « Classiques de Poche », 1865/1869, Tome 1, chapitre 19

² Anne de Tinguy, « *La Russie dans le Monde* », CNRS Editions, 2019, page 12

³ Laurent Chamotin, « *L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe* », Editions de l'Aube, 2017, page 67.



sud et est, en plus de l'Oural, barrière traditionnelle entre la Russie européenne et asiatique. Eclatée entre deux continents, avec des frontières s'étendant à plus de 3000 km (frontières nord-sud) et 9000 km (frontières ouest-est) les unes des autres, la Russie est ainsi considérée comme le pays le plus vaste du monde, doté de nombreuses richesses naturelles. Le pays vit en majorité sous un climat continental rigoureux avec des amplitudes thermiques fortes (hiver très froid, été chaud et humide), phénomène dû à l'éloignement des océans tandis que les chaînes de montagnes à l'est et au sud bloquent l'arrivée de masses d'air tempéré. Ces conditions climatiques extrêmes ne favorisent pas la mise en valeur et le contrôle du territoire, tout comme un peuplement homogène, les 147 millions d'habitants se concentrant jusqu'à 80% au sein de la Russie européenne. Si la population est à majorité slave et orthodoxe, le pays est considéré comme multiethnique et multiconfessionnel avec plus de 25 millions de russophones en dehors des frontières de la Russie actuelle.

Si les premières traces des russes remontent à la fin du I^{er} millénaire avant Jésus-Christ, ce n'est que sous le règne du Prince Oleg de Novgorod (IX^{ème} siècle) que les prémices de la Russie se dégagent avec la création de la Rus' de Kiev. Morcelée en différentes principautés rivales et menacée par des invasions tantôt mongoles que germaniques ou suédoises, la Russie devint une véritable puissance européenne grâce à l'influence grandissante de Moscou qui prit l'ascendant sur les autres principautés entre le XIII^{ème} et le XV^{ème} siècle, tout en agrandissant son territoire par différentes conquêtes militaires. Le règne des Romanov et la création de l'Empire en 1721 s'inscrit dans cette continuité, offrant une place de choix à la Russie dans les affaires internationales au cours du XIX^{ème} siècle, notamment en tant que membre de la Sainte Alliance. A l'aube de la première guerre mondiale, le pays engagea ses forces auprès de la Serbie afin de conserver son influence dans les Balkans, tout en espérant dissiper les problématiques internes dans un élan patriotique. La guerre de 1914-1918 sera cependant fatale à la Russie tsariste, un déclin militaire qui est aussi dû à l'échec de la guerre russo-japonaise de 1905. Enlisée dans la guerre et ne parvenant pas à faire face aux tensions économiques et sociales au sein de la société, les autorités russes doivent faire face à des manifestations qui éclatent à partir du 8 mars 1917, poussant à l'abdication du Tsar Nicolas II le 15 mars. Après une éphémère république, la Révolution d'Octobre (6/7 novembre 1917) ouvre la voie aux bolcheviques. Ces derniers instaurent une dictature du prolétariat et négocient la paix de Brest-Litovsk le 3 mars 1918, mettant fin à la participation russe au conflit mondial. La paix échappe néanmoins à la Russie. L'Armée rouge de Lénine doit en effet faire face à l'Armée blanche monarchiste, une guerre civile qui prit fin en 1923 avec la victoire des bolcheviks.



Après sa création officielle en 1922, l'URSS s'impose, sous l'égide de Lénine puis de Staline, comme une puissance internationale. A la suite de l'opération Barbarossa durant laquelle l'Allemagne nazie envahit l'URSS, le traité de non-agression établi en 1939 entre les deux pays prend fin : les bolcheviques prennent part à la seconde guerre mondiale. A la fin du conflit, l'URSS victorieuse occupe alors une place prépondérante sur la scène géopolitique. Elle participe en effet à la création d'un ordre mondial nouveau lors des conférences de Yalta et de Postdam, puis occupe un des cinq sièges permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. Leader des pays communistes dans un monde bipolaire qui se structure autour de l'URSS et des Etats-Unis, l'URSS se présente comme une véritable alternative aux Etats-Unis, mettant en place, dans la lignée de la doctrine Jdanov, des mesures contraires aux actions américaines.

Ainsi, en réaction à l'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN) et l'intégration de la République fédérale d'Allemagne au traité, Moscou instaure le pacte de Varsovie, alliance militaire défensive avec sept pays communistes de l'Europe de l'Est. En matière de technologie militaire, l'URSS cherche aussi à maintenir son niveau, assistée par un réseau d'espionnage développé. Elle parvient même à devancer les Etats-Unis dans le domaine spatial, étant la première nation à envoyer un satellite dans l'Espace (Spoutnik en 1957) et à effectuer un vol spatial habité en 1961⁴. Bien que plusieurs périodes de coexistence pacifique et de détente sont notables, l'URSS s'attache à défier son concurrent américain, soutenant les partis communistes dans leur recherche du pouvoir national (Chine, guerre de Corée, Cuba,...) et s'assurant d'être capable de rivaliser militairement avec le feu américain pour conserver sa zone d'influence (lors de la crise de Berlin de 1948/1949 notamment). A l'examen de cette période, il est possible de noter que la dimension militaire et géopolitique concrétise, voire renforce, l'URSS dans un projet commun unificateur pour confirmer la place de puissance du pays sur la scène internationale. La nécessité de défense du pays, l'ensemble des moyens mis au service de cette politique, sont tournés vers cet objectif, dissimulant pour un temps les difficultés internes, aidé par la mise en place, dès ses débuts, d'un régime totalitaire dont la propagande et les moyens de répressions -en cas d'échec du premier- font preuve d'une efficacité certaine.

Néanmoins, l'URSS tend à être déstabilisée à partir des années 1980. Incapable de maintenir le rythme de la course aux armements relancée par le Président américain Reagan avec son projet d'Initiative de Défense Stratégique, la puissance communiste connaît plusieurs déconvenues. Suite à son échec en Afghanistan, elle ne réussit pas non plus à s'implanter au Moyen-Orient,

⁴ Vol effectué autour de la Terre par Youri Gagarine



la poussant à opter pour une stratégie de repli sur ses frontières historiques. Mais sans sa présence militaire, la contestation se renforce, y compris en Europe de l'Est où les régimes communistes sont renversés. La Guerre froide, combat militaire indirect et idéologique entre les deux puissances, s'achève ainsi lors de la dissolution de l'URSS le 26 décembre 1991. Cette dernière, malgré la perestroïka et la glasnost, n'arrive pas à maintenir son unité, se fracturant en 15 républiques, dont la Fédération de Russie. De ce processus, surgit l'ensemble des faiblesses qui parcourent la société russe et auxquelles le nouveau régime peine à faire face. Passant d'un régime centralisé à une économie de marché brutalement, la Russie connaît une instabilité interne avec un PIB russe qui passe de 518 milliards de dollars US en 1991 à 195,99 milliards en 1999⁵. Le taux de chômage est de 7,5% en 1994⁶ tandis que le seuil de pauvreté passe de 2 à 23%⁷ de la population. La Russie, rétrogradée en puissance émergente et effacée de la scène internationale, éprouve des difficultés à se remettre de l'épisode bolchevique. La chute de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques fut « la plus grande catastrophe géopolitique du XXème siècle » constate le Président russe Vladimir Poutine, lors d'un discours en avril 2005 devant l'Assemblée fédérale. Si cette affirmation peut être questionnée à l'aune de ce que fut le XXème siècle et des fins politiciennes qui transparaissent à travers la formulation, elle est néanmoins représentative d'un certain état d'esprit de la société russe. La fin d'un cadre sociétal trop structuré, mêlée à l'effacement des valeurs héroïques prônées par l'URSS alors qu'en parallèle étaient mises en lumière les failles grandissantes qui parcouraient la société, firent que la disparition de cet « empire du mensonge »⁸ fut un véritable traumatisme pour les russes, qui virent de plus leur position de puissance internationale remise en cause. Comme le résume Svetlana Aleksievitch⁹, les russes vécurent comme un véritable désenchantement la dislocation de leur Etat. La décennie 90, marquée par la corruption, fut un gouffre pour la Russie.

« Можно упасть, подняться приказано » est un proverbe russe qui pourrait se traduire par « tomber est permis, se relever est ordonné ». Forte de cet adage, la Russie sous la conduite de Boris Eltsine (1991-1999) puis Vladimir Poutine (1999 - ?), va alors chercher à se transformer par une série de réformes. La Constitution établit en 1993 abandonne le communisme pour évoluer vers une république démocratique avec l'objectif d'une séparation des pouvoirs

⁵ Pascal, Chaigneau, « Enjeux diplomatiques et stratégiques 2019 », Les points sur les i, coll. « Points de repère » 2019, page 86.

⁶ Ibid., page 86

⁷ Ibid., page 86

⁸ Alexandre, Soljenitsyne, l'Appel de Moscou, 12 février 1974

⁹ Svetlana Aleksievitch, « La fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement », Actes Sud, 2013.



effective, d'un pluralisme politique, ainsi qu'une libéralisation de l'économie. Parmi les grands chantiers auxquels la Russie va s'atteler, la politique de défense occupe un rôle central. Vladimir Poutine compte en effet sur l'institution militaire et ses politiques pour restaurer l'autorité russe tant sur un plan interne qu'international. La politique de défense, qui retrouve son étymologie dans le latin (*défensa*, *defendere* : protéger, écarter, repousser), vise en effet à mettre en œuvre l'ensemble des moyens -et assurer leur gestion quotidienne- pour défendre et garantir la sécurité et l'intégrité du territoire, des institutions ainsi que de sa population. Fer de lance de l'URSS, la défense russe est néanmoins diminuée au début des années 1990, affaiblie par la course aux armements de la Guerre froide et plusieurs défauts structurels. La décennie suivante sous la conduite du président Boris Eltsine ne permet pas de rétablir la situation : l'armée est en manque de moyen, désorganisée, corrompue, démoralisée, critiquée par la société civile sur fond de guerre en Tchétchénie (1994-1996). Le Président, par crainte d'un coup d'Etat, aurait préféré des militaires « faibles [plutôt] que bien portants »¹⁰. Or, les moyens de défense jouent un rôle fondamental pour un Etat, lui permettant d'asseoir sa position internationale tout en assurant sa protection face aux différentes menaces existantes. La politique de défense a aussi pour avantage –si elle bien employée- d'aider à la construction du sentiment national. La Russie tsariste avait utilisé les politiques de défense à cette fin à l'aube de la première guerre mondiale, tout comme l'URSS par la suite, ce qui permit au régime de s'assurer une certaine pérennité. S'inspirant de cette stratégie, la Russie va refonder sa politique de défense afin de la moderniser et qu'elle soit en mesure de faire face aux défis géopolitiques de son temps. La défense va donc jouer un rôle majeur dans la reconstruction de la Russie, permettant, de plus, d'unir les citoyens russes autour d'un projet national commun et de contribuer à reformuler l'identité russe.

Ainsi, comment le pouvoir russe utilise-t-il la politique de défense de son pays afin de permettre à la Russie de regagner son statut de puissance internationale, mis à mal par la disparition de l'URSS ?

Afin d'atteindre ses objectifs, la Russie va organiser de profondes réformes au sein de son appareil de défense, afin de le moderniser et de combler les failles structurelles qui entravent leurs actions géopolitiques (Partie 1). Ces dernières, s'appuyant tant sur des moyens traditionnels que non-conventionnels, cherchent à atteindre les objectifs de sécurité visé par la Russie, tout en permettant au pays d'asseoir sa présence sur la scène internationale (Partie 2).

¹⁰ Laure, Mandeville, « L'armée, une puissance en haillons », 1994, page 167



PARTIE 1 : LE RENFORCEMENT STRUCTUREL DE L'APPAREIL DE DÉFENSE RUSSE

Puissance internationale militaire au cours du XX^{ème} siècle, la Russie fut profondément déstabilisée par la perte de son empire communiste. Alors qu'il est son vecteur principal d'influence, tant sur la scène internationale qu'au sein de sa propre société, de profonds défauts minent l'appareil militaire russe. La doctrine militaire vieillissante ne convient plus au nouveau contexte géostratégique tandis qu'une dégradation opérationnelle de l'armée est notable. En effet, tant au niveau des équipements, des infrastructures que des conditions de vie des soldats, le manque d'investissements se fait ressentir.

Peu influente internationalement sur le plan culturel et aux prises avec une transition économique compliquée, il devient donc essentiel de renouveler l'armée russe et ses politiques afin que la Russie puisse regagner son statut international perdu. Pour cela, l'armée se doit d'être performante grâce à la mise en place d'un système de support adapté aux objectifs et contraintes actuels. Si dans l'ensemble les différents acteurs ont travaillé dans ce sens, des embûches ont pu compliquer l'avancée du projet. En effet, l'un des grands paramètres structurant l'identité russe reste son histoire. La Russie est l'héritière nostalgique d'un Empire de cinq siècles, monarchiste puis communiste. Malgré les conditions de vie sous le régime totalitaire, le poids du passé soviétique se fait toujours sentir, ce dernier ayant consacré la puissance du pays sur la scène internationale. Réformer et mettre fin à des pratiques qui ont fait leurs preuves auparavant n'a donc pas été toujours facile.

Afin de pouvoir être adaptée aux contraintes géopolitiques de son temps, assurer sa protection et être un acteur d'influence dans les affaires militaires du XXI^{ème} siècle, la Russie a commencé au début des années 2000 un long processus de réflexion afin de remettre sa politique de défense au niveau de celle d'une puissance internationale de son temps. Pour cela, elle s'est attachée à moderniser son armée (Chapitre 1) tout en assurant que celle-ci soit soutenue par une politique adaptée au contexte géopolitique actuel (Chapitre 2).



Chapitre 1 :

La volonté d'une armée performante par les réformes de la politique de défense

La chute de l'URSS en 1991 est l'opportunité de réformer la politique de défense afin de mettre fin aux dysfonctionnements qui affaiblissent l'armée et qu'elle soit aussi adaptée aux contraintes géopolitiques de son temps. Pour cela, la Russie va chercher à moderniser son armée ^(I) et à s'appuyer sur des moyens adaptés pour que cette dernière soit performante dans ses actions ^(II).

I. La recherche d'une armée modernisée

S'inspirant du modèle militaire occidental, la place des civils dans l'armée va être renforcé ⁽¹⁾ tandis que ses effectifs seront professionnalisés ⁽²⁾.

1) Le contrôle politique de l'armée renforcé

Pilier de la société russe, l'armée garda traditionnellement une profonde indépendance vis-à-vis des élites politiques. Malgré une volonté de vouloir renforcer la place du politique au sein de l'armée ^(a), la pratique démontre une certaine réticence à embrasser la réforme ^(b).

a. Le politique au cœur du dispositif militaire

En effet, la totalité des pouvoirs liés à l'armée sont dévolus à des militaires, et ce, depuis le règne de Pierre le Grand (1672-1725). La défaite russe lors du conflit avec le Japon en 1905 eu pour conséquence néanmoins d'atténuer ce principe avec la création en 1908 d'un Conseil de la Défense Nationale, subordonnant le Chef d'état-major général au Ministre de la Guerre. A ce poste, le Tsar Nicolas II nomma le Général Soukhomlinov, un choix qui ne permit pas une véritable évolution dans le contrôle de l'armée puisque ce dernier était militaire. De plus, considéré comme incompetent, il déchargera ses responsabilités et pouvoirs sur les successifs Chefs d'état-major général qui occuperont ce poste jusqu'en 1917. Ainsi, malgré une volonté



de réforme, l'armée conserva dans la pratique son indépendance, une situation qui perdure sous l'ère soviétique.

Dans la lignée impériale, l'Armée rouge puis soviétique garda sa traditionnelle autonomie, allant même plus loin dans le processus. A contrario des armées occidentales, exécutantes des décisions du pouvoir civil, l'armée bolchevique se politise. Décidant seule de ses affectations budgétaires et de la formation de ses officiers, elle devient aussi membre à part entière du Politburo, premier organe du parti communiste qui définit les lignes directrices suivies par le pays : en URSS, un militarisme d'Etat se met en place.

Samuel Huntington¹¹ élabore un paradigme des relations civilo-militaires établissant que dans les démocraties populaires telle que l'URSS, politiques et militaires étaient fortement imbriqués, ces derniers siégeant dans les instances de décision civiles tandis que des commissaires politiques assuraient le contrôle de l'armée. A ce contrôle subjectif, s'est mis en place dans les démocraties occidentales un contrôle objectif où le pouvoir civil élabore seul la politique de défense tout en reconnaissant une autonomie à l'armée dans son application.

A la chute de l'URSS, la Russie va tenter de passer d'un contrôle subjectif à un contrôle objectif en commençant par la suppression des commissaires politiques, caractéristiques de l'autoritarisme soviétique. Le nouveau pouvoir russe va aussi développer la place des civils au sein de l'armée. La Constitution de décembre 1993 répartit le pouvoir militaire russe entre le Président, le Gouvernement et les Parlementaires russes, bien qu'on observe une concentration de ceux-ci dans les mains du Président de la Fédération, « commandant en chef suprême des forces armées »¹². Ce dernier dirige à cet effet le Conseil de sécurité de la Fédération Russe (article 83§g), approuve la doctrine militaire (article 83§h), décide de l'emploi nucléaire et peut instaurer la loi martiale (article 87§b) ou l'état d'urgence (article 88) selon les circonstances et modalités établies par la loi constitutionnelle fédérale. Le gouvernement est en charge de la mise en œuvre « des mesures destinées à assurer la défense du pays, la sécurité de l'Etat »¹³ définies par le Président tandis que la Douma, accompagnée du Conseil de la Fédération, a à se prononcer sur le budget de la défense, la guerre et la paix (article 106§f), ainsi que la défense des frontières d'Etat (article 106§e). La réforme s'approfondit au cours des années 2000. La direction des armées est confiée en 2004 au Ministre de la Défense, qui voit être placé aussi

¹¹ Samuel Huntington, « The soldier and the State : the theory and politics of civil military relations », the Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1957

¹² Constitution, Article 87§1, 1993

¹³ Ibid., article 114§1e



sous son autorité les services de renseignement militaire, auparavant à la charge de l'état-major général. Les pouvoirs civils se structurent ainsi au sein de l'architecture militaire avec le Président à sa tête.

Si ces réformes ont impacté l'autonomie traditionnelle de l'armée, la pratique atténuée au fil du temps la volonté de réforme ^(b).

b. Une pratique mitigée des réformes

Le bombardement du Parlement en 1993 par l'armée joue un rôle clef. Agissant sur ordre du Président, l'armée par son action remet en cause la séparation des pouvoirs, affirmant sa seule loyauté au Président. La doctrine militaire de novembre 1993 renforce les pouvoirs militaires de ce dernier, autorisant notamment le Président à faire intervenir les forces armées sur le territoire russe. De même, à l'examen de la Constitution de 1993, bien que cette dernière assure formellement la séparation des pouvoirs et la répartition des questions de défense entre le législatif et l'exécutif, le Président concentre les pouvoirs militaires. Ce statut sera confirmé par plusieurs actes législatifs tels qu'une loi en 1996 qui indique que le Ministre de la Défense applique seulement les ordres du Président.

Les militaires restent donc impliqués dans l'élaboration de la politique de défense de leur pays, en témoigne une nouvelle fois les Comités de Défense à la Douma et au Conseil de la Fédération, composés en majorité d'anciens militaires. De plus, alors que la Russie se dirige vers un régime de plus en plus autoritaire depuis les années 2010, le Général Choïgou est placé en 2012 à la tête du Ministère de la Défense. Or, dans l'esprit des réformes effectuées, cette place devrait être normalement dévolue à une personnalité civile afin de motiver l'appareil militaire russe à plus de dynamisme et flexibilité face aux influences extérieures. Cela avait été envisagé dès 1992 :

« Je suis personnellement favorable à ce que le Ministère de la Défense soit une administration civile et que toutes les directions opérationnelles soient transférées à l'état-major général. [...] Ensuite, il faudra peut-être décider de nommer un civil »¹⁴

Général Volkogonov,
Président de la Commission d'Etat pour la création du Ministère de la Défense

¹⁴ «V novh strukturah mozet najtis' mesto i dlâ Lobova», «Dans les nouvelles structures on peut trouver une place pour le general Lobov», Izvestia, 12 avril 1992



Cependant, face à la réticence des militaires, il fallut attendre 2001 pour que Vladimir Poutine, afin de remplacer le Maréchal Igor Sergueïev, nomme Sergueï Ivanov comme ministre de la défense. Cette nomination, bien qu'elle symbolise une reprise de contrôle de la part de l'autorité politique, est aussi à relativiser : le nouveau ministre est un ancien du FSB et a dirigé auparavant le Conseil de Sécurité de Russie : il est donc familier des militaires. Celui-ci sera remplacé en 2007 par l'homme d'affaire russe Anatoli Serdioukov, premier véritable civil qui devient Ministre de la Défense. Le retour d'un militaire à la tête du Ministère en 2012 témoigne donc d'un certain retour en arrière.

Si la Russie a cherché à diminuer l'impact des militaires sur la vie politique depuis la fin de l'URSS, il demeure cependant encore de liens profonds et ambivalents entre les deux, comme le démontre la mise en place de sept grands districts administratifs qui ont notamment pour mission de surveiller les gouverneurs régionaux. Ayant pour but de restaurer l'autorité étatique, ces districts aux contours similaires des régions militaires russes, sont de plus dirigés pour cinq d'entre eux par des militaires ou officiers du renseignement.

Si des efforts restent à faire pour que les civils occupent une véritable place au cœur du dispositif militaire, les civils occupent cependant une place plus importante qu'autrefois, un fait qui se traduit par une volonté de moderniser l'armée russe sur le modèle occidental, dont les effectifs ont été aussi professionnalisés ⁽²⁾.

2) La professionnalisation des armées russes

A l'instar des armées occidentales, la Russie a en effet entamé une réflexion sur la professionnalisation de ses effectifs ^(b) face aux critiques grandissantes autour du service militaire ^(a) et des obligations de performance qu'elle se doit atteindre.

a. Les dérives de la conscription

Les difficultés de la conscription prennent racine en premier lieu dans le déclin démographique, qui réduit la base humaine du recrutement. Si en 1987 le pays comptait 1 283 425 naissances de garçons, seulement 626 149¹⁵ garçons naissaient dix ans plus tard. En conséquence, sans

¹⁵ Keir Giles, « Where have all the soldiers gone? Russia's military plans versus demographic reality », Conflict Studies Research Centre, Defence Academy of the United Kingdom, Octobre 2006, page 2.



réforme, le risque est qu'un nombre croissant d'unités de l'armée ne seront pas opérationnelles pour cause d'effectifs insuffisants. De plus, le service militaire en lui-même fait l'objet d'un rejet de la société qui « n'accepte plus le service militaire universel »¹⁶, un phénomène qui s'explique par plusieurs facteurs.

Alors qu'une part grandissante de jeunes aspire à faire des études, l'allongement du service militaire est vécu comme une véritable contrainte. En effet, si le service militaire était d'un an et demi sous Gorbatchev, la loi « sur les obligations militaires et le service militaire de 1998 » posa pour tout homme russe entre 18 et 27 ans d'effectuer un service militaire de deux ans pour les armées de terre et de l'air contre trois ans pour la marine. A cela s'ajoutent les conditions de vie durant le service. Le manque d'infrastructures et d'équipements adaptés pour les conscrits est notable. Les conditions sanitaires sont particulièrement dégradées : plus de 500 cités militaires en 2013 ne seraient toujours pas équipées de douches, 75% des établissements militaires médicaux ont besoin d'être rénovés et de nombreuses associations dénoncent l'absence de respect du programme de vaccination. En 2008, les nouvelles tenues des soldats ont provoqué un scandale au sein de la population, accusées d'être à l'origine d'une épidémie de pneumonie, due aux matières synthétiques utilisées –peu protectrices- pour faire baisser les coûts.

Outre l'environnement précaire dans lequel les jeunes conscrits évoluent, ces derniers sont aussi l'objet de la *dedovchtchina* : des exactions perpétrées par les militaires sur les appelés. Les médias mettent en lumière ces sévices et tortures à partir des années 90, créant une véritable désolidarisation entre la population civile et l'armée. Le Comité des mères de soldats, créé en 1989, dénonce au cours des années 1990 la mort par an de 4 000 à 5 000 soldats en temps de paix, à cause de la *dedovchtchina*. Malgré l'opinion publique, la pratique continue durant les années 2000, avec, selon le Comité des mères de soldats, entre 2 500 et 3 000 morts par an, contre 1 569 reconnues officiellement par le Ministère de la Défense en 2005¹⁷. Le service militaire est vécu comme un « cauchemar »¹⁸ par les jeunes appelés. Le cas d'Andreï Sytchev début 2006 est emblématique ce phénomène. Après avoir refusé de faire une fellation aux « *dedy* » (surnom pour les anciens d'une caserne), il est roué de coups et maintenu accroupi plusieurs heures. Il sera conduit seulement quatre jours plus tard à l'hôpital et devra être amputé

¹⁶ Alexandre Golts, « The Russian volunteer military- a new attempt? », *European Security*, vol. 12, n°3-4, 2003

¹⁷ Libération, <https://www.liberation.fr>, Lorraine Millot, « Le martyr du soldat Sytchev, monnaie courante en Russie », <https://www.liberation.fr/planete/2006/01/31/le-martyre-du-soldat-sytchev-monnaie-courante-en-russie> 28289, Consulté le 25/08/2019

¹⁸ Dimitri Filimonov, « Il n'est pire cauchemar que la vie de caserne », *Courrier International*, n°381, 19-25 février 1998, page 22



de ses organes génitaux, ainsi que de ses deux jambes. La réaction du Ministre de la Défense de l'époque face au scandale provoqué témoigne du décalage entre l'armée et la population sur les pratiques militaires :

« Ces derniers jours, j'étais loin de la Russie, dans les montagnes [...]. Mais je pense qu'il n'y a là rien de sérieux, sinon j'en aurais forcément été informé ¹⁹»

Sergueï Ivanov

La *dedovchtchina* perdure notamment à cause du manque d'encadrement au sein de l'armée russe. En effet, les sous-officiers sont très peu présents au sein de l'armée, un héritage de l'Armée Rouge où le rôle de discipline qui leur est dévolu était confié à des officiers politiques. Ces derniers ayant disparu, les sous-officiers existants sont pour la majorité des conscrits sans autorité légitime pour maintenir l'ordre. Pour les sociologues s'étant penchés sur la question, la violence devient alors un mécanisme de socialisation permettant de compenser les carences hiérarchiques²⁰ car les officiers supérieurs ne permettent pas non plus d'améliorer la situation. Certains vendent leurs conscrits comme otages à l'ennemi ou organisent des trafics par la location de conscrits pour des tâches non militaires dans le domaine agricole, industriel ou du bâtiment.

La conséquence est une rupture entre la société civile et l'institution militaire. Selon le Ministère de la Défense russe, 90% des jeunes hommes en âge d'être appelés réussissent à éviter le service militaire²¹ par des moyens plus ou moins légaux et la désertion. Près de 300 organisations, telles que les comités de mères ou l'association antimilitariste radicale, sont créées pour soutenir les jeunes dans leurs démarches juridiques afin d'y échapper²². Parmi les russes en âge d'effectuer le service, les jeunes de classes sociales aisées et urbaines sont ceux qui parviennent le plus à ne pas effectuer leur service. En effet, les associations de soutien sont pour la plupart implantées en ville, tout comme les réseaux parallèles pour se procurer de faux certificats médicaux, ces derniers représentant de plus un certain coût. Il a été évalué qu'une exemption allait entre 500 et 2000 dollars²³. En conséquent, en moyenne, seulement 2,6% des moscovites -dont 90% sont issus de la classe ouvrière- appelés effectuent réellement leur

¹⁹ Lorraine Millot, loc. cit.

²⁰ Françoise Daucé, « L'armée, l'Etat et le citoyen en Russie post-soviétique », l'Harmattan, 2001, page 185

²¹ Cyrille Gloaguen, « Forces armées et politique : une longue passion russe », Hérodote, n°116, 1^{er} trimestre 2005, page 114

²² Eva Bertrand, « L'armée russe et les jeunes, la matrice d'un rapport à l'Etat », Revue internationale et stratégique, 2007/4, n°68, page 104

²³ Ibid., page 105



service militaire. De ces désistements, la qualité des conscrits est défailante : 25% d'entre eux n'ont pas reçu d'éducation secondaire, 20% viennent de milieux familiaux difficiles. Parmi les conscrits, nombreux sont ceux qui ont des casiers judiciaires et des problèmes de dépendance à l'alcool ou à la drogue²⁴.

Le bilan du service militaire est plutôt négatif : la conscription ne fournit plus suffisamment de soldats, les appelés effectuent leur service dans des conditions compliquées – créant un rejet de l'institution militaire- tandis que leur profil ne permet pas à l'armée elle-même de former des soldats performants. La suppression totale de la conscription n'est en revanche pas envisageable pour les responsables politiques. Creuset de « l'homo sovieticus » sous l'URSS, le service militaire et l'armée ont un rôle social à jouer afin de développer l'amour de la patrie pour la Fédération de Russie. En cas de conflit majeur, la Russie compte aussi sur l'effet de masse que génère la conscription, ce qui lui permet d'être en mesure de s'appuyer sur tant la manœuvre, que le feu ou le choc. Afin de remédier à la situation, plusieurs mesures sont donc mises en place (b).

b. L'instauration d'une armée semi-professionnalisée

Le gouvernement va instaurer une série de réformes pour donner au service militaire un second souffle :

- Dès 1992 les jeunes peuvent en effet s'ils le souhaitent prêter serment devant le Metropolitane Pitrim.
- L'emploi des conscrits pour des tâches non militaires est dénoncé par le gouvernement par l'ordonnance 428 d'octobre 2005, qui prévoit la mise en place d'un système de sanctions sévères à l'encontre des officiers coupables.
- La perlovka, bouillie d'orge perlée très dure à mâcher, est interdite en 2011 sous peine d'une amende de 350€.
- La transparence est aussi recherchée, avec l'autorisation donnée aux parents de visiter leurs enfants dans les unités qui les accueillent, ainsi que l'installation de postes internet dans chaque unité.
- Le renforcement des sous-officiers est accentué tandis qu'un service non-militaire a été reconnu en 2002, bien que les militaires l'aient rendu très contraignant afin de le vider de sa substance.

²⁴ Isabelle Facon, « Les ambivalences de la transformation des forces armées russes », l'Economie Politique, 2004/1 n°21, page 62



- Les portianki, bandes molletières aux pieds, sont aussi abandonnées pour des chaussettes plus modernes.
- Enfin, le service militaire passe à un an en 2006 tandis que la formation patriotique est en contrepartie renforcée à l'école à partir de 1999 pour compenser. Vladimir Poutine rétablit en effet en 2000 une préparation militaire initiale à l'école et plusieurs associations paramilitaires accompagnent les lycéens (notamment Brigantine, ROSTO ou Kaskad).

Outre ces mesures, la professionnalisation des armées est mise en projet afin d'assurer des forces suffisantes et de qualité. Si les plans de professionnalisation de la moitié des effectifs des armées en 1992 et de professionnalisation complète d'ici 2000 échouent tous les deux, une réaffirmation de la volonté politique en 2000 d'aller dans ce sens s'observe. Fin 2003, le gouvernement annonça la professionnalisation totale des forces de l'unité-pilote du projet : la 76^{ème} division de parachutistes de Pskov. La réforme de 2006 met aussi en place les Kontrakniki, contrats professionnels de 3 ans afin de favoriser le recrutement sur contrat des soldats, les écoles d'officiers attirant moins les jeunes générations.

Les résultats attendus ne sont néanmoins pas atteints, les réformes peinant à convaincre malgré un « ethos paramilitaire »²⁵ au sein de la société. En 2014, seulement 220 000 soldats se sont engagés via le Kontrakniki alors que plus du double était espéré. Beaucoup d'observateurs de la défense russe regrettent aussi le manque de précision du projet. Iouri Rodionov, vice-président de la commission de la Douma pour les affaires des vétérans, souligne en 2003 que « l'Etat n'a pas encore créé les conditions favorables à cette fin par un manque de repères clairs : quel type de forces armées nous envisageons d'établir, et à quelles missions elles devront faire face ». La professionnalisation partielle concerne de plus majoritairement les unités de disponibilité permanente, faisant craindre l'instauration d'une armée à deux vitesses : l'une composée de soldats d'élites et l'autre de conscrits peu formés et non en mesure de répondre aux objectifs de performance. Enfin, le processus s'avère coûteux afin de mettre en place les infrastructures nécessaires à l'accueil des soldats professionnels et que ceux-ci soit rémunérés correctement.

²⁵ E. Bertrand, op.cit., page 108



L'armée russe est à mi-chemin entre les traditions soviétiques et les habitudes occidentales. Les relations civilo-militaires se sont développées, bien que les militaires conservent une forte autonomie. Résistants à de nombreuses mesures de modernisation, les militaires restent aussi impliqués dans l'élaboration des politiques les concernant et répondent à une seule autorité, celle du Président. Ainsi, malgré une ouverture de l'institution, l'armée russe assume une tradition autoritaire dans ses relations avec la société civile en tant que formateur au patriotisme. Dû à son rôle particulier en Russie, il semble donc peu probable que l'armée remette en cause ses fondamentaux afin d'accélérer sa modernisation. Si les réformes n'ont pas eu tous les effets attendus, elles ont néanmoins permis à l'armée russe d'être plus conforme à son temps, tout comme les réformes structurelles ^(II) qui accompagnent le processus de modernisation des forces armées.

II. La mise en place de moyens adaptés en soutien de la politique de défense

Afin que les armées russes soient performantes et en mesure de répondre aux défis géopolitiques qui vont se poser, les autorités politiques vont travailler sur les questions budgétaires et d'infrastructures. Le budget de défense doit en effet être corrigé pour trouver un équilibre entre les nécessités militaires et les autres postes sociétaux ⁽¹⁾. Enfin, des mesures sont prises afin que le potentiel militaire de la Russie atteigne son maximum ⁽²⁾.

1) La recherche d'un budget adapté aux nécessités militaires

Au cours des années suivant la fin de l'URSS, l'armée russe fait face à de nombreuses difficultés budgétaires ^(a), une situation que Vladimir Poutine travaille à résoudre depuis son arrivée au Kremlin ^(b).

a. Les difficultés budgétaires de l'armée

La fin de l'URSS révèle des difficultés économiques et sociétales importantes au sein de la société russe, un état des lieux que beaucoup de commentateurs attribuent à une mauvaise gestion des investissements et du budget étatique. L'économie était en effet mobilisée vers la satisfaction des besoins militaires, ce qui a entraîné une militarisation tant de l'économie que de la société. Près de 80% du budget de recherche et développement était consacré à la défense

qui assurait près de la moitié de l'activité industrielle de l'URSS²⁶. La diminution du budget alloué devient donc « un indispensable à la réforme économique »²⁷. Pour répondre à cet enjeu, la décennie 1990 voit les budgets du Ministère de la Défense progressivement diminués. De 4,7% du PIB en 1992, il passe à 2,6% en 2000, Vladimir Poutine annonçant le 1^{er} septembre 2001 que la Russie dépense finalement plus en matière d'éducation que pour la défense. Si la véracité de cette information peut être questionnée par manque de transparence, le budget militaire observe cependant une nette diminution.

Les infrastructures et équipements sont néanmoins obsolètes et mal entretenus. En 2003, Vladimir Mikhaïlov, commandant en chef des forces aériennes, estimait par exemple que les avions opérationnels représentaient 35% de la totalité des forces²⁸. Le taux de remplacement des équipements est plus faible que celui des armées occidentales, ce qui a pour conséquence que les équipements modernes représentent seulement un tiers de l'arsenal russe. Alors que les militaires soviétiques connaissaient un niveau de vie élevé, une nette dégradation des conditions de vie est aussi ressentie. Malgré plusieurs programmes de relogement lancés depuis 1992, 300 000 officiers sont sans logement en 1994, une situation qui perdure jusqu'aujourd'hui avec 168 000 officiers qui se retrouvaient dans la même situation en 2010. Les soldes des officiers sont aussi nettement moins importantes (vingt fois inférieurs en 2010 à ceux de moyenne en Occident en 2006)²⁹, pouvant connaître plusieurs mois de retard dans leur distribution. Cette situation, qui prend racine sous l'ère soviétique, s'explique par une mauvaise gestion du budget militaire, tourné vers les conflits et la recherche militaire. En 1988, le budget militaire de 21 milliards de roubles (soit 31 milliards de dollars) est en effet principalement consacré par les opérations militaires telles que celle qui se déroula en Afghanistan jusqu'en 1989.

A cette désorganisation s'ajoute la corruption, minant le budget consacré aux militaires. Plusieurs scandales éclaboussent l'institution militaire, notamment en 1994, lorsque le Ministre de la Défense est accusé d'avoir bénéficié d'avantages financiers pour la vente d'armes militaires soviétiques en ex-RDA³⁰. Un rapport de la Cour des comptes russe de mai 2001 chiffre à 50 millions de dollars en 2000 la vente illégale de matériels militaires ou de détournement. Ces pratiques se diffusent aussi aux échelons inférieurs de l'armée avec la vente d'armes, de munitions, de carburant, de vêtement et même de sang. Le journal russe

²⁶ Thierry Malleret, Murielle Delaporte, « L'armée rouge face à la perestroïka », *Complexe*, 1991, page 129

²⁷ Françoise Daucé, « L'armée dans l'histoire de l'Etat russe contemporain », *Hérodote*, 2002/1, n°104, page 128

²⁸ Isabelle Facon, « Les ambivalences de la transformation des forces armées russes », *op.cit.*, page 72

²⁹ Philippe Boulanger, « Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain », Armand Colin, 2015, page 86

³⁰ F. Daucé, *op. cit.*, page 129

Komsomolskaâ Pravda du 28 août 2001 dénonce en effet la vente de sang collecté pour les soldats en Tchétchénie par le Ministère³¹.

« L'absence catastrophique de protection sociale de toutes les catégories de militaires, associée à l'absence de définition des différentes forme de propriété des biens, conduit à une hausse des pillages et à la formation de couches intermédiaires claniques et corrompues parmi les officiers, à la commercialisation d'une partie des avoirs militaires »³². La corruption, conséquence partielle d'un manque de budget bien employé, entretient la situation et rend difficile toute réforme militaire. Pour mettre fin à cette situation, les autorités russes vont à nouveau augmenter le budget militaire (b).

b. Les initiatives budgétaires afin de rétablir la situation

Sous la présidence de Vladimir Poutine, le budget repartira en effet à la hausse afin de mettre fin à la difficile situation matérielle et sociale de l'institution militaire et répondre aux objectifs de performance et de modernisation qui sont attendus. De 6 milliards de dollars en 2000, il passe à 50 milliards de dollars en 2002³³ afin de payer les soldes et assurer la maintenance des équipements militaires. Vladimir Poutine annonce aussi en 2001 un alignement des salaires militaires sur ceux des fonctionnaires, une mesure effective à partir de janvier 2003.

Les années suivantes, le budget se stabilise autour de 2,6% du PIB russe avant d'augmenter à nouveau à partir de 2010 avec un budget représentant 2,84% du PIB, 3,02% en 2011, 3,2% en 2013 pour atteindre les 4% du PIB en 2014³⁴. Si le budget consacré à la défense atteint les 4,18% du PIB russe en 2015, en raison de la faiblesse de ce dernier, l'augmentation doit être à relativiser. La part par habitant consacrée à la défense est de 362 \$, soit une part plus faible que la France (702 \$) ou que le Royaume-Uni (878 \$). De même, la Russie investit moins dans ses soldats (une moyenne de 65 000 \$) que les pays occidentaux, les Etats-Unis investissant 419 000 \$ par soldat, la France 259 000 \$ et l'Allemagne 240 000 \$³⁵.

Malgré une nette asymétrie avec les forces occidentales sur la question des investissements militaires, la Russie a réussi à trouver un certain équilibre entre ses obligations militaires et les autres postes de dépenses. Une meilleure gestion du budget doit être cependant assurée afin que

³¹RFERL, Security Watch, vol.2, n°34, 3 septembre 2001

³² V. Srebriannikov, U.I. Derûgin, « Sociologia armii [sociologie de l'armée], ISPI Ran, Moscou, 1996, page 215

³³ Philippe Boulanger, op.cit., page 85

³⁴ Isabelle Facon, « La menace militaire : une évaluation », Les Champs de Mars, Presses de Sciences Po, 2017/1, n°29, page 39

³⁵ Ruslan, Pukhov, « Is Russia punching above its weight », présentation non-publiée, janvier 2016



les différentes réformes aient un impact conséquent et que son potentiel militaire soit à son maximum (2).

2) La valorisation du potentiel militaire russe

Le dernier versant des réformes entreprises par la Fédération de Russie vise à restructurer l'armée russe (a) afin d'assurer qu'elle soit en mesure de répondre efficacement au contexte géopolitique avec des équipements adaptés (b).

a. La réorganisation structurelle de l'outil de défense

Pour cela, la professionnalisation de l'armée s'est accompagnée en parallèle d'une réduction des effectifs totaux. L'objectif est en effet d'assurer une armée mobile, « compacte et adaptée aux capacités économiques du pays »³⁶. De 2,75 millions de soldats hérités de l'URSS, l'armée russe atteint les 1,13 millions fin 2003, les 965 000 soldats en 2014, avant de se stabiliser autour du million les années suivantes, bien que nombreux commentateurs occidentaux estiment que les forces réelles russes seraient de l'ordre de 700 à 800 000 soldats.

A cela s'ajoute une réorganisation structurelle de l'armée : de 5 armes (air, mer, terre, défense anti-aérienne, fusées stratégiques), l'armée russe passe au triptyque occidental, la défense anti-aérienne fusionnant avec l'air en 2003 tandis que les forces des fusées stratégiques sont supprimées en 2001. Les divisions de l'armée de Terre sont aussi réduites, avec la création dans la région militaire Ouest de deux divisions et d'une troisième dans la région militaire sud. Des brigades immédiatement mobilisables remplacent progressivement les divisions, car ces dernières, composées essentiellement d'officiers, sont renforcées par les réservistes et la conscription, un processus qui met plusieurs semaines en cas de mobilisation. Au vu de l'ampleur des possibilités d'interventions, la Russie cherche donc à travailler sa mobilité stratégique en mettant l'accent sur les forces de réaction rapide. L'infanterie de Marine, les forces aéroportées ainsi que les forces spéciales sont au cœur du dispositif et leurs effectifs, en particulier pour les forces aéroportées, doivent être doublés d'ici 2020.

Le commandement russe a aussi été repensé (Annexe 1). Au vu de l'immensité du territoire, la Russie voit son commandement militaire déconcentré vers les régions militaires, des capacités opérationnelles et stratégiques détenues par le Ministre de la Défense étant transmises dès les années 2000 aux commandants de ces régions. Ces dernières sont au nombre de huit à la chute

³⁶ F. Daucé, op.cit., page 127

de l'URSS auxquelles s'ajoute l'oblast de Kaliningrad: Saint-Pétersbourg, Moscou, Nord-Caucase, Volga, Sibérie, Extrême-Orient, Oural, Transbaïkalie. Dans une volonté de réduire les coûts de fonctionnement des commandements régionaux, les régions sont réduites à six entre 1998 et 2001. Au nombre de quatre en 2010 (Commandement stratégique opérationnel Ouest, Sud, Centre, Est), une cinquième région, le Commandement stratégique opérationnel Nord, est instaurée fin 2014. Afin d'assurer une coordination efficace interarmées et entre les commandements régionaux, un centre national de contrôle de la défense, le NTsUO, est inauguré en 2014 à Moscou. Comparable à la Stavka de l'Armée rouge, le NTsUO dispose de relais dans les régions militaires et assure un suivi en temps réel de la situation politique et militaire internationale, ce qui lui permet une grande souplesse dans ses réactions.

Enfin, les services secrets ont connu depuis 1991 une certaine réorganisation. La KGB se disloque en plusieurs agences au domaine prédéfini à l'instar des services secrets occidentaux :

- Le SVR est ainsi en charge des opérations extérieures ;
- Le FSO se charge de la protection des systèmes d'information et de communication gouvernementaux ;
- Le FSB dirige le volet de la sécurité intérieure ;
- Le SBP protège les personnalités russes ;
- Le GRU s'occupe du renseignement militaire russe ;
- La FAPSI qui s'occupe du cyber verra ses compétences par la suite réparties entre le FSO, le FSB et le GRU.

Ancien membre du KGB puis directeur du FSB, Vladimir Poutine connaît le potentiel des services secrets russes et voit en eux un pilier essentiel de la défense nationale, les qualifiant de « véritables professionnels qui protègent avec fiabilité la souveraineté et l'intégrité nationale de la Russie et la vie de ses citoyens »³⁷. Néanmoins, dans ces services règnent la corruption et une concurrence exacerbée, auxquelles s'ajoutent des doublons de compétences. Ainsi le FSB a écarté le GRU en Tchétchénie et a plus d'une fois engagé des agents en opération extérieure, minant le SVR sur son propre terrain, un affaiblissement de l'organisation qui se confirme en 2010 avec l'arrestation aux Etats-Unis de dix agents illégaux.

Entre la lutte contre le terrorisme et la menace d'ingérence étrangère, les services de renseignements se considèrent en guerre. Au-delà du recueil d'information, ils vont jouer un rôle important dans la reconquête des zones d'influences perdues et leur protection, tout en

³⁷ Vladimir Poutine, Journée des personnels des services de sécurité, 2015

ayant un rôle proactif dans les pays occidentaux, préférant ne pas perdre une occasion qu'éviter une erreur. Au vu du rôle clef qu'ils ont dans la mise en œuvre de la politique de défense, leur évolution est donc très suivie par les autorités politiques qui éprouvent cependant des difficultés à les contrôler. Les réformes autour des services de renseignement s'expliquent donc, non pas principalement dans un souci de meilleure efficacité, mais dans un souci de contrôle, la division du KGB entraînant la concurrence entre agences –ce qui diminue leur pouvoir- tandis que les nombreuses restructurations cherchent à éviter la mise en place d'une cohésion trop forte face aux politiques.

Dans la poursuite de la modernisation de la politique de défense, en plus d'avoir repensé l'organisation de l'armée, les autorités russes ont aussi travaillé à renforcer les équipements et les infrastructures militaires ^(b).

b. La modernisation du matériel militaire russe

La fin de l'URSS marque une forte dégradation de l'outil militaire. Les coupes budgétaires des années 1990 et la démilitarisation de l'économie contribuèrent à fragiliser la situation. Le CMI soviétique représentait en effet près de 60% du PIB, employant 12 à 16 millions de personnes et deux tiers des scientifiques et techniciens qualifiés, soit environ 2,7 millions de personnes³⁸. Selon Cyrille Gloaguen, chercheuse au Centre de recherches et d'analyses géopolitiques de l'Université Paris VIII, seules 6% des entreprises du CMI soviétiques travaillaient en continu pour l'armée, poussant donc à réorienter 94% des capacités industrielles du CMI vers une production non-militaire. Cette reconversion des entreprises et la restructuration du CMI vont cependant être mise en difficulté et les réformes aboutiront difficilement.

Les entreprises militaires russes sont en effet surendettées, une dette montant en 1992 jusqu'à 5 000 milliards de roubles, soit 3 milliards de dollars³⁹. Les entreprises manquent de liquidités et peuvent peu emprunter aux banques qui, au cours des années 1990, financent seulement 5% de l'activité économique russe. Les industries russes sont alors plongées dans une spirale d'endettement et investissent difficilement. La recherche et le développement militaire pâtit de cette situation, avec en 2001 seulement 789 millions de dollars attribué aux technologies militaires. A cela s'ajoute une fuite des cerveaux, de nombreux chercheurs russes (entre 500 et 800 000 selon l'Académie des sciences russes) ayant quitté de manière permanente la Russie au cours des années 1990. Les chercheurs restants -pour lesquels la Fédération investit peu,

³⁸ Cyrille, Gloaguen, « Le courrier des pays de l'Est », la Documentation française, 2003/2, n°1032, page 4

³⁹ Ibid., page 5

trois fois moins que le Mexique par exemple- ont une moyenne d'âge en augmentation⁴⁰, une situation qui s'explique par le désintérêt des jeunes chercheurs, le salaire moyen des industries militaires étant très faible. Les industries russes manquent ainsi de chercheurs et ingénieurs qualifiés, ce qui impacte l'innovation militaire et la qualité des productions russes. Les infrastructures de production sont de plus vétustes, n'ayant pas été changées depuis les années 1980. A la fin des années 1990, 60 % des machines-outils du parc du CMI sont considérées comme vétustes et à remplacer, une proportion allant jusqu'à 80% dans le domaine aéronautique.

La production militaire diminuera de 80% entre 1991 et 1997⁴¹, les commandes (commandes de l'Etat) étant moins importantes. La survie de l'ensemble des industries du CMI et de ses compétences représente un défi. Les entreprises militaires russes, au contraire de leurs concurrents occidentaux, se cantonnent de plus uniquement à la dimension militaire et n'ont pas d'équivalent civil qui permettrait de soutenir le chiffre d'affaire de l'entreprise quand la production militaire diminue. Enfin, alors que de grands groupes industriels sont en situation de monopole ou d'oligopole en Occident, les entreprises russes sont souvent trop nombreuses pour une même activité, entraînant une concurrence défavorable à un CMI sain.

Afin de réformer l'appareil industriel russe, des privatisations sont lancées durant la présidence de Boris Eltsine. Si en décembre 1993, 1167 entreprises du CMI doivent être privatisées sur les 1968 existantes, les résultats attendus ne sont néanmoins pas atteints. En 1995, l'intervention de l'Etat reste encore particulièrement importante dans les bureaux d'études (85%) et les instituts de recherche (90%). Fin 1997, seul 29% des entreprises du CMI seront entièrement privatisées, l'Etat contrôlant encore totalement près de 42% des entreprises et partiellement le dernier tiers⁴². Le bilan de ces restructurations est une CMI bancale et à deux vitesses, le paysage militaro-industriel russe se dessinant à travers de grands groupes tels que les FPG, et des entreprises survivant pour garantir la paix sociale et éviter trop de licenciements.

L'arrivée de Vladimir Poutine va relancer le processus de restructuration du CMI avec différents axes de réformes. En effet, « la privatisation ne peut à elle seule régler le problème de la restructuration du CMI [...], elle ne fait que déplacer vers le privé les problèmes liés au manque de ressources financières et de culture économique »⁴³.

⁴⁰ 85% des employés de l'Agence pour les armements conventionnels ont plus de 50 ans dans les années 2000

⁴¹ P. Boulanger, op.cit., page 88

⁴² Cyrille, Gloaguen, « Le courrier des pays de l'Est », op.cit., page 6

⁴³ Cyrille, Gloaguen, « Le courrier des pays de l'Est », op.cit., page 7



Après avoir changé six fois de tutelle depuis la fin de la Commission militaro-industrielle (VPK), la CMI passe finalement sous la responsabilité permanente du Ministère de l'Industrie, des Sciences et Technologies le 17 mai 2001. Il rejoint dans la gestion du CMI les 5 agences industrielles spécialisées créées en 1999 :

- L'agence pour les systèmes de contrôle RASU (radars, électronique de défense, informatique,...)
- L'agence aérospatiale RAKA
- L'agence pour les munitions
- L'agence pour les armements conventionnels (RAOV)
- L'Agence pour les constructions navales

Ces agences travaillent sur la production et le développement des équipements militaires en relation avec les industries et seront assistées de l'agence Rosoboroneksport (pour les exportations) en 2000. Leur indépendance peut être néanmoins questionnée alors que le président de RASU au début des années 2000 était aussi le président du directoire du groupe Antey, qui s'occupe des missiles anti-aériens. Ces agences manquent aussi de relais locaux pour avoir une claire réalité du terrain et leur portée reste limitée, contrôlant seulement une portion du CMI.

Ce CMI se voit diminué pour assurer le développement d'une industrie moins importante numériquement mais capable de résister aux aléas du marché. Ainsi, un plan de restructuration du secteur aéronautique prévoit en 2001 la création de grands groupes industriels, tels que le groupe Sukhoï. De même, pour les missiles anti-aériens, le groupe Almaz-Antey se forme.

La Russie relance ses exportations militaires afin d'assurer un financement de ses activités par des capitaux étrangers. La Chine et l'Inde sont les premiers clients de la Fédération, en particulier la Chine qui, commandant beaucoup et étant peu exigeante au contraire de l'Inde, représente en moyenne plus de la moitié des exportations militaires russes, rapportant jusqu'à 8,3 milliards de dollars en 2008 contre 1 milliard en 1997.

Plusieurs programmes d'armements (2002/2010 ; 2012/2020 ; 2019/2025) sont aussi successivement mis en œuvre afin de relancer la production industrielle et assurer le remplacement des équipements vétustes. Ces mesures visent principalement à :

- l'équipement des unités d'élites ;
- la modernisation de 28 secteurs militaires tels que les systèmes de reconnaissance, de navigation et de commandement ;



- le renouvellement des engins de combat, de mobilité et d'appui feu auquel 1/5^e du budget de 2012/2020 est consacré.

La Russie mise enfin sur les innovations technologiques et la modernisation de ses équipements par son CMI. En attendant que le T-14 Armata, nouveau char produit par Ural-VagonZavod, rejoigne l'armée à partir de 2020, ses chars T-72 et T-80 sont modernisés. Dans le domaine aérien, le Su-57, futur système aéronautique de combat de la Russie, est de nouveau à flot en 2019 après le retrait du projet de l'Inde en 2018 et le manque de crédits. Vladimir Poutine a en effet annoncé le 15 mai 2019 à Sotchi la commande pour trois régiments des forces aérospatiales de soixante-seize Su-57, dont le premier sera livré par Sukhoï d'ici la fin de l'année. Le concurrent direct de Sukhoï, Mikoyan-Gourevitch, a quant à lui annoncé début août 2019 la mise en chantier du MIG-41, avion qui serait capable de voler entre 9 000 et 17 000 m d'altitude, à une vitesse de 3 675 km/h, et qui serait capable d'abattre des missiles hypersoniques. Si le projet est réalisable et qu'il intéresse l'Etat russe, il ne sera en revanche pas livré avant 2035/2040 aux forces armées estiment les experts. La marine est aussi renforcée avec l'arrivée de bâtiments et matériels modernes. 9 sous-marins sont en construction en 2014-2015, dont les SNLE de classe Borey particulièrement améliorés sur la diminution du bruit, la manœuvrabilité et la détection. Alors que le Iouri Dolgorouki, le prince Vladimir et l'Alexandre Nevski ont été mis à l'eau avec le Severodvinsk (sous-marin polyvalent Iassen), l'amiral Vladimir Korolev a annoncé l'arrivée prochaine de 11 nouveaux sous-marins, 5 Borey et 6 Iassen. Lancées en 2010, les frégates Gorshkov devraient être au nombre de 20 à l'horizon de 2020 tandis qu'un nouveau porte-avion russe Shtorm rejoindra pour 2030 l'Amiral Kouznetsov. Pour compléter le dispositif, deux navires Mistral avaient été commandés en 2011 à la France, un contrat finalement annulé en 2015 à la suite de la crise ukrainienne.

Valoriser le nucléaire représente aussi un axe stratégique pour la Russie. Ainsi, 5 lanceurs de missiles, 4 missiles nucléaires à têtes multiples et 9 satellites militaires sont commandés en 2005. En 2009, on dénombre 3 909 têtes nucléaires pour 49 missiles intercontinentaux, 268 missiles pour 8 sous-marins et 79 bombardiers. Les années suivantes, le nombre de têtes nucléaires déployées passe à 4 630 pour 300 vecteurs intercontinentaux.⁴⁴ Enfin, l'explosion du 8 août 2019 dans la base militaire de Nionoksa laisserait entendre selon plusieurs experts

⁴⁴ P. Boulanger, op.cit., page 89



américains que les russes travaillent activement sur des missiles à propulsion nucléaire, les Bourevestnik, qui seraient capables d'échapper à tout système d'interception⁴⁵.

A l'aune de ces réformes, la Russie a su en 2019 redresser son CMI pour être en mesure de disposer d'équipements modernes et adaptés aux conflictualités dans lesquelles elle intervient. Malgré certaines problématiques d'investissements, permettant une diffusion limitée des nouvelles technologies au sein de l'armée, la majorité du matériel militaire a été modernisé et la Russie semble être repartie dans une dynamique d'innovation. Néanmoins, il reste encore un fossé technologique important avec les principales puissances occidentales, en particulier dans les armements de pointe, les systèmes de commande, de contrôle, de communication, de surveillance et de reconnaissance : les C4ISR⁴⁶.

L'armée a joué au cours de l'histoire russe un rôle formateur pour les citoyens russes, étant un pilier de la société.

Néanmoins le rôle ambivalent qu'elle a pu avoir dans l'élaboration des politiques publiques a poussé les autorités civiles à reprendre partiellement la main sur l'institution militaire, établissant une hiérarchie claire des pouvoirs en faveur de Président. Pour répondre à ses objectifs et faire face au contexte géopolitique évolutif de son temps, l'armée a aussi dû entamer une réflexion sur son fonctionnement au cours des années 2000. Elle est ainsi restructurée et semi-professionnalisée, le service militaire étant un véritable creuset pour la société russe. Enfin, dotée d'un budget voulu comme étant adapté à ses besoins, l'institution militaire a aussi travaillé à la modernisation de ses infrastructures et de ses équipements vieillissants.

L'ensemble de ces réformes ont pour objectif de transformer l'armée russe afin qu'elle soit une armée moderne et performante, capable de hisser le pays à une place de puissance internationale confirmée, position perdue par la Russie à la fin de l'URSS. Afin de parvenir à cet objectif et que ses réformes s'insèrent dans une logique commune, la Russie s'est aussi attachée à contextualiser l'environnement géopolitique dans lequel elle évolue (Chapitre 2).

⁴⁵ David Sanger, Andrew Kramer, « U.S. officials suspect new nuclear missile in explosion that killed 7 russians », New York Times, 12 août 2019, consultable sur: <https://www.nytimes.com/2019/08/12/world/europe/russia-nuclear-accident-putin.html?smid=fb-ntimes&smtyp=cur>

⁴⁶ Isabelle, Facon, « La menace militaire : une évaluation op.cit., page 46

Chapitre 2 :

La mise en place d'une politique de défense dans un contexte géopolitique évolutif

Au cours de la Guerre Froide, l'URSS s'est placée comme champion contre l'impérialisme des Etats-Unis, s'opposant aux actions américaines dans la sphère internationale et proposant un mode de fonctionnement alternatif. Défaite par la dislocation de l'URSS, l'héritière russe doit se remettre en question dans la gestion de ses relations internationales, plus particulièrement dans le domaine militaire. Si la fin de l'histoire annoncée n'a pas eu lieu, la Russie doit en effet redéfinir ses priorités géopolitiques (I) tout en établissant des relations internationales fournies avec les autres pays (II) afin de ne pas se faire dépasser dans un monde multipolaire.

I. La redéfinition des priorités d'actions russes

Alors que les enjeux sécuritaires évoluent rapidement, la Russie définit une nouvelle doctrine militaire afin d'y répondre de manière efficace et assurer sa sécurité (1). Dans cette logique, elle cherche aussi à se positionner vis-à-vis des Etats faisant partie de l'espace post-soviétique (2).

1) L'évolution doctrinale militaire

La doctrine militaire d'un pays est « une déclaration de la politique de l'Etat en matière de défense, déclarée au peuple et au monde entier »⁴⁷ rappelle le général Makhmout Gareev, président de l'Académie des sciences militaires. Elle doit permettre de se positionner sur les enjeux sécuritaires qui préoccupent le pays et déterminer la marche à suivre pour y faire face. La doctrine militaire joue donc un rôle crucial pour la Russie, tant sur le plan interne que sur la scène internationale, spécialement après la fin de l'URSS où la Russie doit se relever difficilement^(a). Une rupture s'opèrera autour de 2007, la doctrine consacrant la volonté de puissance du pays et son indépendance^(b).

a. Une doctrine militaire pour faire oublier l'ère soviétique

Au cours des années 1990, la Russie cherche à devenir un pays « normal »⁴⁸ et à s'insérer dans le nouveau monde post Guerre froide. Renouveler son mode de pensée lui permet de donner au pays une direction, contextualiser les réformes mises en œuvre et justifier ses actions.

⁴⁷ Makhmout, Gareev, « Kakoï yt' voennoï doktrine Rossii ? » [Que doit être la doctrine militaire de la Russie ?], KZ, 26 janvier 2007

⁴⁸ Expression utilisée plusieurs fois par le ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev

Souhaitant s'affirmer sur la scène géopolitique comme une nation puissante et indépendante, la Russie va donc s'attacher, et ce dès la fin des années 2000, à mettre en place de nouveaux textes. Ainsi, à la suite du Concept de sécurité nationale publié en janvier 2000, les autorités russes dévoilent leur nouvelle doctrine militaire (avril 2000) qui sera suivie d'un livre blanc du Ministère de la défense trois ans plus tard. Dans ces textes plusieurs tendances se dégagent telles que la volonté de replacer les militaires à leur juste place, la lutte contre le terrorisme et la recherche de coopération internationale, spécialement avec l'Occident.

En 2007, la Russie donne un nouveau souffle à sa doctrine en matière de défense-confirmée en 2010 avec une nouvelle doctrine militaire- qui marque une certaine rupture depuis 1992 (b).

b. La rupture doctrinale : la volonté de retrouver sa puissance originelle

La Russie a de nouveau confiance en elle⁴⁹ grâce à une situation économique en progrès et une situation interne plus stable. Elle « entend donc se faire respecter sur la scène internationale »⁵⁰ et être traitée « d'égal à égal » par les pays les plus industrialisés⁵¹. Le Ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov rappelle que l'objectif « n'est pas de plaire à tous » mais de « simplement défendre ses intérêts de façon pragmatique » tout en étant « un catalyseur de changement positifs dans le monde »⁵². A cette volonté d'indépendance s'ajoute dans la posture étrangère russe un conservatisme croissant, mêlé à un nationalisme et un anti-occidentalisme de plus en plus prégnant. La Russie, soutenue par l'Eglise orthodoxe, dénonce un Occident décadent alors qu'elle est « le champion d'une Europe chrétienne qui aurait oublié ses racines »⁵³. Enfin, le nationalisme russe qui imprègne les discours sur l'étranger et le militaire, touche l'ensemble de la société et de ses représentants politiques, permettant de « doter de sens la réalité du pays »⁵⁴ et d'établir un consensus sur les questions militaires et de relations internationales.

⁴⁹ Vladimir Poutine, message du nouvel an, 31 décembre 2006, « Nous regardons l'avenir avec davantage de confiance » ; Sergueï Lavrov abonde dans ce sens le 18 janvier 2007 dans une interview pour le Moskovskie Novosti.

⁵⁰ « New military doctrine must take role of force into account – Russian Security council », Interfax-AVN, 5 mars 2007

⁵¹ Sergueï Kortounov, « Sovremennaia vnechniaia politika Rossi [la politique étrangère de la Russie aujourd'hui] », Moscou, les éditions du haut collègue d'économie, 2009, pages 552-556

⁵² Sergueï Lavrov, intervention, XVème assemblée du SVOP, 17 mars 2007

⁵³ Tatiana Kastoueva-Jean, « La Russie de Poutine en 100 questions », Paris, Tallandier, 2018, page 277 ; Michel, Eltchaninoff, « Dans la tête de Vladimir Poutine », Arles, Solin/Actes Sud, 2015, pages 79 et 147

⁵⁴ Marlène Laruelle, « Le nouveau nationalisme russe. Des repères pour comprendre », Paris, Editions de l'œuvre, 2010, pages 22-23

De la doctrine militaire, le général Gareev établit les quatre impératifs sécuritaires :

- contrer les menaces,
- assurer la sécurité,
- prévenir les guerres et les conflits armés,
- préparer et conduire une lutte armée pour défendre le pays⁵⁵.

Outre la volonté de devenir « un acteur géopolitique incontournable sur la scène internationale »⁵⁶, la Russie cherche à conserver et développer des partenariats afin de revenir vers un concert des Nations dans un monde multipolaire (relancer les relations avec les pays africains, coopérer avec les organisations internationales telles que les Nations Unies, l'OTAN, l'OSCE, l'Union européenne,...). Afin d'assurer sa sécurité, la protection de ses frontières et du territoire reste un objectif premier, conduisant les experts russes à établir une typologie précise des menaces auxquelles la Russie pourrait faire face.

Type de menace	Menace externe	Menace interne
Menace militaire	<ul style="list-style-type: none"> • Supériorité technologie dans le domaine militaire • L'OTAN (première menace depuis 2010) • La prolifération nucléaire (menace n°10 de la doctrine de 2010) et son usage • Le terrorisme (menace n°10) • Prolifération des armes de destruction massive 	<ul style="list-style-type: none"> • Le séparatisme • Le terrorisme
Menace non-militaire	<ul style="list-style-type: none"> • Pressions diplomatiques • Sabotage • Atteintes aux intérêts économiques • Atteintes à la sécurité énergétique • Désinformation 	<ul style="list-style-type: none"> • Contestations populaires de l'Etat influencées par des puissances étrangères⁵⁷

Tableau récapitulatif des principales menaces établies par la Russie⁵⁸

⁵⁵ Markhmout Gareev, intervention à l'Académie des sciences militaires de Moscou, 20 janvier 2007

⁵⁶ P. Boulanger, op.cit., page 85

⁵⁷ Cette menace ne figure pas officiellement dans les doctrines militaires russes, elle a néanmoins été rajoutée dans ce tableau au vu de la posture russe, un choix qui sera expliqué au cours des prochains développements

⁵⁸ Fédération de Russie, Doctrine militaire, 2010

A l'examen de ces menaces, il est possible de noter une très grande attention de la Russie à veiller à son intégrité territoriale, en particulier face à des risques séparatistes. En tant que pays multiethnique dont la communauté russe s'étend hors de ses frontières, la Russie craint en effet pour sa stabilité interne après avoir vécu l'épisode tchéchène. Les autorités refusent toute volonté d'indépendance pouvant à mener à une scission au sein de la Russie et considèrent toute revendication populaire politique comme conséquence d'une ingérence étrangère. Vladimir Poutine en 2011 l'évoque assez régulièrement, en particulier lors de la « Révolution des neiges », accusant les pays étrangers de financer l'opposition politique et de conclure que la Russie « doit se protéger de l'ingérence dans ses affaires intérieures et protéger sa souveraineté »⁵⁹. Alors que la Russie doit faire face depuis la mi-juillet 2019 à de nouvelles protestations concernant ses élections municipales, les autorités critiquent une nouvelle fois l'ingérence étrangère et se mobilisent pour y mettre fin. Les députés de la Douma organisent ainsi le 19 août 2019 une réunion extraordinaire pour discuter de ces faits d'ingérences. Les ambassadeurs américain et allemand ont aussi été convoqués à ce titre, l'ambassade américaine ayant publié des consignes de sécurité pour ses ressortissants par rapport à ces manifestations –et donc donner des informations sur leur déroulement- tandis que la chaîne allemande Deutsche Welle aurait appelé à manifester. De même, YouTube a été intimé de mettre fin à la diffusion de vidéos concernant les manifestations.⁶⁰ Cette inquiétude d'ingérence dans la politique intérieure s'explique par le fait que « le Kremlin n'imagine pas que les peuples puissent être les moteurs des évolutions et que l'attrait exercé par l'Etat de droit puisse répondre à des aspirations populaires »⁶¹.

A contrario, la Russie se réserve un droit d'ingérence pour protéger contre une attaque armée ceux qu'elle considère comme ses citoyens, une position consacrée par les textes. A la suite de la guerre en Géorgie, plusieurs dispositions ajoutées à la loi de défense précisaient ainsi que le recours à la force hors des frontières était possible pour protéger notamment les compatriotes qui s'y trouvent. Cette tendance fut confirmée et renforcée avec la doctrine de 2014 qui en fait une des missions principales des forces armées.

⁵⁹Vladimir Poutine, déclaration, 8 décembre 2011

⁶⁰ Le Figaro, <https://www.lefigaro.fr>, « les députés russes mettent en garde contre l'ingérence étrangère », consulté le 17/08/2019

⁶¹ Anne de Tinguy, op.cit., page 15

Enfin, le principal pilier de la doctrine russe reste l'arme nucléaire, instrument majeur de sa sécurité. Pour les Russes, le nucléaire joue en effet un rôle préventif, étant prévu en cas :

- De l'utilisation d'armes de destructions massives contre la Russie ou son étranger proche ;
- D'attaque conventionnelle compromettant l'existence de l'Etat. Introduite par la doctrine de 2014, cette dissuasion dite « non nucléaire » rendrait inutile le concept de l'emploi en premier de l'arme nucléaire⁶².

Sur l'emploi de l'arme nucléaire, l'expert Dmitriï Trenine explique que « dans les conditions de l'actuelle 'guerre hybride' avec les Etats-Unis, à la différence de la confrontation de la seconde moitié du 20^e siècle, une attaque nucléaire surprise et un échange consécutif de frappes massives sont pratiquement improbables. Le danger, c'est plutôt une escalade hypothétique d'affrontements inattendus entre les forces armées des Etats-Unis et de la Russie sur fond de forte tension politique entre Moscou et Washington. (D'ailleurs, la question que les experts occidentaux posent aux Russes concerne non pas la première frappe nucléaire, mais la possibilité d'emploi par la Russie de l'arme nucléaire en premier dans le cours d'un conflit armé déjà engagé) »⁶³.

Ce concept de premier emploi fut pourtant réemployé par les dirigeants russes en 2018. Le porte-parole du Kremlin Dmitriï Peskov rappelle que le Président ne peut effectuer une première frappe nucléaire, même préventive. Les Russes ne déclencheront d'attaque que lorsqu'ils auront la certitude par leur système d'alerte (radars et satellites combinés) qu'effectivement, un missile nucléaire se dirige vers leur territoire. Cette posture, évoquée par Vladimir Poutine lors de la quinzième édition de la grande conférence annuelle du cercle de Valdai, avait probablement pour objectif de mettre en valeur le sens des responsabilités du président russe en matière nucléaire a contrario des américains, le ministre des affaires étrangères russes dénonçant le même jour que « la nouvelle doctrine militaire américaine ... abaisse fortement le seuil d'emploi de l'arme nucléaire ». Face à un contexte tendu (FNI, nouvelle posture américaine, ...) le Président Poutine souhaite donc rassurer et faire oublier des incidents du système d'alerte russe sur le nucléaire tels que :

⁶² Nikolai Sokov, Tweet du 18 octobre 2018 « Indeed, strategy changed in 2014 when doctrine introduced conventional deterrence and first use became unnecessary. My view- deescalation existed until 2014 »

⁶³ Dmitriï Trenine, « Voprosy dlia Valdaïa i chire » [Questions pour Valdai et au-delà], *Vedomosti*, 24 octobre 2018.

- La fausse alerte du 25/26 septembre 1983 qui aurait pu déclencher un tir nucléaire russe si le colonel Petrov n'était pas intervenu ;
- L'incident de la fusée norvégienne en 1995 qui avait une trajectoire similaire à un missile nucléaire américain, mettant en alerte les russes. L'hésitation du Président pendant un temps a permis d'écarter le scénario d'attaque nucléaire ;

Si les dernières déclarations avaient pour but de rassurer, elles semblent au contraire avoir procuré l'effet inverse. En effet, la Russie a énormément joué les années précédentes du flou de sa doctrine nucléaire afin de renforcer la crédibilité de sa dissuasion. Les annonces qu'elle tente de faire aujourd'hui vont donc difficilement dans le sens de l'image que Moscou voudrait projeter, les différents experts doutant de la rhétorique russe, qui plus d'une fois, a semblé aussi contradictoire.⁶⁴

La doctrine Guerassimov sur la guerre hybride⁶⁵, ne tend pas enfin à mettre en exergue le rôle du nucléaire. Néanmoins, si le nucléaire n'aura pas de rôle premier dans la mise en œuvre de la politique de défense russe, il n'en reste pas moins un élément fondamental de dernier recours pour assurer la sécurité de la Russie en cas de menace de ses intérêts vitaux. Ceci explique la volonté russe d'avoir des équipements et infrastructures modernes et capables de répondre aux enjeux actuels du nucléaire, une position qui a mis fin au FNI et ravivé les tensions avec les Etats-Unis.

Au vu de l'étendue de l'arc de crises possibles, la Russie cherche donc à se préparer tant pour des conflits régionaux, de faible intensité ou majeur. Pour cela, elle a cherché à moderniser son armée et ses infrastructures, comme il a été vu dans le premier chapitre. Dans un second temps, afin de s'assurer un glacis protecteur, elle a cherché à confirmer ses relations avec les anciens membres de l'URSS (2).

⁶⁴ Isabelle Facon, Bruno Tertrais, « La Russie et l'emploi des armes nucléaires : le sens des propos de Vladimir Poutine lors de Valdai-2018 », Note de la Fondation pour la Recherche stratégique, 5 novembre 2018

⁶⁵ Cette doctrine sera détaillée dans le Chapitre 2 de la Partie 2 »

2) L'attitude russe dans l'espace post soviétique

« La période impériale de l'histoire russe est terminée. Nous avons beaucoup de choses en commun avec les Etats de la CEI, les républiques baltes et la Géorgie, et nous allons inévitablement coopérer avec eux étroitement, mais il n'y aura jamais plus de violence et de subordination entre nos pays »⁶⁶. Tel était le discours de Boris Eltsine au début de la Fédération de Russie. La Russie tente à ses débuts d'établir une coopération renforcée avec les nouveaux pays mais échoue ^(a), une situation qui va la pousser à renforcer son influence par mesure de sécurité ^(b).

a. Le rôle incertain de la Russie (1991-2000)

Malgré une volonté politique de laisser les anciennes républiques s'émanciper, la situation reste trouble, le Ministre des affaires étrangères de l'époque, Andreï Kozyrev rappelant que la Russie « ne peut se permettre d'oublier la responsabilité particulière que lui confère l'histoire »⁶⁷. En 1991 et 1992, la Russie semblait voir positivement le développement de relations entre les anciennes républiques et des pays tiers car ça lui permettait de se soulager d'un « fardeau » financier. La Russie réalise cependant l'importance de l'espace postsoviétique dans sa stratégie internationale et s'est mise à développer une doctrine dite Kozyrev, qui reprend les mêmes principes que la doctrine Monroe.

La Russie n'est donc pas prête à abandonner son « étranger proche », zone de tremplin pour confirmer son statut de puissance grâce au soutien de d'autres Etats. Cette zone d'influence lui permet aussi de conserver un semblant de glacis protecteur autour de ses frontières, alors qu'elle s'inquiète des agissements de l'OTAN. Enfin, la Russie doit faire le deuil difficile d'un empire de cinq siècles dont les frontières n'avaient eu cesse de s'étendre, comme le démontre le vote de la Douma du 15 mars 1996, qui déclare nulle et non avenue la dissolution de l'empire soviétique. La séparation de l'URSS est en plus particulièrement compliquée avec la Biélorussie (les Blancs-Russiens) et l'Ukraine (les Petits-Russiens) qui formaient autrefois avec la Russie (les Grands-Russiens) la Rous. Le rapprochement de l'Ukraine avec les Occidentaux est donc mal vécu. Léonid Kravtchouk, président de l'Ukraine de 1991 à 1994, fait en effet des relations européennes une priorité de sa politique étrangère. La situation est donc complexe, une communauté importante de russe vivant de plus hors des frontières de la fédération.

⁶⁶ Boris Eltsine, Déclaration du 30 décembre 1992, cité par Ingrid, Hazard, « Vie et mort du dernier empire ? Désunion soviétique et décolonisation », IEP de Paris, thèse de doctorat, 2001, page 396

⁶⁷ Andreï Kozyrev, « Russia : a chance for survival », Foreign Affairs, printemps 1992, page 12

« Territoires politiques, nationaux et linguistiques se chevauchent dans maintes régions de l'ex-URSS, brouillant la notion de frontière »⁶⁸.

La CEI espérée par la Russie n'a pas non plus eu lieu, une situation qui peut s'expliquer par son objectif : « un processus de désunion et d'union des républiques »⁶⁹ de manière simultanée. « Il apparaît évident que tous les efforts pour garder avec l'aide de cette organisation, l'unité de l'espace économique et militaro-stratégique ont échoué »⁷⁰ pour la Russie. Cette dernière sous la conduite de Boris Eltsine avait en effet milité pour que la CEI garde le contrôle des forces militaires soviétiques, une campagne qui resta sans effet. Les Etats arrivent difficilement à se mettre d'accord par la suite, comme le montre l'impossibilité de mettre en place une politique commune face à l'élargissement de l'OTAN en 1997 ou l'intervention en Yougoslavie en 1999.

Face à l'inefficacité de la CEI, les russes vont travailler à assurer la présence russe dans l'espace soviétique^(b) pour conserver une certaine unité et assurer sa protection ?

b. La relance de l'influence russe (2000- ...)

Vladimir Poutine à son arrivée au pouvoir va relancer l'influence russe dans les anciennes républiques. Resserrant les liens avec l'Ukraine suite à la crise politique du pays à l'automne 2000, il va aussi renouer le dialogue avec l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan en servant du danger du terrorisme islamique. Afin de fédérer les anciennes républiques, il appelle à la mémoire collective, l'idée d'un destin commun et d'un héritage à préserver. Pour ce faire, le Président russe s'appuie sur des acteurs tels que Rossotroudnitchestvo⁷¹, la fondation Rouskii Mir, les universités russes (décentralisations ou création de filiales pour les étudiants des anciennes républiques), les médias (Russia Today, Spoutnik) et les communautés russophones pour diffuser ces idées. A ce soft power se rajoute plusieurs mesures dans le domaine de la défense et la sécurité. La Russie cherche notamment à conserver sa présence militaire dans l'espace post-soviétique par la mise en place de bases militaires, notamment au Tadjikistan, au Kirghizstan, en Arménie, en Ukraine (Sébastopol), en Biélorussie et en Moldavie (Transnistrie).

⁶⁸ Anne de Tinguy, « chapitre 2 L'ex-empire : un enjeu stratégique majeur », sous la direction d'Anne de Tinguy, « Moscou dans le monde », op.cit., 2008, page 56

⁶⁹ Boris Eltsine, discours du 19 juin 1992 disponible dans MID, « Vnechniaia Politika Rossii. Sbornik Dokumentov 1990-1992 [la politique étrangère de la Russie. Recueil de documents 1990-1992] », Moscou, Mejdounarodnyie Otnocheniia, 1996, page 444

⁷⁰ Iouri, Chichkov, « Rossiia i SNG : neoudavchiïsia rak po rastchëtou [Russie et CEI : un mariage de raison qui a échoué] », Pro et Contra, vol.VI, n°1-2, hiver-printemps 2001, page 104

⁷¹ Agence gouvernementale de coopération internationale



La Russie est aussi le moteur de l'OTSC, qui depuis 2003 lutte contre le terrorisme, le trafic de drogues et autres menaces transfrontalières.

Face à des Etats réticents à son influence, la Russie n'hésite pas au recours à la force. Elle encouragerait en particulier les mouvements sécessionnistes en Azerbaïdjan (enclave du Haut-Karabakh), en Géorgie (Ossétie du Sud et Abkhazie) et Moldavie (Transnistrie). Elle n'hésite pas non plus à intervenir directement, comme le démontre la guerre de Géorgie, l'annexion de Crimée et l'intervention dans le Donbass.

L'influence russe est plus ou moins bien perçue par les pays, ce qui dépend aussi des catégories sociales et générationnelles de la population. Alors que l'Ukraine et la Géorgie rejettent Moscou et ses politiques, l'Arménie, à l'instar du Tadjikistan et du Kirghizstan, entretiennent de bonnes relations avec les autorités russes, tandis que le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan observent une attitude plus mesurée à l'égard des autorités russes (bien qu'ils en dépendent). L'influence russe ne fait plus l'unanimité, une situation aggravée par la présence de nouvelles influences, en particulier Occidentales, que les autorités considèrent antirusses.

Les relations dans l'espace postsoviétique sont fluctuantes, la Russie tentant de préserver son influence dans une attitude néo-impériale. Pour émerger sur la scène internationale et clore le chapitre de l'ex-URSS, la Russie doit aussi définir de nouvelles relations avec les autres Etats

(II).

II. L'évolution des relations internationales militaires de la Russie

Souhaitant redevenir un « Grand », la Russie s'est imposée auprès des puissances internationales actuelles de manière plus ou moins apaisée ⁽¹⁾ tout en cherchant, afin de confirmer ce statut, à développer son influence auprès des autres Etats ⁽²⁾.

1) Etat des lieux des relations avec les puissances étatiques stratégiques

La Russie se distingue aujourd'hui sur la scène internationale en « se façonnant par opposition à l'Occident »⁷². Elle « mobilise la société », la pressant « de résister à "l'ennemi" » à coup de slogans occidentaux ⁷³. Cette attitude s'applique tant aux américains ^(a) qu'aux européens ^(b), tandis que la Chine est devenue au contraire un partenaire depuis le rétablissement des relations diplomatiques en 1989^(c).

a. La Russie et les Etats-Unis

La chute de l'URSS est particulière, marquant la perte d'un conflit sans avoir été vaincue par les armes⁷⁴. Si ce ne fut pas la fin de l'histoire et que l'hégémonie américaine a ses limites, cet événement fut vécu comme une humiliation pour les Russes qui perdirent leur statut de puissance internationale. De plus, si les relations entre les deux pays ont pu connaître un renouveau jusqu'au début des années 2000, il n'en reste néanmoins qu'une méfiance profonde existe entre les deux puissances, le président George Bush rappelant que la Russie pouvait « être une menace si elle le décide »⁷⁵.

Intéressée par la mise en place d'un monde multipolaire basé sur la coopération et la garantie d'indépendance des Etats, la Russie reproche aux Etats-Unis une remilitarisation des relations internationales (ingérence dans les affaires internes au nom des droits de l'homme, opérations militaires non sanctionnées par l'ONU) et une hégémonie peu partagée qui ne mènera qu'à la destruction de tous (Annexe 4). A la suite des attentats du World Trade Center, alors que la Russie a affiché son soutien et travaillé en coopération avec les Américains sur la question du terrorisme, elle a le sentiment de ne pas être mise sur un pied d'égalité et que les Etats-Unis ne renoncent pas à leur unilatéralisme. La guerre d'Irak et l'affaiblissement géopolitique des

⁷² Tatiana Kastoueva-Jean, « Le système de Poutine : bâti pour durer ? », Politiques étrangères, n°2, 2015, page 65

⁷³ Andreï Gratchev, « Le passé de la Russie est imprévisible », traduit du russe, Paris, Alma Editeur, 2014, Page 457 et 460/461

⁷⁴ Henry Kissinger, « Diplomacy », New-York, Touchstone, 1995, page 763

⁷⁵ George Bush, International Herald Tribune, 24 mars 2001

américains qui en découle convainc la Russie qu'un système multipolaire est plus efficace. La distanciation entre les deux pays se concrétise sur la crise de boucliers anti-missiles voulus pour protéger les Etats-Unis et ses alliés. Perçu comme une tentative d'intimidation alors qu'elle se redonne les moyens politiques et militaires d'être une puissance, la Russie craint qu'elle soit espionnée et qu'il compromette sa force nucléaire de dissuasion. A cela s'ajoutent les élargissements de l'OTAN et le manque d'association de la Russie à la construction de la sécurité européenne, bien que des partenariats entre l'OTAN et la Russie aient été mis en place dès 1997.

Les malentendus entourant ces questions, conjugués au recul démocratique observé en Russie a facilité le regain des tensions pour aboutir à une rupture en 2014 avec la crise ukrainienne. La sympathie de Donald Trump à l'égard des autorités russes pendant et après sa campagne présidentielle, laissait présager néanmoins d'un certain apaisement. Cependant, les opérations d'interférences dans la campagne américaine par la Russie ont freiné le président Trump dans l'instauration de relations constructives, par crainte d'être accusé de collusion. Les relations russo-américaines n'ont donc guère progressé au cours des années suivantes, minées par l'intervention russe en Syrie, l'affaire Skripal et l'impossibilité de trouver une solution diplomatique en Ukraine. Le manque de confiance, associé à une baisse d'intérêts communs et de volonté de coopération, renforce la dégradation des relations russo-américaines.

Au vu du ressenti entre les deux pays et que la Russie se construit internationalement par opposition à l'Occident, il semble donc difficile dans un futur proche de voir une accalmie entre les deux puissances, ce qui pèse aussi sur les relations avec les pays européens ^(b).

b. La Russie et l'Europe

A cheval entre deux continents, la Russie a toujours été partagée sur son appartenance ou non à l'Europe. A cela s'ajoute la nature particulière de l'Union européenne : un système de gouvernance à plusieurs niveaux dont la politique étrangère européenne n'est pas unique, les pays restant souverains dans la mise en œuvre de leurs relations internationales. Chaque pays membres de l'Union définit donc ses relations avec la Russie en fonction de son histoire, sa géographie, ses intérêts et ses valeurs. Face à cela, les relations entre les deux entités peuvent se révéler variées.

Au cours des années suivant la fin de l'URSS, la Russie a clairement voulu se rapprocher de l'Europe occidentale, et de l'Union européenne (Annexe 2). Boris Eltsine puis Vladimir Poutine l'affirment à plusieurs reprises. Pour Vladimir Poutine, la Russie est « historiquement et

culturellement partie intégrante de l'Europe »⁷⁶ et fait le « choix européen »⁷⁷. Si les institutions européennes sont entreprenantes, déclarant la Russie comme partenaire stratégique, certains Etats membres sont sur la réserve, mettant plus de temps à établir des relations, comme ce fut le cas pour l'Espagne et le Portugal. Concernant les puissances européennes, la Russie établit de bonnes relations avec l'Allemagne afin de gérer au mieux le retrait soviétique de l'ex-RDA, une relation qui sera confortée par les liens personnels que Vladimir Poutine entretient avec Angela Merkel et sa connaissance du pays pour y avoir vécu. De même, la Russie apprécie la France pour sa volonté d'indépendance de son allié américain et les deux pays se rejoignent sur plusieurs sujets internationaux comme la multipolarité. Le Royaume-Uni retrouve de son côté une attitude plus critique à la fin des années 1990, accueillant opposants Tchétchènes et politiques.

Si la Russie souhaite renforcer ses liens avec l'Union européenne et les pays européens, elle se refuse néanmoins à intégrer l'Union, comme le précise l'article 1.1 de la Stratégie du développement des relations de la Fédération de Russie avec l'Union européenne⁷⁸. Les relations tendent de plus à se détériorer à partir des années 2000. La Russie « ne reconnaît plus à l'Europe un rôle de guide et fonde désormais son action sur le principe de réciprocité »⁷⁹. Elle ne se considère pas non plus appréciée à sa juste valeur par les puissances européennes et va s'éloigner de l'Europe sur fond de problématiques économiques à partir de 2005 (Annexe 3). De plus, les autorités russes apprécient peu les initiatives européennes dans son voisinage immédiat. A la suite du rejet par la Moldavie du plan « Kozak », l'intervention de Bruxelles dans la solution du conflit de Transnistrie donne l'impression à la Russie que l'Union européenne cherche à outrepasser les prérogatives russes dans la région. Ce sentiment est renforcé par les révolutions de couleur qui reçurent rapidement un soutien européen. L'arrivée en 2004 de dix anciennes républiques de l'URSS ou alliés au sein de l'Union européenne fait enfin craindre la montée d'un sentiment « antirusse », une inquiétude confirmée lorsque la Pologne et les pays baltes pèsent sur l'attitude européenne lors de la révolution orange⁸⁰ ou de la guerre en Géorgie. Enfin, le Partenariat Oriental, mis en place sous l'impulsion de la Pologne et la Suède (deux pays critiques de la Russie), est vu comme un moyen de renforcer l'influence

⁷⁶ Vladimir Poutine, Discours au Bundestag, 25 septembre 2001

⁷⁷ Vladimir Poutine, Discours à l'occasion du 300^{ème} anniversaire de Saint-Pétersbourg, 31 mai 2003

⁷⁸ Fédération de Russie, Stratégie du développement des relations de la Fédération de Russie avec l'Union européenne (2000-2010), 22 octobre 1999

⁷⁹ Isabelle Facon, « chapitre 5 La Russie et l'Union européenne, partenariat ou coexistence ? », sous la direction d'Anne de Tinguy, « Moscou dans le monde », op.cit., page 144

⁸⁰ Ibid., page 163



européenne -par des accords juridiques contraignants- au détriment de la Russie dans sa propre sphère influence.

La rupture des relations cordiales entre la Russie et la majorité des pays européens est consommée à l'occasion de la crise ukrainienne et de l'annexion de la Crimée. Dénonçant des violations du droit international, les pays européens votent plusieurs sanctions économiques, distançant encore plus les russes des européens. Malgré une volonté d'apaisement des relations exprimée récemment, un long chemin reste encore à parcourir avant d'arriver à une entente cordiale.

La Russie entretient donc des relations difficiles avec le monde Occidental, ne se sentant pas respectée comme puissance internationale. Elle va alors chercher à développer de nouvelles alliances, en particulier avec la Chine ^(c).

c. La Russie et la Chine

Alors que les deux puissances communistes entretenaient des rivalités qui les poussèrent pratiquement à la guerre en 1969 et 1979, la Chine renoue les relations avec les autorités russes en mai 1989, notamment dans le domaine de la défense et la sécurité.

La Chine joua en effet un rôle déterminant pour le CMI russe. La vente d'équipements militaires russes permit en effet de redresser plusieurs industries stratégiques du CMI, tandis que la Chine pouvait se réarmer alors qu'elle faisait l'objet d'un embargo sur les armes. Cette première expérience concluante poussa les deux pays à approfondir leur relation à l'occasion d'un partenariat stratégique en 1996. En 2004, la Russie et la Chine mettent fin à leurs différends territoriaux sur trois îles, nouvelle étape dans la mise en place de leur partenariat.

Signe d'un apaisement des relations, la Russie, à l'instar de la Chine, a démilitarisé partiellement la frontière commune des deux pays qui conduisent régulièrement des exercices militaires en commun. Sur la scène internationale, la Russie travaille aussi en coopération avec la Chine, ayant des intérêts et visions géopolitiques en commun. Ainsi, afin d'assurer la stabilité en Asie, la Chine et la Russie mettent notamment en place le groupe de Shanghai pour lutter contre l'islamisme militant, une coopération multilatérale qui sera remplacé par l'OCS en 2001. La Russie partage de plus avec la Chine l'ambition de remettre en cause le leadership américain sur la scène internationale et de combattre l'influence occidentale dans leur zone d'influence respective. Cette concertation géopolitique à laquelle s'ajoute les principes d'égalité et de non-



ingérence font de la Russie et de la Chine des alliés de fait, les poussant souvent à se rejoindre sur les grands dossiers internationaux.

Néanmoins, malgré des relations renforcées et un partenariat militaire conséquent, certaines zones d'ombre subsistent. La Russie craint le développement technologique de la Chine dans le domaine militaire, dont l'industrie devient de plus en plus performante. De plus, face à la rétro-ingénierie chinoise et les possibilités de concurrence, la Russie hésite à lui vendre de nouvelles armes en 2010⁸¹. La communication opérationnelle reste aussi partielle, les russes n'ayant pas prévenu la Chine de leur intervention en Syrie tandis que Pékin ne prévient pas son partenaire pour ses opérations en mer de Chine méridionale. La méfiance est donc encore de mise entre les deux pays, Moscou appréciant peu l'espionnage chinois s'assurant que les troupes basées en Extrême-Orient soient équipées des dernières technologies militaires, afin d'assurer sa dissuasion conventionnelle envers Pékin⁸².

Si la Chine est un partenaire important pour la Russie, cette dernière tient à affirmer sa supériorité militaire, craignant les ambitions géostratégiques de son voisin. La Chine reste donc un allié de circonstance, le partenariat dépendant de l'évolution des relations internationales.

Outre sa volonté d'affirmer sa position auprès des autres puissances, la Russie va chercher aussi à développer son influence auprès des autres Etats afin d'obtenir des alliés dans la mise en œuvre de ses ambitions stratégiques (2).

2) Le retour de l'influence russe

Afin de consolider ses positions internationales, la Russie travaille à étendre son influence dans les différentes régions du monde, notamment au Moyen-Orient (a), en Asie (b), en Amérique latine (c) et en Afrique (d).

a. La Russie au Moyen-Orient

Depuis Catherine II, le Moyen Orient a toujours été source d'ambition pour les autorités russes. Ainsi, sous le régime communiste, Moscou se positionnera comme défenseur de la cause arabe afin d'obtenir des soutiens dans la région face aux américains et se prémunir d'une possible

⁸¹ Vasilij Kasin, Aleksandr Gabuev, « L'amitié armée : comment la Russie et la Chine font le commerce des armes », Carnegie Moscow Center, novembre 2017, page 3, en russe

⁸² Céline Marangé, « chapitre 6 Poids et Perception de la Russie en Asie du Nord-Est », sous la direction d'Anne de Tinguay, « La Russie dans le monde », op.cit., page 196



attaque méridionale. Néanmoins, à la chute de l'URSS, la Russie, faute de moyen, va diminuer son activité géostratégique dans la région.

Si son influence est moindre, la Russie reste un fournisseur d'armes clef pour plusieurs pays tels que l'Iran, la Syrie ou l'Irak. De plus, son statut au Conseil de Sécurité lui permet d'offrir son soutien à certains pays qui se sont aliénés les Etats-Unis (Iran et Irak par exemple) et donc conserver certains leviers. Malgré ces atouts, la Russie doit faire face à plusieurs tensions régionales à son égard.

En premier lieu les conflits tchéchènes donnèrent à la Russie une image négative dans le monde musulman, vue comme « l'opresseur »⁸³ de l'islam. A cela s'ajouterait le parti pris par la Russie pour la cause chiite, la Russie soutenant l'Iran et renouant les relations avec l'Irak devenue chiite à partir de 2011 et 2012, une position peu appréciée par les monarchies du Golfe.

Si le pays soutient l'Iran sur le dossier nucléaire et collabore avec elle sur la question syrienne, les relations restent cependant compliquées. Outre les conflits historiques qui restent vivaces, l'URSS avait apporté son aide en 1945 au Kurdes iraniens dans leur volonté d'indépendance par la république du Mahābād. L'Iran tient à sa souveraineté et se méfie donc de l'influence russe, malgré les intérêts communs. Ainsi, si l'Iran a autorisé l'utilisation de la base Hamadan en 2016 par la Russie, les autorités iraniennes n'ont que peu apprécié l'annonce unilatérale faite par leurs homologues russes, dénonçant une arrogance de sa part.

La Russie entretient aussi des relations conflictuelles avec la Turquie, souvenir des treize guerres durant lesquelles l'Empire Ottoman a affronté les armées du Tsar (entre 1568 et 1918). Bien que la Russie ait livré des missiles sol-air S400 en juillet 2019 à la Turquie –ce qui pourrait laisser présager un apaisement des relations- la rivalité stratégique demeure avec en son cœur le conflit syrien où les deux Etats soutiennent des causes différentes. Cette rivalité se concrétise notamment par la destruction d'un bombardier russe en novembre 2015 par l'armée turque suivie de l'attaque le 19 août 2019 d'un convoi de ravitaillement turc par les forces russo-syriennes.

Malgré ces irritants, la Russie connaît une attractivité renforcée par le conflit syrien. Ce dernier a été l'opportunité pour la Russie d'augmenter la vente de ses armes, qui disposent d'une visibilité nouvelle par le conflit syrien. Fournisseur de six Etats en 2012 (Algérie, Egypte,

⁸³ Shireen, Hunter, « Islam in Russia: The Politics of Identity and Security », New-York, M.E Sharpe, 2004, page 384



Jordanie, Emirats arabes unis, Syrie, Iran), elle développe sa clientèle en 2017 avec dix Etats (Algérie, Bahreïn, Egypte, Irak, Jordanie, Irak, Qatar, Emirats arabes unis, Turquie, Syrie, Iran).

Si la Russie a réussi à relancer son influence via l'intervention militaire en Syrie, son rôle ne doit cependant pas être surévalué. Les Etats du Moyen-Orient tels que l'Arabie Saoudite et Israël voient aussi en la Russie un moyen de pression vis-à-vis de leur relation avec les Etats-Unis tout en assurant que l'action russe n'aille pas à l'encontre de leurs intérêts. Israël avait ainsi accepté la vente de drones à la Russie en 2009 et 2010 à la condition que l'achat de MIG 31 E par la Syrie soit suspendu. De même, l'Arabie Saoudite a eu tendance à lancer des négociations de livraisons d'armes avec la Russie dès que les Etats-Unis ne rejoignaient pas leurs intérêts⁸⁴.

Au vu des circonstances, la Russie dispose d'une influence géopolitique renouvelée dans la région suite à son intervention en Syrie. Ce rôle reste néanmoins à pérenniser, la Russie n'ayant pas encore développé de stratégie sur le long terme dans la région. Comme en Asie (b), la Russie doit continuer à approfondir son influence afin de peser en tant que puissance internationale sur la géopolitique régionale.

b. La Russie en Asie

Les tensions avec l'Occident incitèrent Moscou au milieu des années 2010 à se détourner de l'Europe et d'affirmer sa singularité eurasiatique. En Asie, la Russie se place cependant comme une puissance moyenne due à la présence chinoise et la faiblesse de son territoire eurasiatique. En effet, le district d'Extrême-Orient regroupe une faible partie de la population russe (6,4 millions), tout en étant dans une région enclavée au climat rigoureux et qui manque d'infrastructures. Malgré cet état de fait, la Russie cherche à réorienter sa politique tant économique que stratégique vers le continent asiatique.

Dans ce sens, les relations se sont améliorées avec le Japon, malgré ses revendications territoriales pour les îles Kouriles, les japonais souhaitant que la Russie soit un acteur plus actif afin de compenser le poids de la Chine. Afin de ne pas contrarier le Kremlin, ils ont donc choisi après l'annexion de la Crimée des sanctions limitées contre la Russie et refusé l'expulsion de diplomates russes du Japon lors de l'affaire Skripal.

⁸⁴ Julien Nocetti, « chapitre 7 Les perceptions de la Russie au Moyen-Orient », sous la direction d'Anne de Tinguy, « La Russie dans le monde », CNRS éditions, 2019, pages 238 à 241



En Asie centrale, face à la persistance des talibans, la continuité de l'islamisme radical et du retrait américain d'Afghanistan, la Russie s'inquiète de la sécurité régionale et de la stabilité de ses alliés en Asie centrale. Ses priorités sont donc d'assurer la fin du narcotrafic à destination de la Russie et renforcer les régimes autoritaires en place. En parallèle, la Russie cherche à consolider l'alignement géopolitique de ces pays sur ses positions en canalisant pour l'Asie centrale toute influence extérieure. Alors que les relations avec les Etats-Unis commençaient à se dégrader, la Russie appelle donc en 2005 à la fermeture des bases américaines en Ouzbékistan et au Kirghizstan via un communiqué de l'OCS, obtenant du Kirghizstan que la base soit fermée en 2014. Malgré le rôle américain dans la lutte contre l'islamisme radical, la Russie s'inquiète des changements des équilibres géopolitiques qu'une présence américaine peut comporter, l'incitant à y mettre fin.

En Asie du Nord-Est, la Russie est une puissance moyenne, dont l'influence ne peut pas contrecarrer la présence sino-américaine. Elle reste néanmoins active, signant plusieurs contrats de ventes d'armes avec les puissances asiatiques telles que la Corée du Sud et l'Inde, qui collaborait jusque récemment (2018) au développement du SU-57. La Russie s'attache aussi à maintenir un statu quo dans la péninsule coréenne, redoutant une catastrophe environnementale et humanitaire en cas de conflit, ce qui pousserait à de fortes migrations. Malgré des relations distantes avec le régime nord-coréen et soutenant le principe de non-prolifération de l'arme nucléaire, la Russie refuse donc une intervention militaire au Conseil de Sécurité.

Puissance moyenne en Asie à l'influence moindre, la Russie cherche essentiellement à préserver son influence géopolitique en Asie centrale tout s'assurant de la stabilité du continent. Face à l'influence tant de la Chine que des Etats-Unis, la Russie n'espère pas obtenir le leadership du continent mais d'assurer la multipolarité dans les décisions géostratégiques, comme elle tente de le faire en Amérique latine (c).

c. La Russie en Amérique latine

Arrière-cour des Etats-Unis, l'Amérique latine fut toujours considérée comme chasse gardée des américains, bien que l'URSS y ait fait quelques excursions au cours de la Guerre Froide.

La Fédération de Russie envisage de nouveau de s'y investir en 1997, à l'occasion de la tournée du Ministre des affaires étrangères Primakov en Argentine, Brésil, Colombie et Costa Rica. Au début des années 2000, elle commence donc à vendre des armes à différents pays de la région. 2008 marquera un regain des relations avec l'intensification des échanges militaires entre les différents acteurs : plusieurs visites présidentielles et ministérielles, auxquelles s'ajouteront des



vols de bombardiers stratégiques russes, des exercices militaires conjoints avec le Venezuela, la visite de la flotte russe au Nicaragua et à Cuba ainsi que la signature de plusieurs accords de vente d'armes.

Cette période marque aussi le début des dégradations des relations avec l'Occident tandis que la Russie cherche à se positionner sur la scène internationale comme une puissance de premier plan, en particulier vis-à-vis des Etats-Unis. Investir le continent sud-américain est donc une réponse à ce que la Russie dénonce comme une ingérence dans sa propre zone d'influence. Peu intéressée par résoudre les problèmes sécuritaires du continent, elle cherche plutôt à promouvoir la multipolarité et obtenir le soutien politique des Etats latins lorsqu'elle s'opposera aux Etats-Unis.

Seuls le Venezuela, Cuba, le Nicaragua et la Bolivie répondront favorablement à cette incursion russe afin de contenir l'influence américaine. La Russie, sur fond de guerre froide, affiche en effet son soutien au régime de Maduro, lui envoyant en mars 2019 -alors que le pays traverse une crise politique où l'opposant au régime est soutenu par Washington- des équipements militaires et des soldats. Le combat d'influence s'arrêtera cependant à ces quatre pays, le ministre des affaires étrangères brésilien Roberto Unger, rappelant qu' « à la différence des autres pays sud-américains, nous n'achetons pas ce genre de chose et nous ne sommes pas intéressés par une espèce de politique d'équilibre des forces visant à contenir les Etats-Unis »⁸⁵. Si la majorité des pays d'Amérique latine sont intéressés par une coopération avec la Russie, ils refusent néanmoins d'être inclus dans un conflit entre deux puissances et ne soutiendront pas la Russie si ça va à l'encontre de leurs intérêts.

Voulant retrouver son statut de puissance internationale, la Russie se doit d'avoir des relations avec chaque Etat, ce qui a motivé son retour sur la scène latino-américaine, à l'instar du renouveau de sa politique africaine (d).

d. La Russie en Afrique

Pour l'URSS, l'Afrique était la possibilité d'étendre ses ambitions impériales au fur et à mesure que la décolonisation s'étendait au continent. Mais face à une politique trop ambitieuse, le géant communiste doit se retirer de l'Afrique au cours des années 80, une position qui sera tenue pendant un temps par la Fédération de Russie. Le Kremlin a cependant cherché ces dernières années à étendre son influence au continent africain (la politique africaine a été relancée avec

⁸⁵ Samuel Romero, M. Schwartz, A. Barrionuevo, « Flux in Latin America affects Russia's diplomacy », New York Times, 22 novembre 2008



la doctrine militaire de 2007), notamment pour les questions sécuritaires, dont les pays africains restent très demandeurs. Elle se projette comme un mécène militaire, comptant sur leur reconnaissance pour étendre son influence et développer de nouvelles alliances. Adoptant une approche bilatérale, la Russie signe donc plusieurs accords avec différents Etats et soutien l'implantation de ses entreprises de sécurité privée.

Le Chef d'Etat de la République du Congo a ainsi signé à l'occasion d'une visite d'Etat en Russie un accord dont l'objectif principal est d'envoyer au Congo des conseillers militaires pour assurer la formation de l'armée congolaise et faire de la maintenance des équipements.

Le Soudan s'est aussi montré intéressé par l'expertise russe, ouvrant la possible installation d'une base militaire russe en Afrique de l'Est. Outre la présence de plusieurs entreprises de sécurité russes, il autorise aussi en 2018 l'installation d'un bureau de représentation du Ministère de la Défense russe sur son sol qui servira de relais pour la formation de l'armée. Les autorités russes et soudanaises auront aussi la possibilité d'échanger de manière plus conséquente sur les affaires militaires et de sécurité internationale, démontrant que la Russie cherche ici à obtenir un relais de sa politique sur le continent africain.

Peu regardante sur les questions de bonne gouvernance et de droits de l'homme, la Russie développe son influence au sein de l'Afrique à travers le spectre géopolitique. Mise en difficulté dans sa zone d'influence habituelle, la Russie mise par cette nouvelle ouverture à consolider sa position de puissance. Présente dans une dizaine de pays et disposant d'alliés tels que le Soudan, l'Angola et maintenant la RCA, la Russie compte désormais continuer à concurrencer les influences occidentales.



A la chute de l'URSS, l'appareil militaire russe était fortement dégradé, en besoin de restructuration et de modernisation. Pour ce faire, la Fédération russe a lancé à partir des années 2000 une série de réformes, afin de répondre aux objectifs de défense et de sécurité qu'elle s'est fixée. Les réformes poursuivies visent à valoriser le potentiel militaire par la modernisation du fonctionnement de l'armée (nouveau mode de commandement, professionnalisation des effectifs, contrôle politique civil renforcé,) et de ses équipements avec la mise en place d'un budget adapté au fonctionnement de la société et à ses ambitions.

Afin de retrouver son statut de puissance internationale, la Russie a aussi travaillé sa doctrine militaire vieillissante et définit de nouveaux objectifs, ce qui lui a permis de contextualiser les réformes et de donner les grandes lignes directrices. Au début, son principal objectif était de retourner vers l'Occident et en devenir une des puissances respectées. Cependant, se sentant mise de côté et mise en danger dans sa zone d'influence traditionnelle par des positions antirusses, la Russie a changé de stratégie. Préférant affirmer sa singularité eurasiatique, Moscou fait le choix de se construire en opposition à l'Occident, disposant en sécurité de son droit de veto au Conseil de Sécurité. Dans l'optique de conforter sa position de puissance retrouvée, le pays a donc cherché à redevenir un acteur d'influence dans les différentes régions du monde.

Si son entreprise a plus ou moins été réussie, la Russie a réussi regagner son statut de « Grand » grâce à son positionnement sur certains dossiers clefs tels que le conflit syrien. Ce dernier a permis en effet de démontrer que la Russie avait atteint plusieurs objectifs des réformes militaires lancées dans les années 2000. Si beaucoup reste encore à faire, le renouveau de l'armée russe, de son mode de pensée et de son industrie de défense a confirmé que la Russie pouvait exister comme puissance sans l'URSS. S'étant donné les moyens pour atteindre ses objectifs, les différentes actions entreprises par la Russie confirment que le pays est un acteur majeur dans les dossiers géopolitiques internationaux (Partie II).



PARTIE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE RUSSE

La Russie est sortie affaiblie de la Guerre froide, la poussant à remettre en cause son mode de fonctionnement. Sur le plan militaire, après une décennie chaotique, cela s'est traduit par différentes réformes afin de profondément restructurer l'appareil militaire et que celui-ci soit adapté au contexte géopolitique. En parallèle, les autorités russes ont travaillé à redéfinir leur vision du monde, les enjeux géopolitiques et les relations qu'elles veulent entretenir avec les autres Etats.

Forte des différentes réformes mises en place depuis le début des années 2000, la Russie a commencé à se reconstruire comme puissance internationale à travers son vecteur militaire. Si l'armée a évolué et s'est modernisée, l'establishment militaire éprouve des difficultés à se débarrasser totalement des habitudes issues de la Guerre froide. Les Russes sont en effet plus que sceptiques face à une Europe de l'Est qui se tourne en partie vers l'Occident. Le combat d'influence en Europe de l'Est a entraîné une détérioration des relations avec les pays occidentaux qui dénoncent la paranoïa de la Russie et ses violations du droit international. Voulant retrouver son statut de puissance internationale, la Russie ne s'arrête pas au maintien seul de sa zone d'influence traditionnelle, cherchant aussi s'étendre sur les différents continents afin de contrebalancer les puissances en présence.

Les Russes, déterminés à jouer un rôle clef sur la scène internationale, complètent leur arsenal par des moyens innovants dans la gestion des conflits. Outre l'emploi de l'économie ou du secteur énergétique, la Russie contribue à étendre le conflit vers d'autres sphères telles que le cyber ou l'information. Afin de conforter sa position, la Russie joue à sur différents plans de la conflictualité, lui permettant de prendre de court les autres pays sur certains affaires géopolitiques.

Par la mise en œuvre de sa politique de défense, la Russie cherche ainsi à confirmer son retour dans les affaires internationales en utilisant des moyens militaires conventionnels (chapitre 1) tout en innovant afin de surprendre ses adversaires et assurer son statut de puissance internationale (chapitre 2).



Chapitre 1 :

Une mise en œuvre traditionnelle de la politique de défense russe sur la scène internationale

Si l'appareil militaire a évolué afin de faire face aux nouveaux enjeux géopolitiques, les autorités russes ont conservé certaines habitudes militaires développées durant la Guerre froide (i), expliquant la politique déployée par Moscou en Europe. Abandonnant l'idée de la « Maison commune européenne » de Gorbatchev, la Russie a donc cherché à maintenir sa zone d'influence en Europe de l'Est, allant jusqu'au recours à la force lorsque les pressions diplomatiques ne suffisaient plus, ce qui a entraîné des tensions avec les pays Occidentaux. Afin de contrer leur hégémonie, qu'ils remettent en question comme au temps de la Guerre froide, la Russie va s'attacher à la diminuer et devenir une voix alternative sur la scène internationale (ii).

I. Des réflexes de guerre froide dans la politique géostratégique de russe

Particulièrement préoccupé par la protection de leur territoire (1), les autorités russes ont mis en place une politique agressive (2) vis-à-vis des influences qu'elles considèrent antirusse, entraînant une crispation des relations internationales en Europe.

1) L'objectif fondamental de la politique de défense russe : l'assurance d'un territoire sûr

Comme pour tout Etat, l'objectif premier d'une politique de défense est d'assurer la protection des institutions, de la population et de son territoire, ce qui passe notamment par la mise en place d'une défense efficace des frontières qui délimitent le pays.

Due à sa géographie particulière, la Russie reste particulièrement attentive à cette question. En effet, le pays dispose des plus grandes frontières au monde, totalisant 60 932 km dont 22 152 km sont des frontières terrestres. Seize Etats partagent leurs frontières avec la Russie dont huit sont des anciens membres de l'URSS. Par leur démesure, les frontières occupent donc une place prépondérante dans le dispositif de défense de la Russie. De plus, le pays est essentiellement constitué de grandes plaines et dispose de peu de barrières naturelles telles que des montagnes ou mers. En conséquence, une fois les frontières franchies, il devient difficile de stopper une



invasion militaire, les armées pouvant progresser rapidement sur les plaines eurasiatiques. Afin d'éviter ce phénomène, la Russie va veiller à ce que ses frontières soient protégées pour éviter une remise en cause -tant externe qu'interne- de leur tracé ^(a). Dans la lignée de la Guerre froide, la Russie va aussi, à l'instar de l'URSS, s'assurer de conserver un glacis protecteur de pays pour assurer une première ligne de défense ^(b).

a. La protection des frontières territoriales pour une unité territoriale

La Russie va travailler à assurer la sécurité et la stabilité de ses frontières tant de ses menaces externes, que ses menaces internes.

Outre les forces militaires traditionnelles, Vladimir Poutine renforce les gardes-frontières et les rends indépendant des autres institutions, notamment du KGB, dont elles sont issues. En 2014, 160 000 hommes sous l'autorité directe du Président sont ainsi en charge de la protection des frontières. Les militaires complètent le dispositif frontalier qui, en fonction de l'appréciation des menaces, va varier au cours des décennies.

Ainsi, alors que les relations sino-russes se sont apaisées à partir de 1989 avec la reprise des relations diplomatiques, les russes vont progressivement redéployer plusieurs unités des frontières du Sud-Est. La Chine devient un partenaire pour le pays, l'incitant, en parallèle de la Chine, à démilitariser partiellement les frontières communes. Outre la fin des litiges territoriaux, la coopération économique au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai et des intérêts géostratégiques en commun vont écarter à moyen terme une menace militaire de premier plan pour Moscou. Ainsi, en 2014, les forces armées russes en présence s'élevaient à 76 000 soldats, une force moindre en comparaison des autres commandements stratégiques interarmées.

En effet, face à l'amélioration des relations avec la Chine et d'une volonté commune de stabilité régionale, la Russie va donc concentrer son potentiel militaire en Asie centrale et sur ses frontières du Sud-Ouest avec un total de 102 400 soldats. Les pays frontaliers sont en proie à certaines difficultés, phénomène dû notamment au terrorisme et les trafics de drogue. Afin de limiter les possibilités de conflits, maintenir son influence dans une région stratégique et préserver les ressources énergétiques, la Russie renforce donc ses effectifs aux frontières. Elle va même au-delà de ces dernières, installant dans les pays frontaliers des bases militaires russes telles celles de Kant au Kirghizstan, la base aérienne de Karshi-Hanabad en Ouzbékistan ou les quatre bases d'Abkhazie. Une redirection des forces armées vers ces régions s'explique aussi par les conflits en Tchétchénie. Les Tchétchènes refusèrent en effet de signer en 1992 le traité



constitutif de la Russie, proclamant leur souveraineté. Or le séparatisme, comme il l'a été vu à partir de l'analyse de la doctrine militaire, est considéré par les russes comme une menace très sérieuse à leur sécurité. Après être intervenue une première fois de 1994 à 1996, l'armée russe est envoyée à nouveau à partir d'octobre 1999, à la suite de l'action de groupes extrémistes tchéchènes au Daghestan et une série d'attentats. Cette opération militaire se transforma progressivement en une opération anti-terroriste qui se conclut en 2009. Cependant, malgré un apaisement relatif des revendications indépendantistes, la Russie a tout intérêt à maintenir une présence militaire forte dans la région, afin de prévenir toute escalade.

Enjeu tant économique que militaire, l'Arctique qui se situe aux portes maritimes de la Russie est disputée par cinq pays dont les Etats-Unis. Tout en souhaitant prendre l'ascendant, la Russie se renforce aussi militairement en Sibérie afin d'assurer ses frontières, en témoigne l'instauration fin 2014 d'un Commandement stratégique Nord. Des anciennes bases militaires soviétiques sont à nouveau en service (telles que celle de l'île de Kotelny) tandis qu'autres sont en construction (exemple de l'archipel Saint François-Joseph). A la mi-septembre 2019, des systèmes russes S400 « Triumph » viennent d'être installés sur l'archipel de Nouvelle Zemble afin de renforcer l'anti et le déni d'accès. Si les forces militaires présentes dans les bases sont moindres (l'archipel Saint François-Joseph compte 150 soldats par exemple), leur répartition cependant permet une défense et une surveillance efficace du versant nord de la Russie.

Enfin, la partie européenne de la Russie, concentrant les forces politiques, économiques et la majorité de la population, regroupe une partie conséquente des forces armées russes. Un regroupement qui confirme l'inquiétude russe vis-à-vis de l'OTAN, principale menace pour la Russie selon la doctrine militaire. Alors, afin de se prémunir contre le risque occidental, les commandements stratégiques interarmées comprennent 119 000 hommes pour l'Ouest, 116 000 pour le Centre. En plus de ce dispositif, la Russie va renforcer le front Ouest en cherchant à conserver son influence politico-militaire sur les anciennes républiques de l'URSS et de ses anciens alliés ^(b).

b. La conservation d'un glaciaire protecteur comme première ligne de défense

Si la Russie hérite de la majorité des forces armées soviétiques, les autorités russes n'ont pas initialement souhaité les récupérer. Au contraire, ils préféreraient que l'armée russe soit sous contrôle de la nouvelle CEI, une volonté qui s'explique notamment par la position stratégique qu'occupe la Russie. Cette dernière, située à l'arrière des frontières ouest de l'URSS et désormais de la CEI, est mieux protégée d'une action directe et rapide contre son territoire.

La Russie a, de plus, une relation particulière avec le concept de frontière. Les délimitations administratives mises en place sous l'URSS à partir des années 1920 ont une signification limitée. Ce sont avant tout l'objet de manœuvres politiques et n'ont pas pour but de devenir contraignantes, comme le confirme le cadeau de la Crimée historiquement russe à l'Ukraine en 1954, à l'occasion du 300^{ème} anniversaire de l'union des deux pays. Lorsque ces frontières deviennent internationales en 1991, les russes ont de grandes difficultés à accepter la situation, les frontières territoriales étant avant tout arbitraires et ne respectant pas les communautés linguistiques ou ethniques. En conséquent, la Russie dispose d'un certain pouvoir d'influence, voire d'ingérence, dans les affaires internes -particulièrement dans le domaine militaire- des pays qui faisaient autrefois parti de l'URSS ou de son glacis protecteur. La Russie, ancienne puissance impériale, se sent investie de la mission de protéger le « Monde russe », notion qui est dotée d'une certaine extensivité.

Ainsi, outre l'installation de bases militaires dans certains de ces pays comme la Biélorusse, la Russie va s'opposer à la présence des occidentaux dont elle considère les positions particulièrement antirusse. Si elle a opposé peu de résistance à l'intégration de dix pays de l'Est à l'Union européenne en 2004, sa méfiance envers les agrandissements des organisations telles que l'Union européenne ou l'OTAN est désormais beaucoup plus vive. Un phénomène qui prend racine avec les révolutions de couleur. Que cela soit celle des roses de Géorgie (novembre 2003), la révolution orange d'Ukraine (novembre-décembre 2004) et dans une moindre mesure celle des Tulipes au Kazakhstan (mars 2005), ces révolutions ont freiné la reprise en main de l'espace soviétique par la Russie, souhaité à partir des années 2000 afin de renforcer son statut international. Ces événements, qui voient l'intervention européenne dans la résolution de la crise, notamment en Ukraine⁸⁶, démontrent « l'attraction exercée par d'autres modèles de développement »⁸⁷. Les pays de l'espace soviétique tendent à prendre des trajectoires différentes, ce que la Russie supporte très peu, comme le démontre l'incident autour de la statue à la gloire des soldats soviétiques que Tallinn souhaitait déplacer au cours de l'année 2007. Cet événement a créé une forte polémique au sein de la communauté russophone d'Estonie et provoqué l'ire de Moscou. Le chef de la délégation de la Douma, le député Nikolai Kovaliov, s'est déplacé spécialement en Estonie pour cette question, appelant à la démission du

⁸⁶ Lilia Shevtsova, « Orangevaia Revolioustiia – Versii, khronika, dokoumenty, [La révolution orange – analyses, chroniques, documents] », Kiev, Optima, 2005, page 212

⁸⁷ Anne de Tinguy, « chapitre 2 L'ex-empire : un enjeu stratégique majeur », sous la direction d'Anne de Tinguy, « Moscou dans le monde » op.cit., page 68

gouvernement en place face à cette provocation à l'encontre de la Russie. La Russie a aussi longuement protesté face à la possible adhésion à l'OTAN de l'Ukraine et la Géorgie⁸⁸.

Afin d'endiguer ce phénomène et dissuader d'autres rapprochements, la Russie n'hésite pas à adopter le recours à la force comme moyen de pression. L'armée russe est ainsi intervenue militairement en Géorgie en 2008, puis en Ukraine en 2014, à chaque fois au nom de la protection de ses citoyens russophones dans les régions sécessionnistes (l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie pour la Géorgie, la Crimée pour l'Ukraine). La Russie adopte donc une diplomatie très tranchée concernant son étranger proche. L'intervention en Géorgie en 2008 démontre la fermeté des intentions russes : en représailles aux actions militaires géorgiennes dans la nuit du 7 au 8 août 2008, la Russie déploie jusqu'au cessez-le-feu (16 août 2008) une capacité militaire plus que supérieure à celle de son adversaire (entre 12 000 et 20 000 soldats entrent en Russie dès le premier jour, mise en place d'un blocus maritime, de bombardements aériens). A la fin du conflit, environ 20% du territoire initial de la Géorgie passe sous contrôle russe de facto, cette dernière fournissant un soutien militaire aux provinces indépendantistes.

L'Ukraine confirmera la volonté de lutter contre l'influence occidentale : Moscou ne reconnaît pas le nouveau gouvernement –pro européen- nommé à la suite de la destitution du Président Ianoukovytch lors de la révolution de Maïdan (février 2010), une contestation populaire suite à l'abandon sous pression russe de l'Accord d'association avec l'Union européenne. Lors de la déclaration d'indépendance du Parlement régional le 22 février 2014, la Russie apportera de plus son soutien à la Crimée qui, avec la ville de Sébastopol (où se situe une base militaire russe), intègreront par la suite la fédération de Russie le 18 mai 2014, alors que la guerre civile s'étend dans le Donbass. Afin de soutenir les forces séparatistes pro-russes, la Russie envoie depuis 2014 aux forces insurgées des armes et des blindés. La présence irrégulière de soldats russes a aussi été confirmée par plusieurs témoignages. Une dizaine de soldats russes ont ainsi été capturés par l'armée ukrainienne en août 2014 tandis que le chef des séparatistes de Donetsk, Alexandre Zakhartchenko reconnaît la présence de 3 000 à 4 000 soldats russes, un chiffre néanmoins qui ne peut être confirmé, le ministère de la défense ukrainien allant jusqu'à 6 000. Malgré plusieurs tentatives de conciliation et de cessez-le-feu (Protocoles de Minsk, Format de Normandie, Mémorandum de Budapest notamment), les combats sont toujours présents bien que de plus faible intensité, transformant la guerre civile en conflit de basse intensité avec des pics de violence. Parmi les derniers en date, un affrontement le 5 août 2019 près du port de

⁸⁸ Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN, Déclaration finale du sommet de Bucarest, Conseil de l'Atlantique Nord, 3 avril 2008



Marioupol a conduit à la mort de quatre soldats ukrainiens et de deux autres blessés alors que russes et ukrainiens devaient se réunir à Minsk pour des pourparlers. Néanmoins, le nouveau Président ukrainien Zelensky souhaitant améliorer les relations avec la Russie, l'organisation d'un sommet quadripartite (Ukraine-Russie-France-Allemagne) en septembre 2019 par la France semble être l'opportunité de commencer à construire une véritable sortie de conflits, dont la Russie s'en sortira renforcée, un retour à la situation post-conflit étant difficilement envisageable.

Outre le maintien de sa zone d'influence, la Russie pratique aussi la stratégie du déni d'accès et d'intimidation en Europe du nord afin de renforcer la protection de ses frontières. Cette région est en effet un lieu stratégique en cas de conflit militaire. Le corridor de Suwalki situé à l'est de la Pologne est le seul passage près de l'enclave de Kaliningrad et de la Biélorussie qui permet un accès terrestre aux pays Baltes. En occupant cette zone, l'armée russe empêche tout secours vers les pays baltes, et ce renforcé par la présence de la flotte de la Baltique ainsi que de la « bulle A2AD » (Anti-Access Area-Denial composée de missiles S-300 et S-400), basées à Kaliningrad. De même, l'occupation par la Russie des îles du Gotland et d'Åland permettraient aux russes d'occuper une position stratégique en mer baltique. Le passage naval GIUK (Groenland, Islande, Grande-Bretagne) est enfin particulièrement intéressant, permettant de bloquer toute aide à la Norvège. Dans cette région, la Russie cherche donc à contrôler les espaces maritimes et aériens afin de maintenir sa prévalence militaire et de prévenir, en cas de conflit, les mouvements adverses. A l'instar des puissances occidentales, la Russie n'hésite pas ainsi à intercepter les avions étrangers s'approchant trop près de ses frontières, comme ce fut encore le cas en janvier 2019 avec un Gulfstream suédois. La Russie profite que les pays de cette région soient dans une zone grise sécuritaire à l'architecture fragmentée, certains faisant le choix de l'OTAN (pays baltes par exemple) tandis que d'autres préfèrent une neutralité (Suède, Finlande) que la Russie cherche à conserver. La Russie menace ainsi en 2015 le Danemark de prendre pour cible ses navires si le pays participe au bouclier anti-missile de l'OTAN. De même, à travers la voix de son ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov, la Russie a rappelé en avril 2016 que l'armée prendrait « les mesures nécessaires » si la Suède rejoignait l'OTAN⁸⁹. Enfin, la Finlande par ses 1 300 km de frontières communes avec la

⁸⁹ Barbara Kunz, « La fragmentation de l'architecture de sécurité dans la Baltique », « Les champs de Mars », Presses de Sciences Po, 2017/1, n°29



Russie déclencherait en cas d'adhésion à l'Alliance atlantique « la Troisième Guerre mondiale »⁹⁰ selon le conseiller présidentiel Sergei Markov.

A l'influence russe contestée alors qu'elle se sent comme étant la seule puissance légitime à intervenir, s'ajoute aussi le différentiel technologique entre les Occidentaux et la Russie. La Russie redoute en effet les progrès technologiques occidentaux et leur présence au plus près de ses frontières par l'intégration progressive des pays d'Europe de l'Est et du Nord dans les organisations occidentales telles que l'OTAN. La Russie dénonce aussi la présence de forces et d'équipements militaires de l'OTAN dans ses pays frontaliers, une attitude qui tend plus à vouloir reconstruire un mur et susciter la défiance (Annexe 4), les explications données n'étant pas satisfaisantes. Première menace à la sécurité russe, l'organisation est un des vecteurs de crispation des relations avec les pays Occidentaux, comme peut le démontrer les tentatives d'intimidation russes face aux volontés de rapprochements avec l'OTAN que certains pays ont pu exprimer (2).

2) Une crispation des relations avec les pays occidentaux

Au cours de la décennie suivant la fin de l'URSS, les pays occidentaux étaient considérés comme des alliés naturels de la Russie, qui souhaitait s'en rapprocher. Néanmoins, les schémas de pensée de la Guerre froide n'ont pas totalement disparu de la mentalité russe, incitant les autorités à placer les actions occidentales au sein de leurs préoccupations premières. Ce sentiment d'être ainsi « une forteresse assiégée » se traduit dans la pratique diplomatique russe par une rhétorique agressive^(a), la stratégie russe se construisant de plus autour du principe clausewitzien de la primauté de l'offensive, incitant les russes à mettre en place une défense active contre les occidentaux, ainsi que les « traîtres »^(b).

a. Une diplomatie militaire agressive envers les Etats occidentaux

Plusieurs incidents militaires imputés à la Russie émaillèrent ces dernières années l'Europe, particulièrement de l'Est et du Nord, régions frontalières de la Russie. Inquiets de ce grand voisin et de ses ambitions militaires, ces pays ont cherché à renforcer leur sécurité en intégrant l'OTAN (ou en développant un partenariat) tout en renforçant leurs capacités militaires, une attitude que la Russie dénonce car cela ne fait que renforcer -selon elle- le fossé au sein de

⁹⁰ Gerard O'Dwyer, « Russia warns Sweden and Finland against NATO membership », Defense News, 12 juin 2015, <http://archive.defensenews.com/article/20140612/DEFREG01/306120040/Russia-Warns-Sweden-Finland-Against-NATO-Membership>, Consulté le 11 juin 2017



l'Europe. De cette situation, la Russie ressent donc le besoin d'affirmer sa supériorité par des actions militaires.

Ainsi, six avions russes ont pénétré l'espace aérien suédois pour simuler des attaques dans le sud du pays en mars 2013. La posture permanente de sûreté aérienne française a aussi dû engager plusieurs fois ses avions en réaction à l'approche d'avions russes de son espace aérien : en février 2017, par trois fois en 2018 et enfin le 29 mars 2019 suite à l'approche de deux Tupolev Tu-160. Les Etats-Unis ont intercepté et reconduit le 21 mai 2019 six avions militaires russes qui avaient franchi la zone d'identification aérienne près de l'Alaska. La violation de l'espace aérien d'un pays –ou le survol à ses limites dans l'espace international - n'est donc pas une action inhabituelle pour la Russie, qui l'utilise comme moyen de pression et de provocation pour tester les réactions de l'OTAN.

A ces fins la Russie utilise les autres milieux. Un sous-marin étranger a ainsi été aperçu en octobre 2014 au large de Stockholm. Malgré les démentis officiels, la Russie est suspectée d'être à l'origine de ces manœuvres, les sous-marins soviétiques étant coutumiers de ces incursions en période de Guerre froide. La Russie franchit une nouvelle étape en 2015 par le kidnapping du policier estonien Eston Khover, deux jours après la visite du président Obama à Tallinn.

En plus de ces actions isolées, les russes mettent en œuvre leur potentiel de défense à travers les exercices militaires annuels. Outre les bénéfices de ces simulations sur le plan opérationnel, cela permet aux russes de montrer leurs capacités, ce qui contribue à la dissuasion d'attaques contre le territoire russe. Ces exercices font enfin partie de la campagne de déstabilisation de l'architecture de sécurité européenne lancée par la Russie afin de renégocier un ordre d'après-guerre froide plus conforme à ses intérêts. Au nombre de quatre⁹¹, ces exercices stratégiques annuels se déroulent successivement chaque année. Le dernier en date, Vostok 2018⁹², a voulu être le plus grand exercice militaire de l'histoire russe. 300 000 soldats, 36 000 blindés, un millier d'aéronefs et 80 navires se sont déployés de la Sibérie Orientale à l'Extrême-Orient à l'occasion de cet exercice auquel participaient les forces chinoises. Si les Russes ont assuré que l'armée adverse ne porterait pas d'uniforme de l'OTAN ou parlerait anglais, l'OTAN a dénoncé l'exercice qu'elle considère comme une répétition pour la guerre. Outre l'exercice annuel Tsentr qui se déroulera en septembre, la Russie a organisé au cours de l'année 2019 divers

⁹¹ Zapad, Vostok, Tsentr et Kavkaz soit l'Ouest, l'Est, le Centre et le Caucase

⁹² L'exercice s'est déroulé de juillet 2018 jusqu'au 17 septembre avec une phase active entre le 11 et le 17 septembre



exercices militaires. Le 25 mars 2019 des exercices en Crimée ont eu lieu en réponse aux propres exercices de l'OTAN qui se déroulaient en parallèle en Géorgie. Le 24 juin 2019, un exercice militaire de grande envergure surprise a aussi été lancé en Asie centrale tandis que des exercices militaires en mer du Japon se sont déroulés un mois plus tard. Cette multiplication s'explique par la volonté russe de multiplier les exercices militaires à différentes échelles et de différentes natures afin de répondre à la sortie unilatérale américaine du Traité sur les forces nucléaires intermédiaires.

Depuis 2014, les américains accusent en effet le missile russe 9M729 de violer le Traité sur les forces nucléaires intermédiaires. Ce dernier, signé en 1987 par Moscou et Washington, est un des principaux outils de désarmement mis en place durant la Guerre froide. Il interdit en effet les missiles nucléaires dont la portée est entre 500 et 5 500 km. La Russie a toujours affirmé qu'il était conforme, le 9M729 ne pouvant pas aller au-delà de 480 km, une affirmation que les américains rejettent, les tests ayant été modifiés pour ne pas montrer l'ensemble des capacités du missile. Face au refus russe de détruire ces missiles, les américains ont annoncé le 1^{er} février 2019 leur sortie de l'accord suivie de la Russie le 2 février, procédure qui s'est concrétisée respectivement le 2 août et le 3 juillet 2019. La fin du traité est problématique, présageant le retour d'une course aux armements, les russes autant que les américains ayant annoncé des programmes de développement. En mars 2018, Moscou a établi en effet un programme de modernisation de son arsenal nucléaire avec des missiles intercontinentaux, des drones sous-marins à tête nucléaire ou un missile hypersonique d'une portée de 4000km. Washington a franchi une nouvelle étape dans cette course en testant récemment un missile conventionnel d'une portée de 500km au large de la Californie, une action dénoncée par le vice-ministre des affaires étrangères russe Sergueï Riabkov : « les Etats-Unis [prennent] de manière flagrante le chemin d'une escalade des tensions militaires, mais nous ne céderons pas à la provocation »⁹³. Un test si rapide après la sortie du traité démontre une préparation en amont des Etats-Unis et qui laisse prévoir une escalade des tensions entre les puissances nucléaires. Les prochaines années seront donc stratégiques, notamment afin de maintenir le traité Start III qui permet de réduire les stocks d'armes nucléaires. Signé en 2011, il arrive à échéance en 2021 et son renouvellement semble être compromis, ce qui est confirmé par Vladimir Poutine lors de sa visite au Président Macron en août 2019 : « il y a la question de reconduire le traité Start III.

⁹³ Le monde, <https://www.lemonde.fr>, Le Monde avec AFP, « Pékin et Moscou condamnent le premier test américain d'un missile de portée intermédiaire depuis la guerre froide », https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/20/washington-teste-un-nouveau-missile-peu-apres-son-retrait-du-traite-de-desarmement-fni_5500909_3210.html, Consulté le 18/08/2019

Pour l'instant, nous ne voyons pas non plus d'initiative de la part de nos partenaires américains bien que nos propositions soient déjà sur la table »⁹⁴.

Les relations Est-Ouest sont à nouveau houleuses, ce qui est aggravé par la politique russe à l'égard de ceux qu'elles considèrent comme des traîtres, un motif supplémentaire de défiance à l'encontre du Kremlin (b).

b. La politique d'assassinats comme protection de la politique de défense : un motif de défiance supplémentaire entre occidentaux et russes

La Russie s'assure en effet de dissuader toute tentative de sédition tout en renforçant son champs d'action. Outre le maintien de sa zone d'influence en Europe de l'Est qui peut aller jusqu'au recours à la force armée, la Russie tient en effet à rappeler qu'elle est en mesure de frapper ses ennemis peu importe leur localisation. Lors de l'échange d'espions russes et américains à Vienne en 2010, Vladimir Poutine avait annoncé à propos du colonel Poteev - transfuge russe vers les Etats-Unis et qui a permis l'arrestation d'un réseau d'agents dormants russes- que « les traîtres finissent mal en général »⁹⁵, une position confirmée la veille du G20 de juin 2019 lors d'une interview pour le Financial times « La trahison est le plus grand crime possible et les traîtres doivent être punis. Je ne suis pas en train de dire que l'incident de Salisbury est la voie à suivre, mais les traîtres doivent être punis »⁹⁶.

Dans cette logique, Alexander Litvinenko, ancien membre du FSB et opposant à Vladimir Poutine, est ainsi assassiné par empoisonnement au polonium 210 en novembre 2006 au Royaume-Uni, pays où il s'était réfugié. Une décennie plus tard, le colonel du GRU Sergueï Skripal –connu pour sa collaboration avec les services secrets britanniques- et sa fille sont empoisonnés le 4 mars 2018 à Salisbury au novitchok, un agent innervant produit en URSS au cours des années 1970/1980. Les enquêtes menées pour élucider ces empoisonnements mènent vers la Russie. Litvinenko aurait en effet ingéré le polonium 210 au bar de l'hôtel Millenium où il rencontrait l'homme d'affaire russe Andreï Lougovoï tandis que les autorités britanniques ont pu retracer par les vidéos de surveillance le chemin d'Alexandre Yegvenievich Michkin et d'Anatoli Tchepiga, deux membres du GRU qui, entrant au Royaume-Uni sous de faux noms le 2 mars 2018, se trouvent à Salisbury le jour de l'empoisonnement de Sergueï Skripal. Bien

⁹⁴ Ibid.,

⁹⁵ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, Isabelle Mandraud, « Les grandes leçons illibérales de Vladimir Poutine au « Financial Times », https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/28/les-grandes-lecons-illiberales-de-vladimir-poutine-au-financial-times_5482876_3210.html, Consulté le 3/05/2019

⁹⁶ Ibid.,



que les autorités russes rejettent toute responsabilité, ces deux opérations sont avant tout de relations publiques car elles cherchent à montrer la puissance de Moscou tant aux britanniques qu'aux russes vivant en Angleterre⁹⁷, au cas où ces derniers seraient tenter de passer pas seulement géographiquement à l'Ouest.

Des journalistes russes exposant les autorités –particulièrement dans le domaine de la défense– sont aussi régulièrement assassinés. Dmitri Kholodov, journaliste de Moskovski Komsomolets enquêtant sur la corruption de l'armée, est tué par un colis piégé en 1994. Depuis ce sont plus de trois cents journalistes qui ont été tués et dont les circonstances peuvent, pour certains, laisser entendre une intervention officielle. Parmi les plus connus, Anna Politkovskaïa tuée en 2006 ou Anastassia Babourova en 2009, qui dénonçaient toutes les deux les dérives du conflit en Tchétchénie :

- Anna Politkovskaïa était sur le point de publier un article sur la torture de rebelles ou civils par les autorités tchétchènes pro-russes.
- Anastassia Babourova travaillait au moment de sa mort avec l'avocat Stanislav Markelov qui dénonçait depuis plusieurs jours la libération anticipée du colonel Boudanov, condamné pour le viol et la mort d'une jeune tchétchène.

Actuellement, les derniers journalistes russes assassinés enquêtaient sur l'implication russe en Centrafrique et plus particulièrement le rôle de l'entreprise de sécurité russe Wagner. Selon plusieurs enquêtes indépendantes, les personnes à l'origine de la mort de ces journalistes le 30 juillet 2018 seraient employées par la compagnie de sécurité privée Patriot, sous contrôle de Sergueï Choïgou, actuel ministre de la Défense russe⁹⁸.

Face à ces différentes allégations, les autorités démentent officiellement leur implication. Le policier estonien a ainsi été arrêté en Russie alors qu'il effectuait une mission de renseignement ; le sous-marin aperçu en 2014 était d'origine néerlandaise et non russe ; les assassinats d'opposants tels que Litvinenko ou la journaliste Politkovskaïa font partie d'une campagne de dénigrement des autorités russes alors que la Russie se relance sur la scène internationale en tant que puissance de premier plan. De même, l'empoisonnement de Sergueï Skripal, qui a cristallisé les tensions russo-occidentales, ne serait pas dû au GRU. Offrant son aide et souhaitant participer à l'enquête menée par l'Organisation pour l'interdiction des armes

⁹⁷ Luke Harding, "Sur la piste des tueurs", The Guardian, 6 septembre 2018

⁹⁸ Médiapart, <https://blogs.mediapart.fr>, Pierre Haffner, « Trafic d'armes et assassinat de trois journalistes russes en Centrafrique », <https://blogs.mediapart.fr/pierre-haffner/blog/290918/trafic-d-armes-et-assassinat-de-trois-journalistes-russes-en-centrafrique>, Consulté le 7/07/2019



chimiques, la Russie affirme que les suspects ne font pas partie de leurs services de renseignement, ce qui sera répété par les personnes en question lors d'une interview par Russia Today le 13 septembre 2018. Dans cette dernière, ils expliquent en effet travailler dans le fitness et seraient venus à Salisbury pour visiter la cathédrale.

La Russie démontre ainsi sa force et n'hésite pas tenir tête aux pays Occidentaux dans la gestion des affaires internationales afin de conserver sa zone d'influence et maintenir sa sécurité en Europe. Opérations publiques tout en maintenant le doute sur sa responsabilité, la Russie manipule afin d'affirmer sa puissance. Dans ce contexte de relations internationales tendues, la Russie cherche aussi à développer une plus grande influence dans la gestion des affaires internationales (II).

II. Une Russie influente : conserver une place clef dans la gestion des relations internationales

Afin d'être un acteur clef sur la scène internationale, la Russie va à nouveau utiliser les questions de géopolitique comme levier d'action pour asseoir sa position (1). En parallèle, la Russie va se faire le chantre de la multipolarité (2) et proposer des alternatives à l'ordre international établi.

1) La volonté d'être une puissance d'influence

La Russie travaille à éliminer la concurrence étatique (a) et porter un message différent de la majorité occidentale (b) afin de se démarquer comme une puissance à contre-courant sur la scène internationale et ainsi incarner un modèle différent.

a. Contrecarrer les autres puissances internationales

Avec l'objectif de devenir une puissance de premier plan, la Russie va s'attacher à étendre son influence sur les différents continents et évincer les autres forces en présence.

Le conflit syrien, dans lequel la Russie s'investit militairement depuis septembre 2015, marque une véritable rupture stratégique pour la Russie, lui permettant de reprendre l'ascendant sur les influences stratégiques en présence. Les conférences de Nur-Sultan au Kazakhstan –dont la dernière date du 1^{er} août 2019- qui visent à régler le conflit, le confirment. Ces dernières se déroulent sous l'égide de la Russie, la Turquie et l'Iran, éclipsant la coalition internationale et le processus de Genève pour mettre fin au conflit. En tirant le conflit vers le haut, la Russie a mis de côté les puissances Occidentales, arguant de leur mauvaise gestion de l'Irak ou de la



Lybie, ce qui lui a permis de renforcer son influence régionale, particulièrement depuis l'annonce du retrait américain de Syrie en décembre 2018. Même si selon Donald Trump celui-ci sera progressif, le départ des vingt-milles soldats américains handicaperait les forces occidentales qui restent, ce qui donnera une plus grande latitude d'action aux forces russes. Le retrait américain marque enfin une étape supplémentaire vers la victoire politique pour Moscou, le régime de Bachar Al-Assad ayant de meilleures chances de survivre au conflit.

Le récent exemple centrafricain s'inscrit dans cette politique de combat d'influences. La Russie s'investit en République centrafricaine depuis décembre 2017, à la suite d'un accord signé à Sotchi en octobre 2017 avec le Président Touadéra et approuvé tacitement par l'ONU. Cet accord prévoit des dons d'armes afin d'équiper les FACA (forces armées centrafricaines) et les Forces de sécurité intérieure (FSI). De plus, dans le cadre du programme de formation négocié, des membres de la FACA pourront venir se former dans les écoles militaires russes tandis que 170 instructeurs civils et cinq officiers militaires ont été envoyés en RCA. Ces derniers ont participé au redéploiement opérationnel des forces, bien que cela ne fasse pas partie de l'accord, la Russie allant au-delà de ce qui était convenu avec l'ONU. Touadéra craignant un coup d'Etat des Occidentaux, le président s'est aussi entouré d'un groupe d'anciens Spetsnaz pour assurer sa protection, affaiblissant encore plus le rôle des casques bleus présents. Pour compléter le processus, la Russie a proposé au Président comme conseiller pour la sécurité nationale le russe Valéri Zakarov. La Russie développe son influence dans le pays tout mettant de côté la communauté internationale et la France. La Russie a en effet travaillé au règlement du conflit avec les différents groupes armés, court-circuitant l'Union Africaine qui avait mis en place un canal officiel de discussion. De même la Russie, fait de l'ombre à la présence onusienne. Si l'ONU a accepté la levée partielle de l'embargo sur l'armement, aucun contrôle n'a pu être fait sur les armements livrés tandis que la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique se voit mise sur le côté. Enfin, la Russie coupe les relais de la France, ancien pays colonisateur, au sein du pays. Une campagne de désinformation contre la France a été menée dans le pays afin de renforcer le sentiment anti-français tandis que plusieurs personnalités francophiles ont été démisées de leurs fonctions au sein des administrations étatiques. Paris et Moscou se livrent depuis à une véritable lutte d'influence au sein du pays.

Enfin, n'appréciant que peu la présence de forces occidentales dans son pré-carré, la Russie s'est décidée, comme au temps de la Guerre froide, à des incursions géopolitiques en Amérique latine. L'objectif de cet approfondissement des relations diplomatiques à partir de 2008 était

d'obtenir des autorités de la région leur soutien et par là-même, diminuer l'aura américaine sur le continent. C'est un succès en demi-teinte, la majorité des Etats préférant la voie de la neutralité, excepté pour les Etats déjà ouvertement opposés aux américains (Venezuela, Cuba, Nicaragua, Bolivie).

La Russie s'attache donc à éliminer des influences concurrentes tout en se positionnant sur la scène internationale comme une alternative à l'ordre libéral né à la fin de la Guerre froide (b).

b. Devenir une voix alternative à l'ordre international occidental

Le considérant comme déviant et voyant les pays occidentaux en train de perdre leurs valeurs dans une démocratie illusoire, la Russie préfère prôner un pragmatisme sur la scène internationale. Elle est peu intéressée par la situation interne d'un pays, n'abordant qu'un intérêt limité et une très grande méfiance vis-à-vis des principes des droits de l'homme ou de la situation humanitaire, par crainte d'une dérive du principe de « Responsibility to protect » qui pourrait mener à une ingérence de forces étrangères au sein même de ses frontières. En effet, alors qu'elle s'y était d'abord opposée, la Russie s'est abstenue de voter sur la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU, permettant alors la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne en Libye et de mesures nécessaires pour protéger la population civile sans que cela devienne une force d'occupation étrangère. La coalition internationale, sous l'égide américaine, anglaise et française, aurait outrepassé ses droits selon le ministre Lavrov, qui dénonce la mise en place d'une opération militaire et non de protection civile.

« Il est clair qu'elle (la résolution) autorise tout à tout le monde, n'importe quelle action à l'encontre d'un État souverain. Cela me fait penser à l'appel aux croisades à l'époque du Moyen Âge quand on appelait les gens à aller quelque part pour libérer cet endroit »⁹⁹

Vladimir Poutine

Confirmée dans ses craintes par la gestion libyenne, la Russie va se montrer extrêmement prudente dans l'appréhension des crises internationales.

La crise économique que traverse le Venezuela s'est muée en crise politique depuis 2017, dont le paroxysme a été atteint en janvier 2019. Des deux présidents du pays : Juan Guaidó – président par intérim et de l'Assemblée nationale ; leader de l'opposition- et Nicolas Maduro –

⁹⁹ Le point, <https://www.lepoint.fr>, « Pour Poutine, la résolution 1973 de l'ONU rappelle les croisades », https://www.lepoint.fr/monde/pour-poutine-la-resolution-1973-de-l-onu-rappelle-les-croisades-21-03-2011-1309353_24.php, consulté le 20/07/2019

héritier désigné de Chavez et réélu en 2019 par des élections considérées comme non légitimes, Moscou soutient le second, critiquant la volonté d'ingérence des pays qui soutiennent Juan Guaidó. Face à ce conflit, le soutien russe s'est traduit de deux manières :

En premier, d'un point de vue diplomatique, la Russie a cherché à soutenir son allié vénézuélien dans les arcanes de l'ONU. L'ambassadeur russe Vassili Nebenzia a donc bloqué au Conseil de sécurité la proposition américaine du 28 février 2019 qui demandait à ce que l'aide humanitaire soit livrée, malgré le refus de Nicolas Maduro. La Russie a utilisé son droit de veto par crainte que certains arrivent à y justifier une intervention militaire. Le succès est cependant en demi-teinte, la Russie n'ayant pas non plus réussi à faire adopter le Conseil de sécurité une résolution apportant le soutien du Conseil au Président Maduro. Sur fond de Guerre froide, le Venezuela semble être le terreau de nouvelles tensions russo-américaines.

En effet, la Russie a aussi apporté un soutien militaire au gouvernement de Caracas. Officiellement dans le cadre de la coopération bilatérale signée en 2001, la Russie a envoyé fin mars, sous la direction du général Vasily Tonkoshkurove, chef des forces terrestres russes, une centaine d'experts militaires et a livré 35 tonnes de matériel militaire. Outre des rumeurs de présence de mercenaires dans le pays, ce « hérisson dans le pantalon des américains » a conduit à de vives dénonciations du côté américain, appelant les russes à quitter le pays. Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, rappelle que « les Etats-Unis sont présents en de nombreux points du globe et personne ne leur dit où ils peuvent se trouver ou pas »¹⁰⁰. Rejetant les accusations d'ingérence, il précise que la présence militaire russe est avant tout présente pour soutenir le gouvernement vénézuélien face aux menaces américaines, le temps que la voie du dialogue – qui doit se résoudre de manière interne et non être un conflit tiré vers le haut- l'emporte.

« C'est aux chavistes et à l'opposition parce que c'est une crise vénézuélienne et que seuls les Vénézuéliens peuvent trouver la solution »

Vladimir Zaïomski
Ambassadeur russe au Venezuela

Si l'entreprise de sécurité russe Rostec a retiré une majorité de son personnel début juin 2019 pour des raisons économiques¹⁰¹, la Russie continue à apporter son soutien au Venezuela avec

¹⁰⁰ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, Isabelle Mandraud, « Venezuela : la Russie refuse de donner des explications à la présence de ses militaires », https://www.lemonde.fr/international/article/2019/03/28/moscou-voie-une-centaine-de-militaires-a-caracas-et-defie-washington_5442537_3210.html, consulté le 3/08/2109

¹⁰¹ Le Venezuela ne payant plus et la société ayant elle-même des difficultés faces aux sanctions américaines



une présence estimée à trois-cents officiers de sécurité russe (entreprises ou Etat) et un soutien technique. A l'usure, elle espère ainsi pouvoir l'emporter politiquement sur les Etats-Unis et démontrer la réussite d'un autre mode de résolution de conflits.

Parmi les autres grands dossiers internationaux dans lesquels la Russie démontre sa volonté d'émancipation du vecteur occidental y figure notamment le Yémen. Peu active et ayant un intérêt limité pour le pays, la Russie a néanmoins opposé son veto le 26 février 2018 pour une résolution présentée avec le soutien des français et des américains, par le Royaume-Uni. Cette résolution visait à renouveler l'embargo et les sanctions tout en condamnant l'action iranienne dans le conflit. Alliée de Téhéran, la Russie a refusé de condamner son allié alors que l'Arabie Saoudite, partie prenante soutenue par les Etats-Unis, ne subit pas les mêmes pressions diplomatiques. Si la Russie a joué son droit de veto, elle a par la suite réussi à faire passer une résolution du Conseil de Sécurité ne condamnant pas l'Iran pour son rôle dans le conflit au Yémen, tout en renouvelant sanctions et embargo.

Ainsi, si la Russie travaille certes à éclipser les autres puissances internationales et à proposer une autre voie dans la gestion des affaires internationales, le Yémen démontre que la Russie est en mesure et a la volonté de travailler en coopération avec les Etats -y compris occidentaux- dans la gestion des crises internationales (2).

2) La promotion de la multipolarité dans la gestion des affaires internationales

« Nous sommes avec vous, nous partageons votre douleur, nous vous soutenons »

Quelques heures après les attentats du World Trade Center, c'est en ces mots que le Président Poutine s'est adressé aux Etats-Unis. Ce message de soutien s'est concrétisé dans les jours suivants par la proposition d'envoyer des avions sanitaires, des sauveteurs et d'assister les Etats-Unis afin de retrouver les auteurs de ces attentats. Les autorités russes ont enfin instauré une minute de silence sur l'ensemble de son territoire tandis que Moscou s'est exceptionnellement aligné sur la position de l'OTAN, appelant à combattre cette « peste du XXIème siècle ».

Ainsi, malgré les tensions et points de vue différent qui peuvent exister et creuser un fossé entre la Russie et le bloc occidental, cette dernière n'hésite pas à collaborer avec les autres Etats afin de gérer des évènements exceptionnels tels que le 11 septembre 2001, ou de travailler sur le long terme afin de garantir la sécurité internationale. La Russie a certes cependant plus d'une fois fait cavalier seul, se sentant mise de côté et peu écoutée. C'est ainsi que, par crainte d'être



marginalisée, la Russie a décidé en 2015 de surprendre les occidentaux en intervenant militairement en Syrie, ce qui a eu pour résultat de rabattre les cartes du jeu.

Afin de conforter sa position internationale, Vladimir Poutine va donc jouer sur deux plans : en premier il va travailler à renforcer son influence au détriment des autres tout en promouvant la multipolarité dans les relations internationales, ce qui a un double résultat :

- La multipolarité amène plus d'Etats dans la discussion, permettant de continuer à contrebalancer les capacités occidentales à peser sur les décisions et ainsi ne pas forcément aller dans leur sens
- Dans le domaine géopolitique, vu le contexte international de mondialisation dans lequel nous évoluons actuellement, il est plus efficace de coopérer afin d'atteindre les objectifs en matière militaire

Considérant les bénéfices potentiels, la Russie va donc promouvoir à l'établissement d'un ordre mondial multipolaire plus équilibré –où elle aurait un rôle prédominant, se montrant très critique du fonctionnement des institutions occidentales et de leurs actions afin de répondre à des crises internationales (telles que la Lybie en 2011). Pour cela, elle est participative à de nombreuses organisations internationales autour des questions de sécurité ^(a) tout en étant un membre clef des négociations afin de garantir la sécurité et la stabilité ^(b).

a. L'appartenance à des organisations internationales sur la sécurité et la défense

Dans cette logique, outre son siège permanent à l'ONU, la Russie va prendre part à plusieurs initiatives internationales de coopération autour des questions militaires.

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), créée le 7 octobre 2002 au sein du Traité de sécurité collective, un traité qui prévoit une coopération militaire entre les Etats de la CEI. La sécurité, la stabilisation régionale ainsi que la protection de l'indépendance et de la souveraineté des Etats membres sont parmi les principaux objectifs de l'organisation. Les soldats membres des contingents de l'OTSC seraient au nombre de 25 000, répartis entre les Forces collectives de réaction rapides et de celles de maintien de la paix. L'organisation n'a pour l'instant pas encore participé à des conflits, s'impliquant essentiellement dans des opérations antiterroristes et contre la criminalité transnationale en parallèle d'exercices d'entraînements communs. Surnommée l'OTAN russe par certains, l'OTSC cherche à s'imposer comme une organisation régionale permettant d'assurer la protection de ses membres par plusieurs mécanismes tels qu'une défense aérienne commune. A cette fin, elle va aussi

collaborer avec d'autres organisations telles que l'OCS, avec qui elle a signé un accord de coopération à Douchanbé en 2007.

L'OCS ou Organisation de coopération de Shanghai a été créée en 1996 par la volonté commune de Pékin et Moscou afin de stabiliser l'Asie centrale. Dans la même lignée que l'OTSC, elle lutte aussi contre les trafics de drogue, le terrorisme et la criminalité transnationale pour d'assurer la sécurité des Etats membres qui n'en ont pas forcément les moyens. L'OCS a cependant été utilisée ces dernières années plusieurs fois afin de servir la politique internationale de Moscou. Elle « constitue l'une des nombreuses structures multilatérales sur lesquelles elle s'appuie pour régénérer sur le plan international son influence et son rayonnement » qui permet « la coordination des activités des Etats membres dans le domaine de la politique extérieure », soit un appui utile sur la scène internationale pour le Kremlin¹⁰². Opposée à l'hégémonie américaine, l'OCS est cependant prête à collaborer avec les organisations occidentales afin de gérer les crises internationales, à condition que le dialogue soit équitable.

En effet, malgré sa méfiance face à l'influence occidentale, la Russie collabore avec les organisations à dominante occidentale afin de garantir la sécurité et la stabilité internationale. Ainsi, à l'instar des anciens Etats de l'URSS, la Russie a intégré l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe qui permet de favoriser le dialogue européen. L'organisation a cependant plus une dimension politique, ne disposant d'aucune force armée pour assurer l'exécution de ses obligations. Elle est aussi l'objet de nombreuses critiques de la part de la Russie qui y dénonce des ingérences régulières des Occidentaux, en particuliers lors des Révolutions de couleur en Europe de l'Est. L'OSCE serait donc devenue le porte-parole d'un pays ou d'un groupe de pays dans leur politique extérieure, comme le dénonce Vladimir Poutine dans son discours de Munich en 2007 (Annexe 4). Néanmoins, malgré ses défauts, l'OSCE reste une organisation avec un potentiel fort, ayant contribué au Format Normandie¹⁰³ et participé à la désescalade des tensions en Ukraine par la mise en place d'une mission d'observateurs civils. Alors que les tensions entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie semblent se réanimer, l'OSCE a organisé une réunion jeudi 29 août afin de tenter de prévenir une reprise du conflit. La Russie par sa participation à l'OSCE démontre une certaine volonté de vouloir

¹⁰² Facon Isabelle, « L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/3 (n° 1055), p. 28

¹⁰³ <http://www.afri-ct.org/article/la-france-et-losce-dans-le-contexte-des-tensions-avec-la-russie/>



contribuer à la sécurité européenne. Cependant sa pratique de l'organisation et ses critiques démontrent qu'un long chemin reste encore à parcourir pour qu'elle s'y investisse pleinement.

Néanmoins, la Russie y travaille en construisant aussi des relations bilatérales avec l'OTAN depuis 1991, une relation qui s'est formalisée par l'Acte fondateur Russie-OTAN de 1997. Le dialogue s'est renforcé par la création du Conseil OTAN-Russie en 2002 et une coopération plus pratique dans les années 1990 par l'intégration de la Russie au programme de partenariat pour la paix, ce qui a notamment permis le déploiement de troupes russes dans les Balkans occidentaux pour des missions sous l'égide de l'OTAN. Cependant, suite à l'annexion de la Crimée, la coopération pratique a pris fin, seuls subsistant les canaux de communication « en vue d'échanger des informations sur les points préoccupants, d'éviter les malentendus et d'accroître la prévisibilité »¹⁰⁴.

En plus de son appartenance à des organisations de sécurité commune, la Russie travaille à garantir la sécurité nationale au sein de l'ONU, particulièrement sur les questions de non-prolifération et de désarmement, enjeu majeur de la stabilité internationale (b).

b. La Russie, une puissance médiatrice

En effet, en tant que membre du Conseil de Sécurité, la Russie joue un rôle majeur sur la scène internationale afin de résoudre les tensions et les crises, comme peut le démontrer le cas de l'Iran ou de la Corée du Nord. Mettant en avant son passé où le passage de la dictature communiste à la démocratie s'est fait de manière pacifique alors que le pays était une des premières puissances militaires, Moscou cherche à promouvoir la résolution politique aux armes et l'ingérence (Annexe 4).

Autrefois ENDAN par sa ratification du Traité de non-prolifération en 1970, l'Iran relance son programme nucléaire militaire en 1985 afin de se protéger des tensions régionales (guerre d'Irak, montée en puissance d'Israël). Suite à la découverte du programme et l'impasse des négociations, le Conseil de sécurité sanctionnera économiquement et diplomatiquement l'Iran plusieurs fois à partir de décembre 2006 (Résolution du Conseil de Sécurité 1737). Bien que la Russie soit un allié de l'Iran, elle a cependant collaboré avec les autres membres du Conseil de sécurité dans l'édiction et l'application des sanctions économiques. Si elle a pu parfois militer pour que ces sanctions ne soient pas trop lourdes et qu'elle n'a jamais édicté bilatéralement des sanctions contre l'Iran, elle n'a jamais posé son veto sur les résolutions concernant le nucléaire

¹⁰⁴ https://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_50090.htm



iranien, pouvant cependant s'abstenir pour les mesures qui lui paraissaient plus délicates. Vladimir Poutine est en effet conscient de la volonté du pays de vouloir assurer sa sécurité énergétique via le nucléaire, bien que le passage du civil au militaire, comme tend à le faire l'Iran, en est facilité (Annexe 4). La Russie a aussi négocié longuement avec les iraniens afin que les puissances étrangères –en l'occurrence elle-même- puissent avoir un contrôle sur la production nucléaire par la création d'une société conjointe d'enrichissement en Russie, ce qui lui permettait de renforcer son allié sur la scène internationale, de contrôler le nucléaire iranien tout en obtenant un avantage stratégique sur les autres puissances. Malgré l'échec de ces négociations en février 2006, la Russie a continué à participer au processus des 5+1 à Genève afin de trouver une solution à cette crise latente. Cette dernière se concrétise le 14 juillet 2015 avec le JCPOA (Joint Comprehensive Plan Of Action) qui permet le développement du nucléaire iranien à des fins seulement civiles tandis que les sanctions européennes et américaines sont levées. Néanmoins la sortie américaine du JCPOA en mai 2018 et le rétablissement de leurs sanctions remet en cause la stabilité de l'accord, amenant une Moscou « profondément déçue » à dénoncer une violation « une violation grossière du droit international »¹⁰⁵. Rappelant que l'Agence internationale de l'énergie atomique a confirmé que l'Iran respectait bien l'accord, la Russie s'est montrée déterminée à appliquer cet accord historique face à une Amérique incapable de négocier et qui règle des comptes politiques¹⁰⁶. En coopération avec les pays européens et la Chine, la Russie maintient le dialogue et cherche à trouver des alternatives. Son propre mécanisme de troc établi plusieurs années auparavant n'étant pas des plus efficaces, la Russie s'est déclarée en juillet 2019 prête –à condition que le pétrole soit inclus dans la liste des produits- à rejoindre Instex, le mécanisme européen de compensation mis en place pour diminuer l'impact des sanctions américaines secondaires¹⁰⁷. Il est probable que sur le court terme cela ne soit pas envisagé et l'entrée dans le mécanisme n'était pas l'objectif premier de cette annonce. La proposition de Moscou vise surtout à encourager les européens à s'éloigner des Etats-Unis, l'ex-empire soviétique se montrant comme une puissance raisonnable et travaillant à maintenir le JCPOA. L'attitude américaine est ainsi une opportunité pour la Russie, qui se trouve dans une position de médiateur sans pour

¹⁰⁵ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, « Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien », https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/05/08/donald-trump-annonce-le-retrait-des-etats-unis-de-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien_5296297_3222.html, Consulté le 24/08/2019

¹⁰⁶ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, « Nucléaire iranien : Rohani prêt à rester dans l'accord si l'Europe apporte des garanties », https://www.lemonde.fr/international/article/2018/05/08/decision-courageuse-ou-grave-erreur-la-decision-de-trump-sur-l-iran-divise_5296319_3210.html, Consulté le 7/08/2019

¹⁰⁷ Les Echos, <https://www.lesechos.fr>, Yves Bourdillon, « Moscou plaide pour du troc avec Téhéran », <https://www.lesechos.fr/monde/europe/moscou-plaide-pour-du-troc-avec-teheran-1038986>, Consulté le 7/08/2019

autant à devoir soutenir l'Iran de manière active, ce qui lui permet de concilier ses ambitions personnelles avec la nécessité de travailler collectivement pour assurer la sécurité internationale.

La Russie adopte une approche différente pour la Corée du Nord. Après s'être retirée du TNP en 2003, la Corée du Nord a cherché elle aussi à obtenir l'arme nucléaire. Bien que ce soit l'URSS qui ait fourni durant la Guerre froide des réacteurs de recherche, la Russie participe aux tentatives pour inciter Pyongyang à mettre fin à ses recherches. Des cycles de négociation réunissant la Chine, la Russie, les Etats-Unis, le Japon, la Corée du Sud et la Corée du Nord se déroulent entre août 2003 et août 2004, sans succès. Le Conseil de Sécurité a par la suite mis en place les premières sanctions afin d'inciter la Corée du Nord à se dénucléariser via la résolution 1718 du 14 octobre 2006. La Russie a voté l'ensemble des sanctions mais a régulièrement requis qu'elles soient allégées. En septembre 2018, elle a de plus bloqué un rapport sur l'application des sanctions internationales contre la Corée du Nord, cette dernière arrivant à y échapper en partie. La Russie désapprouve en effet l'action nord-coréenne, Vladimir Poutine qualifiant en 2017 des tirs de missiles de « contre-productif et dangereux », mais souhaite cependant qu'on arrête « d'intimider la Corée du Nord »¹⁰⁸. Alors que 2018 a été une période d'un relatif apaisement avec la rencontre entre les deux chefs d'Etat américain et nord-coréen, la Russie et la Chine ont suggéré un allègement des sanctions, ce qui est refusé par les Etats-Unis. La demande a été réitérée par la Russie le 8 novembre 2018, notamment pour les sanctions sur le secteur bancaire. Outre le fait que la Corée du Nord soit son allié, la Russie cherche surtout à stabiliser la péninsule coréenne, proche de ses frontières. En effet, en cas d'escalade des tensions, la Russie se retrouverait avec des flux de réfugiés, une possible catastrophe environnementale et enfin, en cas de changement de régime, elle aurait un nouveau pays pro-occidental sur ses frontières orientales, un expansionnisme qu'elle dénonce déjà en Europe. Vladimir Poutine se montre ainsi très critique des velléités américaines, ce qui lui permet à nouveau de se présenter comme une puissance raisonnable, appelant au sang-froid face aux ambitions belliqueuses des Etats-Unis et une inflexibilité nord-coréenne. Ils « mangeront de l'herbe mais n'abandonneront pas ce programme (nucléaire) s'ils ne se sentent pas en sécurité », en conséquent « il ne faut pas céder aux émotions et acculer la Corée du Nord »

¹⁰⁸ Le Figaro, <http://www.lefigaro.fr>, "Une liaison ferry entre la Russie et la Corée du Nord", <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/05/18/97002-20170518FILWWW00148-une-liaison-ferry-entre-la-russie-et-la-coree-du-nord.php>, Consulté le 6/08/2019



¹⁰⁹rappelle-t-il. C'est dans cette logique que le président russe a rencontré Kim Jong-un fin avril 2019 afin de faire un point sur les négociations sur la dénucléarisation, qui semblent être dans l'impasse avec les américains. Se présentant comme un facilitateur et non un concurrent –la communauté internationale partageant le même but, la Russie se dit arbitre afin de s'assurer que les négociations débouchent sur une solution pacifique.

Outre ces négociations multilatérales, la Russie contribue aussi aux opérations de maintien de la paix. En effet, la Russie va jusqu'à collaborer avec l'OTAN en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, fournissant des contingents conséquents, de 1 200 hommes sur 20 000 pour la force de stabilisation en Bosnie et de 3 150 sur 40 000 pour le Kosovo. La Russie est pleinement intégrée à l'opération, occupant plusieurs rôles clefs, en particulier au Kosovo. Des officiers russes sont ainsi affectés au quartier général de l'opération tandis que des soldats de l'OTAN sont détachés dans des unités russes. Signe de la réconciliation russo-américaine et fin de la guerre froide, la participation de la Russie à des opérations de maintien de la paix démontre aussi son intérêt à assurer la sécurité internationale en collaboration avec d'autres acteurs. Malgré cette volonté, la Russie pose des principes très clairs sur les opérations de maintien de la paix. Les opérations ne doivent pas en effet être contraires aux intérêts nationaux russes, le mandat et l'objectif doivent être clairs, la date de retrait ou les conditions de retrait doivent être établies à l'avance, l'Etat-hôte doit consentir sauf cas d'extrême urgence et menace directe de la sécurité de la Russie. Si la Russie en 2010 est le 11^{ème} pays contributeur au financement des opérations de maintien de la paix, elle ne fait cependant pas des vingt premiers pays contributeurs en personnel militaire, associant quelques centaines de soldats à l'ensemble des opérations. Ainsi en 2007, 293 soldats russes se répartissent dans dix opérations de l'ONU (Sahara occidental, Haïti, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Burundi, Ethiopie-Erythrée, Liberia, Serbie-Monténégro, Sierra Leone, Soudan). En 2009 ce sera 110 personnels dont 3 observateurs. En 2014 le nombre d'hommes augmente, pour un contingent de 522 russes déployés au sein de 13 missions dont :

- la Moldavie avec 402 hommes (sur 1459) déployés pour assurer la stabilité en Transnistrie ;
- la MONUSCO en République démocratique du Congo (31 hommes) ;

¹⁰⁹ La dépêche, <https://www.ladepêche.fr>, « Corée du Nord : un nouveau bras de fer entre la Russie et les Occidentaux », <https://www.ladepêche.fr/article/2017/09/09/2642170-coree-nord-nouveau-bras-fer-entre-russie-occidentaux.html>, consulté le 9/08/2019



- la Minuss au Soudan du Sud (23 soldats)¹¹⁰.

Pour l'année 2018-2019, si le contingent d'hommes déployés reste faible, la Russie finance 3,99% du budget total des opérations de maintien de la paix, se situant comme 7^{ème} contributeur¹¹¹.

Active sur la scène internationale tant dans le domaine multilatéral que la bilatéral, la Russie cherche toujours à préserver ses intérêts et renforcer sa position de puissance. Cependant, même si les intérêts étatiques jouent une part importante, la Russie, par son appartenance à divers organismes de sécurité commune et sa position au Conseil de Sécurité, reste un acteur clef afin d'assurer la sécurité et la stabilité internationale.

¹¹⁰ Philippe, Boulanger, op.cit., page 86

¹¹¹ Les opérations de maintien de la paix, <https://peacekeeping.un.org>, « Comment sommes-nous financés », <https://peacekeeping.un.org/fr/how-we-are-funded>, Consulté le 2/09/2019



Dans sa pratique des relations internationales, la Russie a dû mal à se départir des habitudes héritées de la Guerre froide. Inquiète de l'expansionnisme occidental dans sa zone d'influence traditionnelle, la Russie défend activement ses prérogatives, n'hésitant pas à aller jusqu'à l'emploi des forces armées. Cette attitude a grandement contribué à la dégradation des relations avec les pays européens et les Etats-Unis, qui dénoncent une politique agressive à leur encontre, nuisant à la sécurité du continent. La montée des tensions entre les deux ex-blocs inquiète bien que la visite du Président Vladimir Poutine en France au cours de l'été 2019 semble être l'opportunité d'évoluer vers une reprise de relations apaisées. Outre sa politique européenne, la Russie cherche à être au cœur des relations internationales en utilisant des canaux complémentaires.

Contestant l'influence des autres puissances en présence, elle souhaite devenir une voie alternative plus attractive auprès des différents pays. De même, lorsqu'elle travaille en collaboration avec ces puissances pour assurer la sécurité et la stabilité internationale, elle veille toujours à ce que cela ne lui soit pas défavorable et qu'elle puisse affirmer son leadership en tant que puissance de premier plan. L'ensemble de ces actions coordonnées lui permettent d'obtenir sur la scène internationale une base de soutien loyale accompagnée d'un capital diplomatique plus important, bien qu'elle ait fait l'objet de critiques pour ses actions en Europe de l'Est. En effet, la politique internationale russe, qui prend racine dans l'instrument de défense nationale, est particulièrement agressive, comme le confirme l'ingérence russe dans les élections occidentales, un moyen pour le moins non traditionnel (chapitre 2).



Chapitre 2 :

L'utilisation de moyens non conventionnels dans le renforcement de la politique de défense russe

La Russie, comme n'importe quel pays, se déploie internationalement avec des moyens considérés comme traditionnels, à savoir l'emploi de la force armée et les négociations diplomatiques dans un cadre bilatéral ou multilatéral. Comme tout pays, la Russie cherche aussi à assurer la sécurité et la stabilité internationale, sans pour autant remettre en cause ses intérêts premiers et la politique qu'elle poursuit : à savoir assurer sa position de puissance reconnue comme par les autres pays, tout en préservant et développant ses zones d'influence comme soutien dans l'arène diplomatique.

Ainsi la Russie emploie des moyens habituels sur la scène internationale bien que sa politique, propre à ses ambitions et le contexte dans lequel elle évolue, se distingue des pays occidentaux, initiateurs de l'ordre libéral post Guerre froide dans lequel nous évoluons. Afin de pouvoir augmenter ses capacités voire dépasser l'aura occidentale, la Russie va aussi se montrer innovante et utiliser les opportunités qui se présentent. Après s'être méfié de la technologie et des réseaux sociaux, vecteur de troubles et pouvant remettre en cause son pouvoir, Vladimir Poutine va ainsi retourner les technologies à son avantage et les transformer en armes (1). De plus, la Russie n'hésite pas, afin d'assurer sa défense et sa sécurité nationale, à s'éloigner des moyens conventionnels pour compléter le dispositif de défense (11).

I. L'information comme nouvelle arme de défense

La Russie saisit le potentiel du développement des nouvelles technologies de l'information (1) et va les exploiter dans le renforcement de sa puissance militaire, en particulier à l'occasion de conflits (2).

1) L'émergence d'une guerre hybride

A ses débuts, le Président russe éprouve une très grande méfiance à l'encontre du réseau Internet, qu'il voit comme un vecteur de trouble et un instrument d'influence de la part des puissances occidentales(a). Pour Vladimir Poutine, ancien du KGB, Internet est une invention

de la CIA qui a pour objectif de servir aux fins politiques américaines¹¹². Pour le Kremlin, cette thèse a été accréditée par la conjoncture internationale des deux dernières décennies^(a), poussant les autorités russes à chercher à renverser la situation en leur faveur ^(b).

a. La prise de conscience du pouvoir des réseaux sociaux comme facteur d'influence géopolitique

Lors des différentes révolutions de couleur qui menacent le glacis protecteur russe, le réseau Internet a permis à ces crises d'atteindre une nouvelle portée, tandis que le pouvoir russe identifie derrière les revendications des manifestants une influence américaine.

Après avoir perdu la guerre de communication en 2008 lors du conflit en Géorgie, ce sentiment s'est confirmé en 2011 à l'occasion de deux événements. :

- Le Printemps arabe, où les réseaux sociaux ont canalisé la mobilisation, allant jusqu'à permettre la fin de dictatures, ce qui a fortement troublé les autorités russes. Là encore, la Russie soupçonne l'implication américaine, une des figures de la révolution égyptienne, Wael Ghonim, étant de plus un employé de Google.
- Enfin la Russie doit aussi faire face elle-même sur son territoire à une contestation de son autorité via les réseaux sociaux. En 2011, l'organisme russe Golos décide de faire un inventaire de l'ensemble des fraudes électorales des élections législatives par une carte interactive. Malgré un hacking du site la veille des élections, Golos réussit à rétablir la situation et plus de 700 signalements sont effectués, preuves à l'appui. En réaction, des manifestations organisées via les réseaux sociaux éclatent à travers le pays, entraînant de nombreuses arrestations, outil de répression habituel pour les forces russes. Parmi elles, un blogueur connu, Alexeï Navalny, tweete même du camion de police, symbole d'un manque de contrôle de la part des autorités. Le mouvement pris de l'ampleur pour aboutir à la manifestation de la place de la Bolotnaïa, réunissant des dizaines de personnes suite à nouveau à l'appel des réseaux sociaux. Les russes y virent encore une implication américaine. Outre le fait que ces manifestations aient été organisées via les réseaux sociaux d'origine américaine, le département d'Etat publie une déclaration montrant son soutien aux manifestants : « Le peuple russe, comme les peuples du monde entier, a droit à ce que sa voix soit entendue et ses votes comptés »¹¹³.

¹¹² Irina Borogan, Andre Soldatov, « Le Réseau rouge : la lutte entre les dictateurs numériques russes et les nouveaux révolutionnaires » en ligne.

¹¹³ Etienne Huver, Boris Razon, « Les nouvelles guerres, Sur la piste des hackers russes », Arte éditions/Stock, 2019, Paris, page 139

Vladimir Poutine dénonce l'ingérence américaine et décide d'y mettre fin par une reprise en main active de l'information, afin de pouvoir contrer toute mobilisation contre les autorités russes à travers les réseaux sociaux. Car en effet, « le Che Guevara du XXIème siècle est le réseau »¹¹⁴ résume le conseiller d'Hillary Clinton Alec Ross, insistant par la suite sur la situation inconfortable dans laquelle se trouvaient les dictatures face à ce nouveau phénomène. Vladimir Poutine réalise lui-même le rôle clef que jouent les technologies de l'information dans la formation de l'opinion (b). Si au début des années 2000 des opérations d'influence avaient été lancées pour restaurer l'image de la Russie, la Russie doit aller au-delà car il s'agit de contrer les influences extérieures pour défendre ses intérêts. « Le conflit de l'information est une composante fondamentale du conflit général. Compte tenu de cela, la Russie a entrepris des efforts pour constituer des structures_(b) intervenant dans ce domaine », résume Vladimir Chamanov, président de la commission de la défense de la Douma.

b. L'appropriation des technologies de l'information par la Russie

La Russie organise donc les années suivantes un contrôle accru de l'Internet national, notamment à travers l'organisme Roskomonadzor. Les Russes se lancent contre les pays Occidentaux dans une guerre numérique empreinte des traditions soviétiques. Ils vont néanmoins aller au-delà de la propagande et la dezinformatsiya communiste : outre l'aspect technologique de la désinformation actuelle permettant une plus grande discrétion dans la manœuvre, l'objectif n'est plus de convaincre de rallier une idéologie hégémonique. La raison d'Etat et la protection des intérêts russes sont au centre du processus. L'information devient un des piliers de la défense nationale, complémentaire au militaire, Moscou se sentant une forteresse assiégée en partie par la propagande occidentale. Il s'agit donc de « saper la notion de vérité objective et la possibilité même de faire du journalisme » ainsi que de « réduire la confiance dans les sources du savoir »¹¹⁵ pour en tirer parti et avoir une marge d'action plus grande.

A travers les réseaux sociaux, c'est une guerre de l'information qui prend forme à partir de 2010, consacré en 2012 par la doctrine russe. Selon celle-ci, la guerre d'information s'esquisse comme une :

¹¹⁴ Alec Ross, Guardian's Activate conference, London, 22 juin 2011

¹¹⁵ Keir Giles, « The Next phase of Russian information warfare », NATO strategic communications centre of excellence, 2016

« Confrontation entre deux ou plusieurs Etats dans l'espace de l'information pour endommager les systèmes d'information, les processus et les ressources, et d'autres structures critiques, affaiblissant les systèmes politiques, économiques et sociaux ; une action psychologique massive sur la population pour déstabiliser la société et l'Etat ; ainsi qu'une influence forçant l'Etat visé à prendre des mesures dans l'intérêt de la partie adverse. »¹¹⁶

Cette guerre qui prend forme entre 2012 et 2013 a pour architecte le Chef d'Etat-major russe Valery Guerassimov. Dans un article du journal de la Commission militaro-industrielle, il explique qu' « au XXIème siècle, nous avons constaté une tendance à l'effacement des lignes de séparation entre la guerre et la paix. Les guerres ne sont plus déclarées et après leur commencement se déroulent de façon inhabituelle. [...] Les règles mêmes de la guerre ont changé. L'utilisation de moyens non militaires pour atteindre des objectifs politiques et stratégique a crû, et dans bien des cas, leur efficacité a surpassé celle de l'utilisation d'armes. [...] L'espace informationnel offre de larges capacités asymétrique pour réduire la capacité de combat de l'ennemi ».

Afin de mettre en œuvre cette politique, la Russie va revoir sa communication tant sur le plan interne, qu'international, le ministre de la défense Sergueï Choïgou se félicitant d'avoir « des troupes d'information beaucoup plus efficaces et plus fortes que l'ancienne section de contre-propagande »¹¹⁷. Cela passe notamment par le développement de la chaîne de télévision Russia Today. Créée en 2005 après la Révolution orange, son budget a considérablement augmenté pour atteindre les 300 millions de dollars en 2013 et une audience de 600 millions de téléspectateurs, faisant de Russia Today la chaîne la plus regardée sur internet. La chaîne s'est implantée à l'étranger : aux Etats-Unis (RT America), au Royaume-Uni (RT UK), en Amérique latine (RT Actualidad), en Allemagne (RT Deutsch), au Moyen-Orient (RT Arabic) et enfin en 2017 en France (RT France). Dans chaque pays challenger de son influence, Russia Today créé une chaîne spécifique tandis que dans les zones où elles souhaitent étendre son influence, une chaîne regroupant des pays de plusieurs langues est pour l'instant suffisant.

En plus de Russia Today, l'agence de presse Sputnik est lancée par le gouvernement russe en novembre 2014, diffusant dans 32 langues mais pas en russe, ce qui démontre la volonté russe de diffuser son message à l'international. Sputnik est intégrée à l'agence Russia Segodnia,

¹¹⁶ Ministère de la Défense Russe, « Les visées conceptuelles des forces armées dans l'espace informationnel », mars 2012

¹¹⁷ Sergueï, Choïgou, intervention devant la Douma, 22 février 2017

l'instance de communication officielle de la Russie créée en novembre 2013 par Vladimir Poutine pour remplacer Ria Novosti.

La Russie refonde pour dynamiser le processus d'information de la part de la Russie. Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales les qualifie d'entreprises stratégiques au même titre que le nucléaire, l'armement ou l'énergie, les russes ayant une approche très militaire de l'information¹¹⁸. Alors que dans les démocraties occidentales l'information pourrait s'apparenter à un droit lié à la liberté d'expression, l'information ici sert l'Etat. Il n'y a pas une seule vérité pour l'Etat russe qui souhaite présenter sa version des faits pour renforcer son influence internationale. Les slogans, « Nous dévoilons ce dont les autres ne parlent pas » pour Sputnik et « Osez questionner » pour RT France témoigne d'une volonté de remise en question de l'information journalistique traditionnelle et expliquent pourquoi ces médias pourront avoir un message différent des autres médias. L'objectif premier est de présenter la vision russe des événements explique Irakly Gachechiladze, rédacteur en chef de RT France¹¹⁹. Ces médias sont de plus financés par le Kremlin, brouillant la ligne d'indépendance de ces médias.

Il y a donc une véritable rupture de ligne éditoriale sur le traitement de l'information, particulièrement en Syrie. Ainsi, lors de la bataille d'Alep, les médias russes ont mis en avant les scènes de fête¹²⁰ plutôt que les massacres qui ont eu lieu dans l'est de la ville. Ces derniers auraient été commis par les forces russes et du régime, ce que les médias pro-Kremlin réfutent, accusant de désinformation les personnes à l'origine de ces affirmations¹²¹. Russia Today et Sputnik vont même plus loin sur le terrain de l'information, soutenant des thèses complotistes telles que le crash de l'avion de la Germanwings en France aurait été causé par l'armée américaine¹²².

¹¹⁸ L'Obs, <https://www.nouvelobs.com>, Théo Caubel, Philippine David, Corentin Dionet, "RT France, Sputnik: dix choses à savoir sur les medias russes en France", <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-sur-les-reseaux/20170102.RUE6087/rt-france-sputnik-dix-choses-a-savoir-sur-les-medias-russes-en-france.html>, Consulté le 15/08/2019

¹¹⁹ Ibid.

¹²⁰ RT France, <https://francais.rt.com>, Rédaction de RT France, « Scènes de liesse et d'euphorie dans les rues d'Alep alors que la libération est imminente », <https://francais.rt.com/international/30539-scenes-liesse-euphorie-dans-rues-alep-alors-liberation-imminente>, Consulté le 16/08/2019

¹²¹ RT France, <https://francais.rt.com>, Rédaction de RT France, « ONU : une journaliste démonte en deux minutes la rhétorique des médias traditionnels sur la Syrie », <https://francais.rt.com/international/30587-onu-journaliste-dement-rhetorique-presse-syrie>, Consulté le 16/08/2019

¹²² Le blog de Vahine, <http://vahineblog.over-blog.com>, Rédaction de RT France, « Crash de l'Airbus A 320 : l'US Air aurait-elle descendu l'A320 allemand ? », <http://vahineblog.over-blog.com/2015/04/crash-de-l-airbus-a-320-l-us-air-aurait-elle-descendu-l-a320-allemand.html>, Consulté le 16/08/2019

La propagande et la désinformation russe à travers ces média vise à diviser les pays occidentaux entre eux et en leur sein, montrer au reste du monde qu'ils sont en déclin et ainsi justifier les positions que peuvent prendre les autorités russes. Afin d'arriver à ces fins, Sputnik et Russia Today sont très présents sur les réseaux sociaux grâce à un référencement bien travaillé (ils arrivent régulièrement en tête des moteurs de recherches) et des titres aguicheurs pour inciter au clic. Les deux média cherchent à avoir une image dynamique, un storytelling attractif et des personnalités charismatiques, crédibles et à contre-courant de l'ordre établi (Julian Assange, Edward Snowden ou encore Pepe Escobar). Afin de renforcer leur base, ils se concentrent de plus sur des sujets sensibles dans les pays d'Occidentaux tels que l'immigration ou l'homosexualité. Alors que la population n'est pas encore suffisamment sensibilisée à la désinformation, que le lien de confiance entre les journalistes, l'Etat et la population s'affaiblit, les média russes prospèrent dans ce contexte. En France, Russia Today a par exemple atteint les 2,5 millions de visiteurs uniques par mois en moins d'un an et demi d'existence. Les média russes présents en France parviennent à toucher un large public tant par leur diversité de sujets que leur mode de fonctionnement :

- Sputnik, qui montre plus virulent dans son suivi de l'actualité, n'hésitant pas à aller vers les thèses conspirationnistes, se concentre principalement sur la radio et la presse écrite
- Russia Today, privilégiant l'audiovisuel, va avoir une attitude plus réservée, souhaitant gagner en crédibilité tout en transmettant la parole du Kremlin.

Sputnik et Russia Today vont ainsi toucher un public différent par leur complémentarité. En effet, un non-adepte des thèses conspirationniste aura plus de difficulté de croire dans le message de Sputnik que celui de Russia Today.

Enfin, le dernier élément du dispositif de propagande et de désinformation mis en place est l'Internet Research agency. Plusieurs témoignages d'anciens membres de cette agence créée en 2013 mettent en lumière ses objectifs et son fonctionnement. Témoignant d'une ambiance similaire à 1984 de George Orwell, Marat Mindyyarov explique qu'il travaillait douze heures par jour accompagné de 300 à 400 autres trolls russes à écrire des commentaires sur des opinions déjà prédéfinies. Les employés étaient répartis en deux équipes afin d'assurer une couverture permanente des réseaux sociaux et d'internet à travers le monde. Véritable chaîne de montage, les trolls travaillaient par équipe de trois pour mettre en scène des débats dont l'issue allait dans le sens du message que voulait transmettre la Russie. Outre les contre-vérités publiées et les faux débats, ces usines à trolls se faisaient et se font passer pour les citoyens du pays cibles concernées par leur campagne du moment en changeant d'abord les proxys, puis en

mettant sur ces dossiers des russes maîtrisant parfaitement la langue du pays et pouvant se faire passer pour un de ses citoyens. Ainsi, Marat qui avait candidaté pour le département Facebook, avait dû rédiger des essais en anglais sur les végétariens et Hillary Clinton, avant d’être recalé, son anglais n’étant pas parfait¹²³. Pilier de la guerre hybride du Général Guerassimov, ces Internet Research Agency déforment, inventent, simplifient ou détournent des informations de manière difficilement repérable sur les réseaux sociaux, se faisant passer pour des citoyens ordinaires et non des hackers ou des personnes trop militantes qui pourraient éveiller les soupçons. La journaliste Lyudmila Savchuk, qui a réussi à intégrer l’Internet Research agency de Saint-Pétersbourg, raconte ainsi qu’elle incarnait sur VK (le Facebook russe) une ménagère « qui, entre deux partages de recettes de cuisine, s’offusque du discours antirusse lu dans un manuel scolaire américain... qui n’existe pas »¹²⁴.

Ecran de fumé, l’information est une arme asymétrique dont la réponse occidentale reste encore aujourd’hui assez désordonnée, malgré une prise de conscience de la situation. La Russie est en avance et compte maintenir son avantage car comme le rappelle Vladimir Slipchenko en 1998:

« Un des attributs de la guerre future sera la confrontation de l’information, car l’information est en train de devenir une arme du même type que les missiles, les bombes, les torpilles, ... capable d’éviter un conflit armé en atteignant par elle-même les buts stratégiques » (2).

2) Le retour de la guerre informationnelle

La Russie va donc faire passer la propagande à un niveau supérieur, s’appuyant sur les réseaux sociaux et les autres technologies de l’information pour influencer et manipuler les opinions publiques. Dépassant le concept de guerre traditionnelle, les russes se lancent dans une guerre informationnelle mélangeant cyberarmes et propagandes. « Les démocraties occidentales avaient oublié tout ce système soviétique mêlant propagande, manipulation informationnelle et piratage »¹²⁵, ce qui permet aux Russes de prendre l’avantage sur le terrain.

Le premier volet de cette propagande numérique se concentre sur les conflits dans lesquels la Russie s’investit (a). Afin de contribuer à assurer leur sécurité, les russes vont aussi travailler à

¹²³ Courrier international, hors-série, « Le retour de la Guerre froide », n°67, 17 octobre 2018

¹²⁴ Les Echos, <https://www.lesechos.fr>, Derek Perrotte, « Visite guidée d’une « ferme à trolls » russe, <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/visite-guidee-dune-ferme-a-trolls-russe-142088>, consulté le 23/08/2019

¹²⁵ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, Isabelle Mandraud et Nathalie Guibert, « Le cyberarsenal de la maison Russie », https://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/06/le-nouvel-arsenal-de-la-maison-russie_5089705_3210.html, Consulté le 1/08/2019

influencer les populations occidentales ^(b), en particulier en période d'élection, afin que les élus soient favorables à la Russie. C'est ainsi que la campagne présidentielle des Etats-Unis en 2016 ^(c), de la France en 2017^(d) ou celles du Parlement européen en 2019^(e) furent l'objet d'ingérence de la part de sources russes.

a. La désinformation au sein du conflit ukrainien

La maskirovka, la désinformation militaire, va s'étendre aux populations civiles. Ce processus de communication qui vise à utiliser des médias pour transmettre des informations partiellement erronées dans le but de tromper ou d'influencer l'opinion, est un moyen non-conventionnel, complémentaire de l'action militaire, permettant à l'auteur de justifier ses actions et de motiver l'opinion publique à soutenir sa cause ou au contraire d'affaiblir le moral. La désinformation en temps de guerre est traditionnelle, les exemples étant nombreux au cours de l'histoire, en particulier lors de la première guerre mondiale avec l'affaire des mains coupées d'enfants.

Ainsi, si on prend le cas de l'Ukraine, les attaques cyber (qui seront détaillées dans les prochains développements) ont un aspect idéologique très marqué. Se situant dans un contexte particulier (proche d'une fête nationale, de vacances, en plein hiver), les attaques perpétrées par les black hackers visent les infrastructures (services de secours, chemin de fers, centrale électrique) afin de saper le moral de la population et sous-entendre que le gouvernement pro-occidental qu'elle soutient n'est pas apte à les diriger, qu'ils vont dans la mauvaise direction.

La guerre hybride se concrétise cependant lors de la prise de la Crimée qui a eu lieu sans effusion de sang grâce à la propagande et la désinformation organisée par la Russie. La Russie, dont l'ancêtre communiste est à l'origine du terme de désinformation, va continuer donc à utiliser régulièrement ce moyen en Ukraine. En réaction, Yevhen Fedchenko, directeur de l'école de journalisme de Kiev, a fondé le site Stopfake, qui recense l'ensemble des opérations de désinformation de la part de la Russie. Entre 2014 et 2016, le site a recensé plus de 500 fake news d'origine russe, classifiées selon 18 thèmes. L'East StratCom Task Force, création européenne pour lutter contre la désinformation, en recense 1310 pour l'année 2017, 3 680 depuis leur création fin 2015. Les désinformations sont en effet exponentielles, variées et continues. Parmi ces dernières, il y a notamment :

- L'annonce d'un génocide en Ukraine de l'Est, des rapports de viols collectifs et de démembrements étant aussi supposément rapportés. Cela permet ainsi à la Russie de légitimer ses actions en Crimée et dans le Donbass ;



- Que l'Europe vend à l'Ukraine son gaz plus cher que les russes ;
- 20 000 réfugiés venant d'Allemagne s'installeraient en Ukraine ;
- Des désinformations sont aussi plus saugrenues :
 - o comme le fait que les ukrainiens se seraient agenouillés devant Joe Biden afin de l'implorer ;
 - o Qu'un restaurant à New-York sert des hamburgers Poutine pour célébrer son anniversaire.

Depuis, la désinformation d'origine russe reste régulière, les dernières en date portant sur les grand-mère ukrainiennes obligées de porter des armes, le fait que l'OTAN souhaite transformer la Crimée en base militaire ou que le gouvernement ukrainien ait vendu des missiles à l'Etat islamique.

La Russie utilise régulièrement la désinformation afin de créer un climat de défiance en Ukraine et faciliter ses opérations, ses désinformations visant en effet principalement à légitimer ses actions en Ukraine. La désinformation lui fut particulièrement utile en mer d'Azov pour expliquer le renforcement des contrôles envers les bateaux ukrainiens de la zone. Entre 2017 et 2018, plusieurs fausses informations sur ce sujet ont circulé:

- Les autorités de Kiev dragueraient les fonds marins en mer d'Azov pour installer une flotte de l'OTAN ;
- L'Ukraine aurait infecté la mer avec le choléra ;
- Des forces occidentales auraient provoquées les forces russes sur les rives de la mer d'Azov ;
- Les Etats-Unis prépareraient depuis 1990 des affrontements entre les Ukrainiens et les Russes ;
- Les services britanniques et ukrainiens ont essayé d'amener une bombe nucléaire jusqu'au pont construit vers la Crimée pour la faire exploser. Heureusement, les forces spéciales russes les ont empêchés.

En conséquent, face à ces informations, la Russie se devait d'agir pour protéger ses intérêts ainsi que ses citoyens.

A l'instar des élections en Occident, la Russie s'est aussi adonnée à la création de faux comptes sur les réseaux sociaux pour tenter de faire basculer l'opinion en la faveur d'un gouvernement et d'un parlement moins hostile à la Russie. Se faisant passer pour des ukrainiens, l'objectif des russes sur les réseaux sociaux était de mener des opérations de déstabilisation médiatique à

l'occasion de l'élection présidentielle de 2019 afin d'altérer la perception politique des ukrainiens. Là encore, les moyens étaient importants comme en témoignent les chiffres ukrainiens. Le département cyber du SBU a supprimé les semaines précédant l'élection plus de 4 000 bots russes sur les réseaux sociaux et 200 sites internet. De son côté, Facebook a mis fin à 107 pages, groupes et comptes en plus de 41 comptes Instagram d'origine russe¹²⁶.

Outre la désinformation en cas de conflit, les russes vont aussi investir les réseaux sociaux à l'occasion d'élections telles que la présidentielle américaine de 2016 ^(b) afin d'influencer les résultats et que ceux-ci soient favorables aux intérêts russes.

b. L'ingérence dans la politique européenne

L'objectif de la désinformation et de la propagande dans les pays européens est de montrer les faiblesses du monde occidental tandis qu'au contraire, la Russie, championne des valeurs conservatrices est un Etat puissant et stable. L'exemple de Lisa et de la crise des réfugiés est particulièrement évocateur de cette volonté de dépendre le monde occidental en déclin.

En janvier 2016, peu après le scandale des agressions sexuelles en Allemagne par des nord-africains lors du Nouvel An, un média d'expatriés russe en Allemagne rapporte que Lisa, une allemande d'origine russe de 13 aurait été violée par des migrants. L'information sera relayée par les principaux médias russes dont la première chaîne de télévision russe, Perviy Kanal. Cette dernière publie le 16 janvier un reportage de plus de 4 minutes lors de son journal du soir, la présentatrice le présentant comme il suit : « Selon des témoignages, les migrants ont commencé à violer des enfants mineurs. Sur le nouvel ordre qui s'est instauré en Allemagne, un reportage d'Ivan Blagoï. ». Dans ce reportage des anonymes russes témoignent dans la rue, tous en russe alors que les faits se sont passés en Allemagne. Une vidéo où des hommes d'origines étrangères se vantent d'un viol d'une jeune fille est aussi incluse. Cependant, cette vidéo date déjà de plusieurs années et ne peut donc pas être liée à ce cas précis. A la suite de ce reportage, les réseaux sociaux se saisissent de l'histoire, blâmant la police allemande pour leur inaction. Plusieurs manifestations sont organisées en réaction par des mouvements d'extrême-droite en Allemagne. Le ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov va même jusqu'à prendre

¹²⁶ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, Martin Untersinger, « En Ukraine, l'élection présidentielle face aux risques de cyberattaque et de désinformation », https://www.lemonde.fr/pixels/article/2019/03/19/en-ukraine-l-election-presidentielle-face-aux-risques-de-cyberattaque-et-de-desinformation_5438381_4408996.html, consulté le 1/08/2019

position sur le sujet qui est pourtant une problématique interne à l'Allemagne, malgré l'origine russe de la jeune fille :

« J'espère que les problèmes migratoires ne vont pas conduire à une tentative d'embellir la réalité à des fins de politique intérieure. Ces problèmes doivent être honnêtement révélés aux électeurs »¹²⁷. Il ajoute quelques jours plus tard, lors de sa rencontre annuelle avec la presse étrangère, qu'il souhaitait à l'Allemagne, « locomotive de l'UE (...), du succès pour faire face aux énormes problèmes des migrants »¹²⁸.

Si la jeune Lisa a bien disparu le 11 janvier pendant trente heures et qu'elle a raconté avoir été violée par des hommes « de pays du Sud » à la police, sa version a cependant changé et la justice allemande enquête désormais sur le détournement d'une mineure. Quant à l'emballement médiatique russe, il a fallu que Berlin intervienne diplomatiquement pour que la Russie cesse cette campagne de désinformation. Cependant, la Russie a réussi son pari : prouver que l'Europe est faible et incapable de se saisir des sujets fondamentaux, au contraire de son voisin.

Outre cette volonté d'attiser directement la politique des pays occidentaux afin de montrer leur décadence, la Russie va s'investir particulièrement dans le temps électoral, en commençant par l'élection présidentielle américaine de 2016 (c).

c. La campagne présidentielle américaine : première prise de conscience des capacités russes

Au cours de l'été 2014, Anna Bogacheva et Aleksandra Kryvola sillonnent les Etats-Unis pendant trois semaines. Durant ce road trip, elles étudient le comportement des américains afin de pouvoir être en mesure de le reproduire pour le compte de leur employeur : l'Internet Research Agency. Fin 2014, la structure recrute en effet des journalistes ainsi que des community managers anglophones tandis qu'au cours de l'année suivante seront créées des pages Facebook et comptes Twitter, environ 10 000. L'objectif de ces comptes gérés par des russes : pouvoir influencer le débat en portant la voix de faux américains ; susciter la division et les antagonismes entre républicains et démocrates tout en attaquant Hillary Clinton via des publicités en ligne ou les faux comptes. Un mémo de février 2016 ordonne notamment aux faux

¹²⁷ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, Frédéric Lemaître, Isabelle Mandraud, « Moscou politise un fait divers survenu en Allemagne », https://www.lemonde.fr/international/article/2016/01/27/moscou-politise-un-fait-divers-douteux-survenu-en-allemande_4854244_3210.html, Consulté le 13/08/2019

¹²⁸ Ibid.,



comptes d'attaquer tous les candidats, sauf Bernie Sanders et Donald Trump, les candidats soutenus par le Kremlin¹²⁹.

En parallèle, les services de renseignements ciblent aussi diverses institutions américaines, dont à la fin de l'été 2015, le DNC, le comité national démocrate. Ce hacking sera renforcé par un second le 15 mars 2016. John Podesta, directeur de campagne d'Hillary Clinton, reçoit un mail de Google lui demandant de changer de mot de passe. Si les responsables de la sécurité estiment que ce mail est authentique, ils viennent cependant de permettre aux russes d'accéder aux 60 000 mails du parti démocrate. Le piratage est repéré par les services anglais mais n'inquiète pas outre mesure les américains car les russes ne vont pas s'en servir tout de suite, attendant le bon moment dans la campagne, afin que leur impact soit maximal. C'est seulement quelques semaines après qu'ils commencent à distiller l'information sur les réseaux sociaux et le site DC leaks afin de faire évoluer la campagne selon leurs termes et en fixer l'agenda. L'information devient une arme, obligeant le DNC en juin 2016 à révéler le piratage au public. Wikileaks publiera un mois plus tard 22 000 e-mails et 17 000 fichiers provenant du DNC. Ce piratage n'est pas sans conséquence politique interne du pays, la présidente du DNC, Debbie Wasserman Shultz, devant démissionner suite à la nette préférence révélée du DNC pour Hillary Clinton par rapport aux autres candidats de la primaire démocrate. Guccifer 2.0, un prétendu hacker roumain, se revendique comme l'auteur du piratage, une illusion qui ne tiendra guère. En effet une erreur technique sur un VPN et des échanges avec des journalistes démontrera l'origine russe des hackers.

Les hackers ne s'arrêteront pas au seul DNC, travaillant par la suite à prendre contrôle des machines électorales de vote. Sur cinquante Etats américains, au moins vingt-et-un auraient été frappés par des tentatives russes. Si une modification des résultats de manière significative paraît peu probable, le nombre d'attaques contre les institutions américaines associée à la propagande numérique préoccupe fortement les américains. Ainsi, après la fuite de plusieurs cyberarmes de la NASA par un groupe appelé Shadow Brokers, le président américain utilise pour la première fois, le 5 septembre 2016, le téléphone rouge pour les cyberattaques, un canal instauré en 2013 entre les gouvernements américains et russes afin d'être en mesure de pouvoir gérer ce type d'affaires. Si le nombre d'hacking a eu tendance à diminuer à la suite de cet appel, la propagande numérique reste forte, passant inaperçue sur les réseaux sociaux. L'Internet Research Agency serait à l'origine de 2 700 pages Facebook et 80 000 post qui auraient atteints

¹²⁹ Etienne Huver, Boris Razon, op.cit., page 192

près de 126 millions de personnes. Sur Instagram, les 170 comptes ont posté 120 000 fois pour toucher 20 millions de personnes¹³⁰. Wikileaks continue ses publications, souvent de manière opportune pour le candidat républicain. En effet, le lendemain des révélations sur la capacité de Donald Trump à « attraper les femmes par la chatte », des mails de John Podesta sur un discours fait par Hillary Clinton aux grandes banques sont publiés, permettant à son adversaire d'alimenter sa rhétorique et de s'en servir pour rebondir. Les publications de Wikileaks et les révélations qu'elles entraînent dicteront en partie l'agenda médiatique jusqu'à la fin de la campagne. L'ensemble de ces activités de propagande et de désinformation a très probablement influencé le comportement de votants et donc de l'élection, même si on ne peut affirmer que cela fut de manière significative.

Bien qu'elle fut mise à jour, la Russie sort vainqueur de ces différentes activités dans sa relation conflictuelle avec les Etats-Unis. La durée de la préparation, l'intensité et la multiplicité des attaques démontrent que les autorités russes ont pleinement investi dans ce projet afin d'assurer leur défense nationale. S'il n'y a pas de dimension militaire première, cette campagne numérique de plus d'un an a permis d'affaiblir les américains tant sur le plan interne qu'international. En effet, l'objectif premier n'était pas forcément de faire élire Donald Trump, bien que celui-ci affiche ses sympathies à leur égard au cours de la campagne. La volonté russe était surtout de battre les américains à leur propre jeu, considérant qu'ils sont derrière les mobilisations sur les réseaux sociaux pour les révolutions de couleurs ou le Printemps arabe. Exposer leurs actions est au contraire la preuve de leur réussite. Ils ont pu ébranler la suprématie américaine, tourner en dérision leur démocratie, leurs valeurs. Sans preuve formelle présentée, les Russes rejettent toute implication officielle, le ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov notant qu'il n'a « pas vu la moindre preuve de notre supposé piratage du Parti démocrate [américain] ou de quoi que ce soit que l'on nous attribue en France, en Allemagne ou en Italie »¹³¹. Une position que confirme Vladimir Poutine, concédant cependant que des hackers russes isolés pouvaient être à l'origine de ces campagnes :

« Les hackers sont des personnes libres, comme les artistes qui se réveillent de bonne humeur et se mettent à peindre des tableaux. Les hackers se réveillent le matin, voient qu'il se passe

¹³⁰ Etienne Huver, Boris Razon, op.cit., page 198

¹³¹ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, Isabelle Mandraud et Nathalie Guibert, « Le cyberarsenal de la maison Russie », https://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/06/le-nouvel-arsenal-de-la-maison-russie_5089705_3210.html, Consulté le 15/08/2019

quelque chose dans les relations interétatiques et, s'ils ont l'âme patriotique, ils se mettent à collaborer à ce qui leur semble être une lutte juste contre ceux qui médisent sur la Russie »¹³²

Symboles de la puissance russe retrouvée, les hackers sont donc les nouveaux champions russes sur le terrain conflictuel. On peut néanmoins se demander si cela va perdurer. En effet, la Russie a pu aller aussi loin à cause du manque de préparation américaine à ce type d'attaque et son hésitation sur la manière d'y répondre. La cyberguerre est un domaine aux contours flous, une zone grise où si la Russie a pris l'avantage, il est très difficile à conserver. En quatre ans, il est très probable que les américains auront travaillé à remédier à la situation. En effet, les actions russes au cours de la campagne présidentielle américaine de 2016 furent une prise de conscience pour les Occidentaux sur le danger que représentait la manipulation des élections par une puissance étrangère, entraînant une profonde remise en question et une surveillance plus accrue de la désinformation. Si des sources informatiques russes ont pu impacter les scrutins suivants de pays occidentaux clefs tels que la France, leur impact semble moindre, la Russie cherchant à être plus discrète.

Après s'être invité sur la scène politique américaine en 2016, les Russes vont aussi tenter d'influencer à travers les réseaux sociaux et la technologie les élections présidentielles françaises (d).

d. La déstabilisation de candidats non favorables à la Russie en France

En France, des attaques informatiques contre les candidats ainsi que des campagnes de désinformation laissent aussi présager une ingérence russe. Après « Ali Juppé » durant la primaire de la droite, plusieurs montages photos et des surnoms tels que « Farid Fillon » pullulent sur les réseaux sociaux afin de démontrer la connivence du candidat avec l'islam radical. Emmanuel Macron, alors candidat, se voit aussi attaquer. De nombreuses rumeurs circulent à son sujet, tel que le fait que le candidat serait un riche lobby gay ou un agent américain au service du lobby bancaire. Ces sujets (homosexualité, lobby, argent, influence extérieure) peuvent rapidement polariser les débats et le moindre soupçon peut amener envers le candidat de la défiance pour une partie de la population, malgré son programme. Outre ces attaques ad hominem, le site de campagne En Marche fait l'objet tentatives de piratage continues, notamment de déni de service, ce qui aboutit en février 2017 à rendre le site

¹³² Vladimir Poutine, Forum économique de Saint-Petersbourg, juin 2017



indisponible pendant plusieurs minutes. De même, plusieurs tentatives de vol de données (stratégie de campagnes, identité des adhérents,...) auraient été repérées. L'objectif de ces attaques est d'arriver à déstabiliser un potentiel vainqueur en l'empêchant de faire sa campagne, par l'inaccessibilité de ses infrastructures et en obligeant le candidat à se concentrer sur ces attaques (moyens, temps de parole) plutôt que sur son programme. Cela permet au candidat favorisé par les auteurs de ces attaques de pouvoir continuer à avancer. L'origine de ces attaques remonterait à la Russie, qui chercherait à favoriser l'émergence du Rassemblement National, favorable à la Russie et plus enclin à suivre ses positions que les autres partis. Cette même extrême-droite reprend régulièrement les attaques lancées contre les autres candidats par des médias russes tels que SputnikNews ou Russia Today. De plus, la déclaration du fondateur Wikileaks de Julian Assange au journal russe Izvestia, affirmant détenir des informations intéressantes sur Emmanuel Macron démontrerait une certaine collusion avec la Russie afin de décrédibiliser le candidat En Marche. En parallèle, les services secrets russes auraient lancé des campagnes de promotion de Marine le Pen pour faire basculer l'opinion en sa faveur et lui donner une visibilité accrue. Le mélange de propagande négative et positive, conjuguée à des attaques informatiques, ont poussé le Conseil de Défense à se pencher spécifiquement sur la question. La DGSE fait en effet état dans un rapport de sa préoccupation sur les actions russes et craignent une ingérence dans la campagne présidentielle, en particulier via une attaque visant à fausser le scrutin.

Sans preuve formelle officielle conduisant à attribuer la responsabilité de ces attaques informatiques tant sur le plan technique qu'informationnel, il reste difficile d'accuser les autorités russes. Ces dernières démentent être derrière ces attaques, Vladimir Poutine déclarant lors de son entrevue à Moscou avec Marine Le Pen qu'il ne souhaite « pas influencer de quelque manière que ce soit la campagne [en France], mais [qu'il se réserve] le droit de communiquer avec tous les représentants des partis politiques français, comme le font [leurs] partenaires en Europe et aux États-Unis ». Cependant, recevoir un candidat à la présidentielle alors que le scrutin est à quelques semaines démontre une certaine partialité et une forme de soutien. Si la preuve est absente, le soupçon dans tous les cas est bien présent, comme pour les élections du Parlement européen en 2019, où des sources d'origines russes ont désinformé les européens (e).

e. **L'Union européenne : des attaques de moins grande ampleur mais plus nombreuses**

Concernant les élections du Parlement européen, les autorités européennes ont repéré des activités de désinformation « continues et soutenues de la part de sources russes, visant à limiter la participation électorale et à influencer les préférences des électeurs. Cela couvrait un large éventail de sujets, allant de la remise en cause de la légitimité démocratique de l'Union à l'exploitation de débats publics conflictuels sur des questions telles que l'immigration et la souveraineté »¹³³. Cette désinformation mêlée à de la propagande, visant à polariser les débats, a pu porter aussi sur :

- Le feu de Notre Dame, symbole du déclin des valeurs occidentales et chrétiennes au sein de l'Union européenne. Une affirmation fausse alimentant la théorie du « grand remplacement » encouragée par l'Union européenne (accords de Dublin,...);
- La crise gouvernementale en Autriche et la démission du gouvernement d'extrême droite auraient été causés notamment par les services de sécurité espagnol et allemand ainsi que les Etats profondément européens ;
- Et le Parlement qui serait contrôlé par les lobbys.

La Commission note l'absence « d'une campagne de désinformation transfrontalière spécifique » et reste assez floue sur les auteurs de cette désinformation, les preuves formelles étant difficiles à rassembler. Les opérations de désinformation étaient en effet localisées afin qu'elles soient plus difficiles à repérer qu'une campagne massive, les sources russes s'adaptant à la réaction des pays occidentaux qui ont mis en place un système d'alerte rapide et qui font pression sur les réseaux sociaux afin de mettre fin à ces pratiques. Par rapport à l'année précédente, le nombre de désinformation d'origine russe avérée a doublé depuis le mois de janvier 2019 jusqu'aux élections, passant de 400 à 1000 cas tandis que dans de nombreuses affaires, les auteurs sont soupçonnés d'être russes. Là encore, le doute et la difficulté de réunir des preuves formelles profitent aux russes. Si l'origine de la désinformation recensée vient majoritairement de la Russie, être en mesure de pouvoir affirmer que le Kremlin en est à l'origine est une nouvelle étape qui n'a pas pu être encore franchie. Dans tous les cas, que les autorités russes aient directement ordonné cette campagne ou que la désinformation provienne de sources indépendantes, le résultat profite au gouvernement russe qui n'a aucun intérêt à les

¹³³ Haute représentante de l'Union, « Rapport sur la mise en œuvre du plan contre la désinformation », 14/06/2019, page 4

arrêter. Ces campagnes de désinformation provoquent en effet une déstabilisation politique et de la sphère journalistique assez importante, entraînant une remise en cause de la parole des institutions. Le public est plus réceptif à la possibilité d'un autre discours tel que celui prôné par la Russie et sera aussi plus réticent à toute action négative envers le Kremlin.

Autrefois victime des réseaux sociaux et de la propagande occidentale, la Russie a décidé de renverser la situation et d'avoir une démarche proactive. A travers les réseaux sociaux et les médias russes internationaux, la Russie a renforcé son influence sur la scène internationale auprès des opinions publiques étrangères, augmentant la méfiance entre les institutions, les médias et la population. La Russie a par cela réussi à affaiblir les pays occidentaux en s'en prenant à leurs faiblesses internes, ce qui l'aide à asseoir sa position internationale tant sur le court que le moyen, voire le long terme. Dans la continuité de la mise en œuvre de sa politique de défense où le traitement de l'information est devenu primordial, la Russie complète le dispositif par des moyens annexes ⁽¹¹⁾ pour renforcer sa position géopolitique.

II. L'utilisation de stratégies particulières dans la politique de défense

Outre le traitement de l'information, la Russie va développer son activité militaire dans le cyberspace ⁽¹⁾ et finaliser son action militaire en intégrant à son dispositif des moyens complémentaires d'origine non-militaire⁽²⁾ afin d'avoir un impact maximal sur la scène internationale.

1) *Le hacking : une attaque sans « smocking gun »*

Sous la responsabilité de la Fapsi de 1991 à 2003, la lutte dans le cyberspace sera répartie entre le FSO (sécurité du président), le SVR (renseignement extérieur) et le FSB (sécurité intérieure) afin d'étendre le champ d'action. En effet, si la Russie va construire un nouvel axe de conflit autour des technologies de l'information, les autorités n'en oublient pas les cyberarmes traditionnelles. Outre leur efficacité à l'occasion de conflits^(a), par l'interconnexion et la dépendance qu'entretiennent les sociétés à l'égard du cyber, les cyberarmes jouent un rôle crucial pour assurer la défense nationale^(b). L'intérêt de ces attaques informatiques est aussi la question de la responsabilité. Il est en effet difficile d'attribuer la responsabilité d'une attaque, le cyber se situant dans l'univers du doute et de la manipulation.

Les cyberarmes donnent ainsi une marge d'action à la Russie dans ses politiques de défense. Cette dernière sera d'ailleurs à l'origine d'une des premières actions en cyberguerres. Les jeunesses poutiniennes, les Nachi, ont en effet revendiqué l'attaque en déni de service qui a frappé l'Estonie en 2007.¹³⁴ Si cette affirmation d'un ancien leader Nachi plusieurs années après peut être discutée, au vu du contexte diplomatique entre l'Estonie et la Russie, l'origine russe est très probable et un faisceau d'indices concordants semble mener jusqu'aux autorités étatiques mêmes. La Russie apprécie en effet peu qu'une statue de soldat de bronze soit déplacée et tient à le faire savoir, tant par des moyens habituels (pression diplomatique, mouvement de troupes) que des moyens non-traditionnels. Le 27 avril 2007 une cyberattaque de grande ampleur débute, touchant en Estonie des sites gouvernementaux, des médias, des banques ainsi que des institutions telles que la police. La surcharge de demande des sites les rend inaccessibles. Jusqu'au 18 mai, les attaques se succéderont par vagues, entraînant une paralysie du pays encore plus symbolique, l'Estonie étant à la pointe du développement informatique.

Le cyber devient donc un élément de soutien important dans la politique de défense russe, en particulier en cas de conflit afin de déstabiliser l'adversaire. Dans la continuité de cette politique, des cyberattaques d'origine russe ont été notées lors du conflit avec la Géorgie en 2008. Plusieurs sites d'institutions étatiques n'étaient en effet plus accessibles le 9 août –et ce pendant plusieurs jours– tandis que celui de la présidence voyait en page d'accueil une photo du président de l'époque, Mikheïl Saakachvili, en nazi. Cette attaque a permis une certaine déstabilisation, en particulier de la population, les géorgiens n'ayant pas accès à des informations institutionnelles alors que leur pays se trouvait en guerre. Si les premières cyberattaques russes dans un conflit remontent à 2007, l'Ukraine est un véritable laboratoire de la cyberguerre, s'inscrivant dans la doctrine du CEMA Guerassimov (a).

a. La cybebrvulnérabilité ukrainienne : laboratoire de la guerre dans le cyberspace

L'Ukraine est devenue « un front aux équilibres flous à mi-chemin entre le sabotage, la manipulation, la destruction économique qui fait des ravages et entame le moral des populations. [...] la cyberguerre est en train de façonner un ordre mondial neuf. [...] L'Ukraine fait figure de précipité »¹³⁵. Les attaques informatiques en Ukraine sont en effet nombreuses,

¹³⁴ Etienne Huver, Boris Razon, op.cit., page 144

¹³⁵ Etienne Huver, Boris Razon, op.cit., page 90



remontant aux semaines qui suivirent la révolution de Maïdan, d'où la suspicion d'une attaque d'origine russe.

La première cyberattaque notable visait à altérer les résultats électoraux de la présidentielle. Le 25 mai 2014, moins d'une heure avant l'annonce des résultats, les white hackers empêchent un virus d'annoncer la victoire du nationaliste Dmytro avec 37% des voix (contre 1%) et la défaite de Petro Porochenko qui aurait récolté 29% des voix contre les 54,7% qui devaient être annoncées. Peu de temps après, une télévision nationale russe reprend ces résultats. L'objectif de cette attaque, même empêchée : sous-entendre que les votes avaient été manipulés afin de jeter le discrédit sur les autorités.

Les attaques suivantes eurent principalement pour objectif d'affaiblir le moral de la population ukrainienne et creuser un fossé avec le gouvernement. C'est ainsi que 25 000 foyers de la ville ukrainienne d'Ivano-Frankivsk furent privés de courant en fin d'après-midi le 23 décembre 2015, à la suite d'un piratage de la centrale électrique. Outre la privation d'énergie en plein hiver, les hackers ont détruit la capacité de restaurer le système ainsi que la ligne des services de secours, empêchant les habitants d'appeler à l'aide. L'attaque fut préparée en amont de manière approfondie. Le virus Blackenergy3 a réussi à pénétrer une centrale nucléaire, à prévoir les réactions des techniciens en détruisant les systèmes de secours, ainsi que des ukrainiens qui ne pouvaient joindre les urgences. Les différentes enquêtes ont mené à porter la responsabilité du hacking sur le groupe russophone Sandworm. Si l'implication de l'Etat russe n'est pas avérée, cette dernière est soupçonnée vu les moyens importants qui ont dû être mis en œuvre. De plus, entre 2015 et 2016, le Parlement ukrainien envisageait de nationaliser les centrales qui appartenaient pour certaines à un proche de Poutine. Ainsi, cette attaque pouvait être un avertissement dans une tentative d'influencer les débats. L'arrêt d'une centrale est enfin une arme stratégique lors d'un conflit, particulièrement dans les pays industrialisés. Alors que la Sécurité intérieure américaine a annoncé en 2018 que des hackers russes avaient infiltré le réseau électrique national, la Russie dispose donc ici potentiellement d'une arme de premier plan afin de déstabiliser son adversaire. C'est ainsi qu'un an plus tard ce fut au tour de Kiev d'être touchée par le hacking de ses centrales.

2016 fut aussi l'année d'attaques informatiques contre la trésorerie de l'Etat et des Chemins de fer nationaux. La trésorerie fut frappée le 6 décembre, jour de la fête nationale du défenseur de la patrie, empêchant la distribution des indemnités sociales tandis que les Chemins de fer

n'étaient plus en mesure de vendre correctement les billets en lignes, à quelques jours des fêtes de fin d'année et donc période de déplacements de nombreux ukrainiens.

En plus de ce types d'attaques, les Russes vont développer des malwares afin d'assurer la surveillance ou détruire des infrastructures informatiques^(b), ce qui pourrait, en fonction de l'ampleur de la cyberarme, affecter grandement les autres pays dans leur capacité à répondre à une action russe, au vu de la dépendance et l'interconnexion qu'a créé le numérique.

b. Le cyber, un moyen efficace de destruction et surveillance

Parmi les différentes attaques auxquelles l'Ukraine a dû faire face, celle du malware NotPetya fut assez virulente. Le 27 juin 2017, veille de la fête nationale ukrainienne, les écrans d'ordinateurs se bloquent et un message apparaît à l'écran « Oups, vos données ont été chiffrées », proposant par la suite de payer 300\$ en bitcoins pour récupérer les informations. Si certaines personnes ont payé, ils n'ont pas pour autant récupéré leurs informations. L'objectif principal de virus n'était pas d'obtenir de l'argent, mais de détruire les réseaux.

Le virus se propage rapidement, paralysant en seize secondes le réseau d'une grande banque dont les 5000 ordinateurs ont été infectés en trois minutes¹³⁶. De ce virus, le bilan est considérable :

- les distributeurs de billets sont hors service ;
- l'aéroport international de Boryspil n'arrive plus à mettre à jour ses tableaux d'affichage de vols ;
- les pompes à essence ne fonctionnent plus ;
- les ministères ainsi que six hôpitaux sont affectés ;
- environ 10% des ordinateurs du pays sont touchés par le virus, qui va au-delà des frontières. De nombreuses entreprises, telles qu'une chocolaterie en Tanzanie, l'industrie britannique Reckitt Benckiser, Saint-Gobain ou encore la société danoise Maersk, sont aussi affectées. Une propagation qui aurait coûté jusqu'à 10 milliards de dollars à l'économie mondiale.

Oleksii Yasynski de l'Information Security System Partners¹³⁷ remonte à la première intrusion du virus par la société ukrainienne M.E.doc en avril 2017. Cette société, produisant un logiciel

¹³⁶ Etienne Huver, Boris Razon, op.cit., page 43

¹³⁷ Etienne Huver, Boris Razon, op.cit., page 56

de comptabilisé utilisé par beaucoup en Ukraine, a été la porte ouverte vers l'ensemble des ordinateurs ukrainiens. Les pirates ont eu accès pendant plusieurs semaines à un nombre important d'ordinateurs, sans qu'on sache précisément ce qu'ils ont pu y faire. Pour l'expert en informatique, NotPeyta n'est pas une simple attaque. Le virus était là pour nettoyer les traces des hackers et paralyser des institutions, des entreprises, en détruisant leur architecture informatique. Le SBU tend aller vers cette hypothèse, les hackers ayant programmé de crypter seulement 1 mégabyte de données par ordinateur (pour toucher le plus d'ordinateur et ne pas bloquer la propagation par de trop gros volumes). De plus, un seul porte-monnaie était programmé et ce dernier fut neutralisé par la police en moins d'une heure, montrant que l'extorsion n'était pas forcément l'objectif principal.¹³⁸ Ainsi NotPeyta serait plutôt l'objet d'une campagne de déstabilisation politique (perte de confiance envers les autorités), économique (dissuasion des entreprises étrangères de continuer à s'investir en Ukraine ou de commencer à le faire : menant à un isolement économique) accompagnée d'une opération de surveillance. En effet, certains ordinateurs auraient été immunisés face à cette attaque. Or l'immunité en informatique est un mythe. Les hackers pourraient donc toujours être présents sur ces ordinateurs à espionner, l'ampleur de l'attaque ayant obligé les responsables à se concentrer seulement sur les infectés.

Vu le contexte ukrainien, la responsabilité russe est probable. Néanmoins certains experts la contestent en l'absence de preuve concordante, d'où le génie et l'opportunité que représentent ces cyberarmes. Outre le fait que leur objectif et leur auteur soient souvent difficile à déterminer, le public n'est encore pas assez sensibilisé à ce type d'attaque qui reste peu dans la mémoire collective permettant à ces virus de prospérer dans les failles informatiques. Un Etat tel que la Russie, peut donc facilement tirer parti de ces attaques, sans perdre (ou peu) de capital diplomatique.

Les attaques informatiques ont aussi pour objectif de se protéger et de couvrir ses traces, comme ce fut le probable cas pour le virus NotPeyta et l'échec aux Pays-Bas. En avril 2018, quatre membres du GRU sont arrêtés par le renseignement militaire néerlandais suite à leur tentative de piratage de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Arrivés le 10 avril à Amsterdam, l'objectif des quatre agents était d'opérer un piratage de proximité à l'aide d'une antenne pour intercepter le wifi et les codes de connexion de l'organisation internationale. L'OIAC étant à l'époque en train d'enquêter sur l'affaire Skripal et les attaques chimiques dans

¹³⁸ Etienne Huver, Boris Razon, op.cit., page 57

la ville syrienne de Douma par les forces du président Bachar-al-Assad, on peut supposer que la Russie cherchait à minima à surveiller la progression de l'enquête, voir détruire de possibles preuves, souhaitant éviter que son implication soit reconnue. Si dans l'univers du cyber, trouver le responsable peut s'avérer une tâche ardue, ici plusieurs indices laissent confirmer que l'opération venait des autorités russes. Lors de l'arrestation, l'un des téléphones portables retrouvés a été activé près du quartier général du GRU la veille de leur arrivée tandis qu'une facture de taxi renseignait un trajet allant du renseignement militaire à Moscou à l'aéroport moscovite de Cheremetievo. L'enquête menée a révélé par la suite que l'ancien deuxième secrétaire de l'ambassade, Konstantin Bachtin, a géré l'opération et le voyage des quatre individus tandis que l'ancien chef du protocole de l'ambassade, Anton Naoemkin, est allé récupérer les agents à l'aéroport en utilisant son laissez-passer diplomatique. Malgré ces accusations, Moscou nie toute implication, dénonçant une désinformation car il n'y a pas de raison pour la Russie, en tant que membre l'OIAC, de vouloir la pirater.

Malgré les démentis, la probabilité que la Russie soit derrière l'ensemble de ces hackings reste assez élevée cependant. L'ensemble de ces attaques poursuivent à chaque fois des buts politiques et économiques qui profitent à la Russie. En premier elles affectent le moral des citoyens et sapent leur confiance dans les institutions, une propagande inversée qui cherche à montrer que le gouvernement en place est incapable de pourvoir au minimum. De plus, ces attaques qui affectent l'activité économique des entreprises ukrainiennes dissuadent des investissements étrangers étatiques ou privés. La chambre de commerce des Etats-Unis a ainsi mis fin au programme de financement des PME ukrainiennes instauré en 2015. Ces deux situations sont profitables pour la Russie car elles démontrent une incapacité du gouvernement pro-occidental d'être à la hauteur. Ainsi, même en absence de preuve formelle, il semble difficile de ne pas les attribuer à l'ex-empire soviétique. Directement ou via des hackers sous contrôle du FSB et du GRU, l'Etat russe s'est lancé dans une cyberguerre. En effet, plusieurs groupes de hackers arrêtés en Russie seraient toujours actifs, laissant présumer qu'ils travaillent pour les renseignements. « La frontière entre l'informatique, la cybercriminalité et les renseignements est [désormais] poreuse en Russie »¹³⁹. En effet, l'armée russe et les services secrets ont pu avoir des difficultés à recruter malgré les nombreuses formations, les codeurs à la sortie de l'université allant plutôt dans le privé ou les réseaux criminels, tous deux donnant de meilleurs salaires. L'armée va donc collaborer avec des hackers, un mouvement récent qui

¹³⁹ Etienne Huver, Boris Razon, op.cit., page 150

a pris forme lors de la guerre de Tchétchénie en 1999 et 2000, lorsque des étudiants de Tomsk en Sibérie occidentale ont attaqué des sites tchéchènes, une initiative repérée puis encouragée et soutenue par le FSB¹⁴⁰. Le pouvoir russe a donc délégué à des hackers ainsi qu'à des entreprises légitimes certaines cyberattaques, un responsable de Qrator Labs racontant qu'un représentant du ministère de la communication avait demandé la création d'un système informatique qui, par la suite, a attaqué le ministre ukrainien de la défense et le site d'informations indépendant Slon.ru¹⁴¹.

Afin d'entretenir cette dynamique, la Russie assure un fort apprentissage en mathématiques dès le plus jeune âge, accompagné du développement abstrait. Des écoles spécialisées en physiques et mathématiques se développent tandis que des classes spécialisées voient aussi le jour dans des écoles normales. Ainsi, les jeunes russes sont à l'aise avec l'outil technologique, une performance qui se démontre lors du concours de l'International Collegiate Programming Contest. Sur les 300 000 participants, 4 étudiants russes ont eu des médailles (sur 13), dont les premières et deuxièmes places.

L'exploitation d'internet dans le renforcement de sa puissance militaire a permis à la Russie de gagner une nouvelle aura sur la scène internationale, à l'instar de l'utilisation de moyens non-militaires pour renforcer l'action géopolitique de la Russie sur la scène internationale (2).

2) Des stratégies non-militaires au service de la défense nationale russe

La Russie va en effet compléter sa politique de défense en s'appuyant sur l'énergie (a) et l'économie (b) comme moyen de pression complémentaire à l'arme militaire tout en assurant une continuité entre l'opérationnel et la politique grâce à ses diplomates (c).

a. L'arme énergétique

Alors que la majorité des pays, en particulier européen, doivent faire face sur les questions énergétiques au changement climatique conjugué à la compétitivité et la sécurité de l'approvisionnement, la Russie, par les ressources qu'elle possède sur son territoire, dispose d'un avantage appréciable dans le renforcement de sa position internationale.

¹⁴⁰ Andreï, Soldatov, The Red Web, Public Affairs, 2015

¹⁴¹ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, Isabelle Mandraud et Nathalie Guibert, « Le cyberarsenal de la maison Russie », https://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/06/le-nouvel-arsenal-de-la-maison-russie_5089705_3210.html, Consulté le 1/08/2019

L'Union européenne est en effet grandement dépendante des ressources énergétiques russes comme le démontre ces chiffres : en 2007, « 46% des importations de gaz de l'Union sont russes pour fournir 19 membres sur 27, 16% de la population vit dans un pays où le gaz russe satisfait plus de la moitié de la demande et 60% dans un pays où il répond à plus du quart des besoins »¹⁴². Cette dépendance est inégalement répartie, douze pays étant extrêmement liés tandis que les autres voient en quasi-totalité leur consommation primaire d'énergie russe être inférieure à 10%. Malgré la volonté européenne de réduire cette dépendance face à un voisin dont les ambitions inquiètent, la situation en 2018 n'est guère allée en ce sens. L'importation de gaz russe a connu un pic en 2018 atteignant 35% des parts de marché dans l'Union européenne, due à une augmentation des achats -y compris en France¹⁴³.

De cette connexion à l'Union européenne, la Russie se trouve aussi dans une certaine dépendance, une portion non-négligeable de sa bonne santé économique dépendant de ces exportations. Lors du sommet européen de Lahti en octobre 2006, Vladimir Poutine rappelait ainsi que plus de 67 % de ses exportations de gaz étaient vers l'Europe, une situation de vulnérabilité pour la Russie face à un marché en train de se libéraliser. De plus, cette dépendance ne permet pas d'infléchir de manière décisive l'opinion d'un gouvernement étranger et d'obtenir un nouveau satellite à intégrer dans sa zone de glaces. Néanmoins, afin d'obtenir de meilleurs contrats en approvisionnement, certains pays peuvent être tentés de modérer la politique de l'Union sur la Russie, en particulier dans le domaine géopolitique, ce qui fut reproché à l'Allemagne en 2007 par la Pologne et la Lituanie. La solidarité européenne peut donc être mise à mal, ce qui pourrait impacter les réponses européennes à des actions militaires russes par exemple.

L'énergie est ainsi devenue une arme, économique certes mais aussi géopolitique, complétant l'arsenal militaire russe lorsque cela est nécessaire. Ainsi, alors que l'Ukraine est sur le point de signer un accord d'association avec l'Union européenne, Vladimir Poutine menace d'augmenter les prix du gaz avant, finalement devant le recul du Président Ianakouvytch, de les baisser le 17 novembre 2013, le prix des 1000 m³ passant de plus de 400 dollars à 268,95\$. Cependant le Président ukrainien démissionne peu de temps après et un gouvernement pro-occidental est élu. En parallèle, des tendances séparatistes pro-russes émergent à l'est, menant

¹⁴² Céline, Bayou, « Un nouvel aplomb sur la scène internationale ? L'Europe et la diplomatie énergétique du pouvoir russe, défiances et dépendance », *Revue Internationale et stratégique*, Armand Colin, 2007/4, n°68, page 176

¹⁴³ Les Echos, <https://www.lesechos.fr>, Vincent Collen, « L'Europe toujours plus dépendante du gaz russe », <https://www.lesechos.fr/2018/01/leurope-toujours-plus-dependante-du-gaz-russe-981971>, consulté le 24/08/2019

à l'annexion de la Crimée par la Russie et le conflit dans le Donbass, soutenu là aussi par la Russie. Les relations diplomatiques sont donc houleuses, poussant la Russie à interrompre la livraison du gaz plusieurs fois au gré de l'actualité du conflit, l'Ukraine étant de plus fortement dépendante du gaz russe. En effet, bien qu'elle ait cherché à diversifier ses sources depuis la crise de 2009, l'Ukraine consomme encore 55%/65% de gaz russe, ce qui donne un avantage à la Russie dans ses négociations, tant sur le plan économique que géopolitique.

La première coupure totale intervient, en juin 2014, soit trois mois après l'annexion de la Crimée. Gazprom et les autorités russes reprochent aux ukrainiens des retards de paiements, une dette s'élevant à 4,5 milliards de dollars. De son côté, l'Ukraine, qui n'a pas payé depuis janvier 2014, dénonce un prix intenable et abusif, de 485\$ pour chaque 1000 m³, soit une centaine de dollars en plus que les pays de l'Union européenne. De plus, selon le pays, la dette serait surévaluée par la hausse du tarifaire de 80% du 1^{er} avril, mettant fin à l'accord du 17 décembre 2013. Perçues comme une punition pour le manque de loyauté à la Russie, cette hausse et coupure du gaz cherche à affaiblir économiquement l'Ukraine et l'inciter à céder aux exigences russes dans le conflit militaire qui les oppose.

Saisie par l'Ukraine et l'entreprise russe Gazprom sur le sujet des livraisons de gaz, la Cour internationale d'arbitrage a tranché le 28 février 2018 en faveur de l'Ukraine. Furieuse, la Russie a refusé de payer les 2,5 milliards d'amende, a interrompu le lendemain les livraisons de gaz et a déclaré vouloir totalement rompre le contrat de livraison, qui doit courir jusqu'à fin 2019. Même si l'Ukraine a pu compenser partiellement la perte du gaz russe en trouvant d'autres filières où s'alimenter, des restrictions ont été mises en place afin de baisser la consommation et mieux gérer les réserves dans le temps. Les écoles et universités ont été fermées jusqu'à six mars, les habitants et établissements publics devaient baisser le chauffage dans la mesure du possible tandis que les usines devaient réduire la cadence et utiliser plutôt le mazout.

Même s'ils arrivent à compenser l'absence de consommation de gaz russe, l'activité de transport de gaz vers l'Europe est cependant essentielle pour l'économie ukrainienne. Or les négociations pour le renouvellement du contrat à Bruxelles semblent être compliquées. Alors que celui-ci doit s'achever pour la fin de l'année 2019, les Russes cherchent à diminuer la quantité de gaz transportée via l'Ukraine, ayant deux solutions : Nord Stream et Turkish Stream, deux gazoducs qui contournent le territoire. Que le contrat soit renouvelé ou non, la Russie en sort gagnante : en l'absence de contrat l'Ukraine perd une activité économique importante ce

qui l'affaiblit ; avec un contrat, la Russie dispose d'un avantage dans les négociations autour du conflit ukrainien.

Les hydrocarbures russes deviennent une arme à part entière au service de la défense nationale russe, « certains, notant que la puissance russe ne se mesure plus désormais en production de missiles et de bombes mais en kilomètres de tubes posés et en nombre de barils exportés ¹⁴⁴». Cette théorie est confirmée par Sergueï Lavrov, le ministre des affaires étrangères : « Je pense qu'il serait juste de dire que nous voyons notre rôle dans l'énergie mondiale comme un moyen d'assurer notre propre indépendance en matière de politique extérieure »¹⁴⁵. Outre la sécurité énergétique, la politique de défense s'invite aussi sur la scène économique comme moyen de pression supplémentaire pour affaiblir l'adversaire ^(b).

b. L'économie en soutien du militaire

Dans un conflit, l'économie peut devenir une arme afin de maintenir une pression sur le pays adverse, une politique adoptée par la Russie en mer d'Azov.

Cette mer bordant la Russie et l'Ukraine, obtient le statut en 2003 d'« eaux intérieures de l'Ukraine et la Russie », dont la navigation est supposée être libre pour les navires des deux pays. Néanmoins dans un contexte de tension avec l'annexion de la Crimée et le soutien officieux aux séparatistes du Donbass, la circulation maritime libre se révèle compliquée. Les autorités russes, en particulier au cours de l'année au cours de l'année 2018, arraisonnent les bateaux et prolongent les délais d'inspection dans le détroit de Kertch. Des une à deux heures habituelles, l'attente passerait à vingt-quatre, voire soixante-douze heures supplémentaires en moyenne, un délai qui peut atteindre quatre jours dans certains cas. Les attentes allongées causent des pertes économiques importantes pour les compagnies maritimes qui circulent dans cette mer, les incitant à ne plus s'y rendre puisque une journée d'arrêt qui leur coûte 15 000 dollars¹⁴⁶. Les interceptions tendent de plus à être systématiques, avec un total de 117 pour le mois de juillet 2018¹⁴⁷ et plus de 148 entre le mois d'avril et de juillet 2018. En conséquent, les ports ukrainiens de la région, Berdiansk et Marioupol, sont de facto sous situation de blocus affirment les autorités ukrainiennes, les bateaux pouvant sortir et entrer en mer d'Azov selon le bon vouloir russe. L'action russe impacte aussi l'activité de pêche, les pêcheurs ukrainiens

¹⁴⁴ Céline, Bayou, op.cit., page 181

¹⁴⁵ Sergueï Lavrov, « Endiguement de la Russie : retour en arrière pour l'avenir ? », Info-russes, n°35, RIA-Novosti, 30 août 2007

¹⁴⁶ Taras Tchmout, « Jeu dangereux en mer d'Azov », publié Oukraïnsky Tyjden, 27 septembre 2018

¹⁴⁷ Ibid.

ayant peur de quitter la zone des 12 milles et d'être arrêtés sous n'importe quel prétexte. Si cette présence russe intensifiée se justifie par la volonté de protéger le nouveau pont qui permet de relier la péninsule de Crimée et la Russie, l'accentuation des contrôles déstabilise aussi économiquement la région, voire le pays entier, ce qui se répercutera sur le long terme sur le moral ukrainien.

Par ces contrôles, les russes remettent en cause le traité de 2003 allant jusqu'à intercepter le 25 novembre 2018 trois navires ukrainiens et faire prisonniers leurs équipages, les accusant d'être entrés illégalement dans les eaux russes en Crimée. Dénonçant une provocation pour créer une situation de conflit, cette escalade des tensions a provoqué un regain des navires militaires dans la zone.

Ainsi, l'économie joue un rôle clef dans les conflits, pouvant servir de moyen de pression afin de défendre ses intérêts, sans pour autant engager un conflit militaire ou provoquer une escalade. C'est à ce titre que les pays occidentaux et leurs alliés ont sanctionné économiquement la Russie pour ses actions en Ukraine, critiquant particulièrement l'annexion de la Crimée comme une violation du droit international. En réponse, la Russie a émis des contre-sanctions, dressant le 6 août 2014 un embargo alimentaire d'une valeur de 9 milliards de dollars environ pour an sur des produits alimentaires en provenance de l'Union européenne, la Norvège, l'Australie, le Canada ou les Etats-Unis. Si les produits pour bébés, vins et spiritueux ont pu être épargnés, la liste des produits alimentaires interdits d'importation atteint la viande en octobre 2014. En août 2015, la liste des pays concernés s'étendra à l'Albanie, le Monténégro, le Liechtenstein ainsi que l'Islande. L'embargo a en tout été prolongé quatre fois, dont la dernière a eu lieu le 24 juin 2019, rallongeant l'interdiction d'importation de produits alimentaires de certains pays occidentaux jusqu'au 31 décembre 2020. Si ces sanctions ont pu faire perdre plusieurs milliards de dollars aux pays concernés, la Russie est aussi affectée économiquement par ces mesures, même s'il semble difficile pour l'instant d'évaluer correctement les dégâts causés par l'embargo, dus à un manque de transparence de l'administration russe. De plus, ce n'est pas tant l'aspect économique qui est ici privilégié mais la réponse politique que donne la Russie face aux occidentaux qui souhaitent la faire rentrer dans le rang. Ces sanctions représailles sont une réponse plus politique qu'économique, la Russie souhaitant rappeler qu'elle n'est pas un pays qu'on peut faire plier par une pression économique ou diplomatique (c).



c. La diplomatie au secours de la défense nationale

Dernier volet des armes complémentaires, la diplomatie permet d'assurer une continuité entre le militaire et le politique et d'assurer que les intérêts de la défense nationale russe sont préservés.

De nombreuses instances de dialogues sont possibles pour la Russie afin de représenter ses intérêts dans la continuité de la politique de défense nationale. Outre les réunions bilatérales, les organisations internationales sont l'opportunité pour la Russie de faire entendre ses positions, particulièrement au Conseil de Sécurité où son siège permanent, accompagné de son droit de veto sont des atouts afin de préserver ses politiques de défense sur la scène internationale. Ainsi, plus d'une fois elle a pu imposer son veto ou menacer de le faire face à une résolution qu'il ne lui plaisait pas, un atout qui lui donne une marge de négociation importante. De plus, son renforcement structurel lui a permis d'étendre son influence auprès des différents pays, arrivant même à mettre de côté les forces occidentales en présence, tels que ce fut le cas en RCA pour la France ou en Syrie pour la coalition internationale. Si les acteurs occidentaux sont toujours présents, dans ces deux cas-ci, la Russie a réussi à diminuer leur influence, se posant comme un acteur de premier plan dans la résolution de ces conflits.

Enfin, à l'instar des contre-sanctions économiques, la Russie souhaite être reconnue comme une puissance égale aux pays occidentaux, n'hésitant pas à riposter diplomatiquement à leurs sanctions. Face au scandale autour du piratage du Parti Démocrate américain par les autorités russes, les Etats-Unis ont annoncé diverses sanctions telles que l'expulsion de 35 diplomates russe du pays. En réponse, après l'adoption par le Sénat américain de nouvelles sanctions, la Russie a annoncé que l'effectif américain en Russie devait être réduit de 755 personnes, qu'ils soient américains ou des citoyens russes travaillant pour l'ambassade ou les consulats américains. La mesure est symbolique : le total du personnel diplomatique américain en Russie sera alors de 455, l'équivalent à celui de la Russie aux Etats-Unis depuis l'expulsion de 35 diplomates russes quelques mois auparavant¹⁴⁸.

Suite à l'expulsion de 140 diplomates russes par les pays occidentaux et la fermeture du consulat russe de Seattle dans le cadre de l'affaire Skripal, les autorités russes ont annoncé le

¹⁴⁸ Challenges, <https://www.challenges.fr>, « Poutine annonce 755 expulsions de diplomates américains », https://www.challenges.fr/monde/russie/poutine-annonce-755-expulsions-de-diplomates-americains_490791, consulté le 1/08/2019

départ de 60 diplomates américains, 23 diplomates britanniques ainsi que la fermeture du consulat de Saint-Pétersbourg et du British Council. Plusieurs ambassadeurs européens ont été aussi convoqués, Sergueï Lavrov dénonçant « un axe anglo-saxon contraignant tout le monde à suivre une voie antirusse ». En conséquent, chaque pays ayant expulsé des diplomates russes par solidarité avec le Royaume-Uni, verra le même nombre de ses diplomates expulsés. La France et l'Allemagne ayant chacune expulsée quatre diplomates russe, quatre diplomates de chaque pays seront donc expulsés. Au total, dix-huit pays de l'Union européenne sont concernés en plus du Canada, de l'Australie, de la République de Macédoine du Nord, de l'Ukraine, de la Moldavie, de l'Albanie et de la Norvège¹⁴⁹. La Russie veut « réagir aux décisions absolument inadmissibles prises contre [elle] »¹⁵⁰ explique le ministre des affaires étrangères. Moscou suit donc le principe de la réciprocité, voire de l'escalade, le consulat américain de Saint-Pétersbourg étant beaucoup plus important en termes de nombre ou d'activités que le consulat russe de Seattle.

¹⁴⁹ Le journal du dimanche, <https://www.lejdd.fr>, Arnaud Focraud, « La Russie expulse à son tour quatre diplomates français », <https://www.lejdd.fr/International/Europe/la-russie-expulse-a-son-tour-quatre-diplomates-francais-3614318>, Consulté le 1/08/2019

¹⁵⁰ Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, « Moscou expulse 60 diplomates américains et ferme le consulat des Etats-Unis à Saint-Pétersbourg », https://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/29/moscou-expulse-60-diplomates-americains-et-ferme-le-consulat-des-etats-unis-a-st-petersbourg_5278299_3210.html, Consulté le 1/08/2019



Afin d'élargir son champ d'action sur la scène internationale, la Russie ne s'est pas contentée seulement des moyens militaires. Outre le cyber où la Russie a relancé la dynamique conflictuelle, le pays s'est concentré sur l'économie, l'énergie ainsi que la diplomatie pour que ses intérêts et sa défense soient assurés sur la scène internationale. Par cette politique, le Kremlin a réussi à prendre de court les pays occidentaux sur ses capacités d'actions, particulièrement en matière de traitement de l'information, ce qui a permis à la Russie de renforcer sa position. Complément de l'action militaire traditionnelle, ces éléments ont pour objectif de parfaire la politique de défense nationale russe, permettant à la Russie d'asseoir sa position internationale et de protéger ses intérêts.

A cela, la Russie n'en oublie pas ses approches plus traditionnelles. Particulièrement attentive à son étranger proche, sa première ligne de défense, les incursions occidentales dans le domaine ne lui plaisent guère, l'incitant à employer une rhétorique agressive dans sa gestion des relations internationales. Si la Russie a dû mal à se départir de ses habitudes de Guerre Froide quand il s'agit d'assurer la protection de ses frontières, elle cherche néanmoins sur la scène internationale à se donner un nouveau souffle. En effet, si la Russie coopère -que cela soit au sein du Conseil de Sécurité ou des autres instances multilatérales de sécurité- avec les autres pays pour assurer la sécurité internationale, elle travaille à élaborer une nouvelle voie dans la gestion des affaires internationales, spécialement pour les questions de géopolitiques, afin de pouvoir imposer sa marque et être une puissance de premier plan respectée par tous.

La mise en œuvre de la politique de défense russe traduit les ambitions de puissance du pays qui souhaite tourner définitivement la page sur son échec de la Guerre froide.

CONCLUSIONS

Dans le monde complexe dans lequel nous évoluons, la trajectoire russe se dessine autour de la question militaire dans la recherche d'une puissance perdue par la Guerre froide. Cependant, si la nostalgie de l'ère soviétique a pu se faire sentir, il est hors de questions pour les autorités politiques russes d'opérer un retour en arrière, ce que confirme Vladimir Poutine lors d'une déclaration le 5 mai 2005 :

« Ceux qui ne regrettent pas [la chute de l'URSS] n'ont pas de cœur, mais ceux qui veulent revenir en arrière n'ont pas de tête ».

La Russie se reconstruit donc, parfois difficilement, dans les cendres de l'empire soviétique avec la volonté de retrouver le même niveau international comme leitmotiv. Après une décennie houleuse, hantée par la corruption et l'immobilisme, la Russie a reçu un nouvel élan en la personne de Vladimir Poutine. N'appréciant pas l'attitude occidentale vis-à-vis de son pays malgré la volonté affichée de la Russie de vouloir coopérer dans un multilatéralisme équilibré, Vladimir Poutine s'est affranchi de l'ordre nouveau et ce, encouragé par la conjoncture internationale des années qui ont suivi (Géorgie, Ukraine, Syrie, ...). Néanmoins, afin d'être en mesure de suivre son agenda international, la Russie a dû réinventer son outil militaire et s'est pour cela inspirée des armées occidentales. Voulant moderniser tant le fonctionnement, l'organisation, les équipements que les infrastructures de l'armée, la Russie a fait d'énormes progrès en la matière, bien que plusieurs failles restent à être corrigées. La Russie s'est aussi profondément remise en question au cours de l'évolution de sa doctrine, même si certains fondamentaux restent, tels que l'importance du nucléaire ou le fait que l'OTAN soit une menace de premier plan, un mode de pensée qui a pu compliquer sa politique de défense à l'internationale.

La poursuite de sa politique de défense rappelle les ambitions de la Russie : être un Etat puissant, protégé et capable d'influencer les affaires internationales dans un monde multipolaire équilibré. Pour cela, la Russie s'appuie sur ses acquis hérités de la Guerre froide : assurer la protection de ses frontières et défendre son glacis protecteur, première ligne de défense. Les autorités russes craignent en effet encore les projets occidentaux, préférant donc pratiquer la politique du déni d'accès et freiner toute volonté d'éloignement de ses anciens satellites et républiques, ce qui a pu causer de vives tensions avec les Etats-Unis et les européens. Néanmoins la Russie coopère sur les questions de sécurité avec les autres puissances pour



assurer la stabilité internationale, promouvant la multipolarité, qui permet une plus grande efficacité tout en lui permettant de contrebalancer l'influence occidentale. La Russie va donc faire partie de plusieurs organisations de sécurité commune et se poser comme médiateur dans la résolution de certains conflits, n'hésitant pas à déployer ses forces si cela est nécessaire.

Outre l'utilisation de la diplomatie et du militaire dans la mise en œuvre de sa politique de défense, la Russie va renforcer son arsenal en utilisant des moyens non-conventionnels en complément du militaire. La question énergétique et plus largement le domaine économique vont être employés pour continuer à maintenir la pression sur un Etat sans entrer forcément dans un conflit militaire ou alors pour renforcer le dispositif militaire en place. A cela, la Russie va aussi développer ses capacités dans le cyberspace, donnant une autre dimension à sa notion de conflictualité. Le cyberspace consacre en effet le précepte de Sun Tzu : « L'art suprême de la guerre est de soumettre l'ennemi sans combattre ».

Souhaitant retrouver un statut de puissance respectée et avoir une image positive, la Russie a aussi cherché à renouveler son influence internationale que cela soit auprès des Etats ou des populations étrangères. Pour cela, la Russie a redynamisé ses relations bilatérales avec différents Etats sur chaque continent –en particulier dans son étranger proche, leur proposant un soutien diplomatique et militaire. De même, le Kremlin a cherché à apaiser les relations avec les différents Grands, n'hésitant pas cependant, quand cela est nécessaire, à affirmer son autonomie et sa singularité comme Vladimir Poutine le rappelle dans son discours de Munich, testament de sa politique étrangère. Prenant conscience du potentiel des technologies de l'information, la Russie s'est aussi approprié les réseaux sociaux pour transmettre son message politique et être en mesure de s'adresser directement à la population des Etats, peu importe les relations qu'elle entretient avec les autorités de l'Etat concerné. Son action sur les réseaux sociaux, mélange de propagande et désinformation, a entraîné de profonds changements au sein des sociétés, en particulier occidentales, dans le traitement et la fiabilité de l'information. De cette situation la Russie est ressortie renforcée, se présentant pour une partie de la population occidentale comme une entité digne de confiance et bienveillante face à des Etats faibles et corrompus. Outre le regain d'influence et d'image positive que la Russie obtient de cette situation, le fait qu'une portion de citoyens d'un Etat soit favorable à la Russie peut être un dissuasif pour les dirigeants d'engager une action négative envers la Russie, soit une manière supplémentaire de conforter sa sécurité nationale.

L'objectif final de la politique de défense russe était que son pays soit en mesure de retrouver son caractère de puissance internationale. En 28 ans d'existence dont une douzaine pleinement



consacrée à ce projet, la Russie semble avoir gagné son pari. En effet dans la complexité du monde d'aujourd'hui, «la principale contrainte dans l'élaboration d'un rapport au monde vient du fait qu'une relation se construit à plusieurs »¹⁵¹. Le fait qu'un Etat soit puissant tient donc de la perception que se font les autres Etats de ce dernier. Or, à travers son engagement surprise et réussi en Syrie, sa maîtrise des technologies de l'information et le regain d'influence qu'elle a auprès de populations et Etats étrangers, la Russie semble être perçue comme une puissance centrale à l'internationale, n'hésitant pas à s'opposer à l'impérialisme américain. La Russie pour regagner son statut est tributaire des regards qu'on porte sur elle-même d'où sa volonté de modeler l'image qu'elle renvoie à travers sa politique de défense. Néanmoins cette image renvoyée peut être fausse même si c'est cette dernière qui détermine les actions. S'il est indéniable que la Russie a réussi à renforcer sa politique de défense et donc son statut de puissance internationale, la Russie est un géant aux pieds d'argiles qui se doit de corriger les failles de son appareil de défense, ces dernières minant sa capacité sur le long terme à continuer à renvoyer cette perception de puissance.

Outre la correction des défauts structurels de ses armées, la Russie doit en priorité se concentrer sur l'apaisement de ses relations avec les européens afin de garantir la stabilité du continent. La reprise du dialogue avec la France, notamment dans le domaine militaire avec des échanges entre les ministres et les chefs d'état-major respectifs début septembre, est l'opportunité d'avancer vers cet objectif.

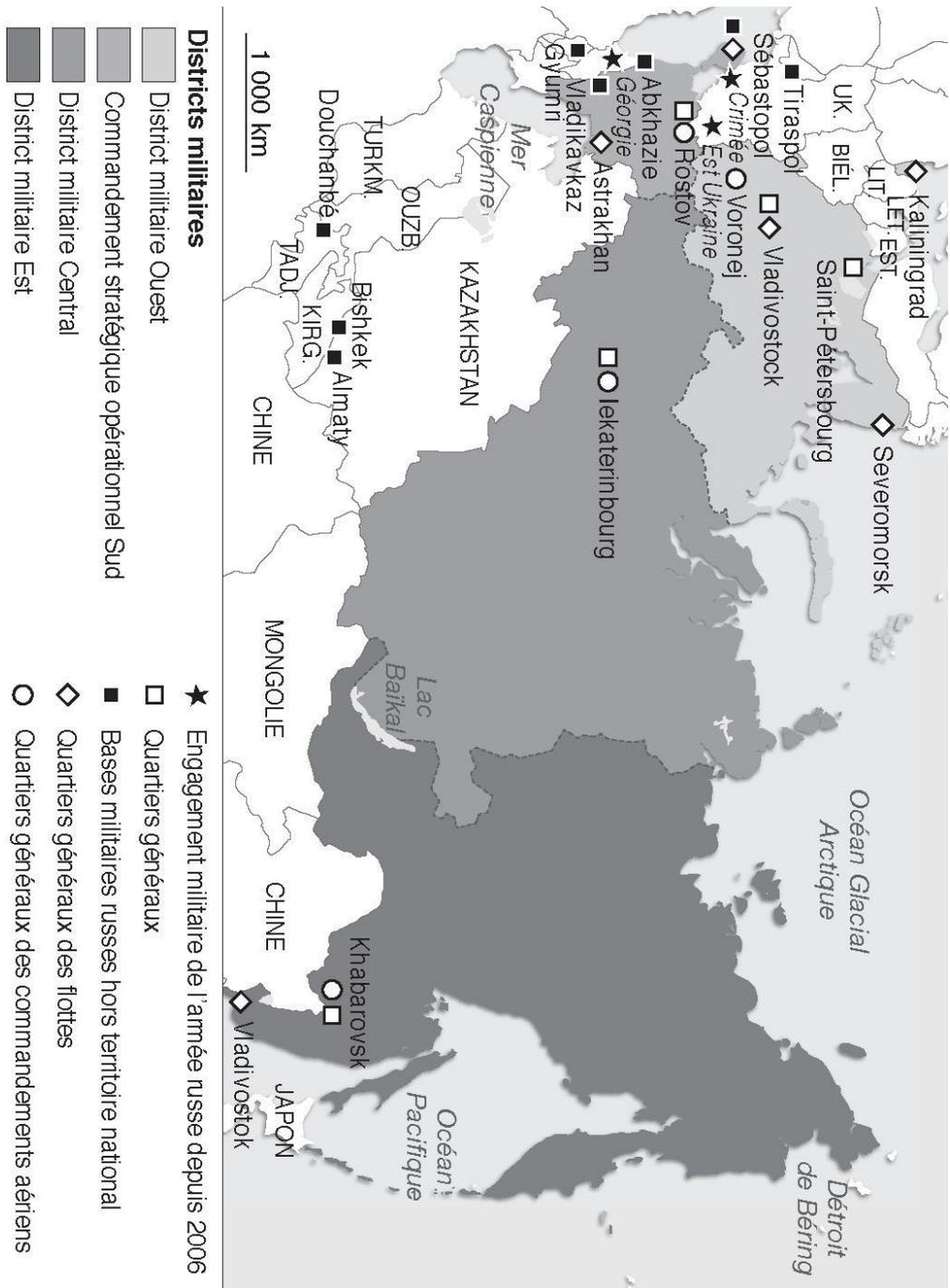
¹⁵¹ Frédéric Chaillon, Célia Belin, « Les Etats-Unis dans le monde », Paris, CRNS Editions, 2016, page 17-18

ANNEXES

Annexe 1

Carte de l'organisation militaire de la Russie

Boulanger Philippe, « Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain », Paris, Armand Colin, 2015.



Annexe 2

« Stratégie du développement des relations de la Fédération de Russie avec l'Union européenne dans une perspective de moyen terme (2000-2010) », MID de Russie, *Diplomatitcheskii Vestnik*, no 11, novembre 1999, p. 20-22.

La présente Stratégie se fonde sur la nécessité objective de former un monde multipolaire, sur la communauté de destin historique des peuples et sur la responsabilité des États d'Europe à l'égard de l'avenir du continent, ainsi que sur la complémentarité de leurs économies. [...]

1. Donner un caractère stratégique au partenariat Russie-UE

1.1. Au cours de la période considérée, le partenariat Russie-UE sera édifié sur la base de relations contractuelles, c'est-à-dire sans se donner pour objectif officiel l'accession ni « l'association » de la Russie à l'Union européenne. En tant que puissance mondiale s'étendant sur deux continents, la Russie doit conserver à la fois la liberté de définir et de conduire ses politiques intérieure et extérieure, son statut et ses privilèges d'État eurasiatique et de plus grand pays de la CEI, ainsi que l'indépendance de ses positions et de son activité au sein des organisations internationales¹³. Dans cette perspective, le partenariat avec l'Union européenne peut s'exprimer par des efforts communs visant à établir un système efficace de sécurité collective en Europe, sur une base d'égalité en droits et sans ligne de division, notamment par le biais de l'élaboration et de la mise en œuvre de la Charte sur la sécurité européenne, progressant jusqu'à créer une zone de libre-échange Russie-UE (si les conditions nécessaires sont réunies), ainsi que par un haut niveau de confiance mutuelle et de coopération dans les domaines politique et économique. [...]

1.5. Un tel partenariat pourrait comprendre les étapes suivantes : [...]

– le positionnement de la Russie par rapport à « l'identité de défense » de l'UE, en considérant que l'Union de l'Europe occidentale (UEO) y serait incorporée, et le développement des contacts politiques et militaires avec l'UEO en tant que partie intégrante de l'Union européenne ; le développement également d'une coopération concrète en matière de sécurité (construction de la paix, règlement des crises, limitation et réduction des armements, etc.) qui pourrait servir de contrepoids, entre autres, à l'OTAN centrisme en Europe. [...]

1.7. S'inspirer de l'expérience d'intégration réalisée dans le cadre de l'Union européenne pour affirmer et développer les processus d'intégration dans l'espace de la CEI. S'efforcer de coordonner nos actions avec les pays de l'Union douanière et d'autres États membres de la CEI



en matière de relations politico-commerciales, économiques, financières, humanitaire et autres avec l'UE. [...]

1.8. [...] Le développement du partenariat avec l'Union européenne doit pour sa part permettre de consolider la Russie en tant que force motrice de la formation d'un nouveau système de relations politiques et économiques interétatiques dans l'espace de la CEI.

Annexe 3

« Russia leaves the West », Foreign Affairs, juillet-août 2006, p. 87-90.

L'Occident porte une part de responsabilité dans le changement de la politique étrangère russe. [...] Il a considéré la Russie comme un cas à part dès le début de l'ère post-guerre froide. Dotée de l'arme nucléaire et d'une mentalité de grande puissance qui est ébranlée, mais persistante, ou tout simplement parce qu'elle est trop vaste, la Russie pourrait bénéficier d'un traitement de faveur, mais sans perspective réelle d'adhérer à l'Otan ni à l'UE. La porte sur l'Occident resterait officiellement ouverte, mais l'idée que la Russie la franchisse vraiment est restée impensable. L'espoir était que la Russie se transformerait progressivement, avec l'aide de l'Occident, en une entité politique démocratique et en une économie de marché.

Entre-temps, ce qui importait était que la Russie conduise une politique étrangère globalement pro-occidentale.

Pour Moscou, une telle proposition était inacceptable. Rejoindre l'Occident n'était admissible que si la Russie se voyait accorder une sorte de coprésidence du club occidental – ou du moins le droit d'être membre de son politburo. Les dirigeants russes ne souhaitaient pas se conformer aux orientations venant de Washington ou Bruxelles ni accepter les mêmes règles que celles observées par ses anciens satellites soviétiques.

Ainsi, malgré tout ce que l'on a pu dire sur l'intégration de la Russie dans les institutions occidentales, le projet était mort-né dès ses origines. Que la réalité devienne évidente pour les deux parties n'était qu'une affaire de temps.

Tandis que les anciens pays du Pacte de Varsovie étaient attirés vers un Occident en voie d'expansion, la Russie, trop importante pour être ignorée, se voyait offrir de nouveaux aménagements, mais elle était toujours laissée à distance. L'entrée de la Russie dans le G7 (pour en faire le G8) visait à lier politiquement Moscou à l'Occident et à socialiser ses dirigeants. Le Conseil Otan-Russie était censé harmoniser les agendas de sécurité et promouvoir la réforme militaire en Russie. Les « espaces communs » UE-Russie ont été façonnés pour « européaniser » la Russie sur les plans économique et social, et pour l'associer politiquement à l'Europe.

Le Conseil de l'Europe, dans lequel la Russie fut admise alors que la première guerre de Tchétchénie faisait rage, était censé promouvoir les normes et les valeurs occidentales en Russie.



Ces projets se sont soldés moins par un échec que par une grossière contreperformance.

Le G8 reste toujours l'ancien G7 plus la Russie, même si techniquement la Russie a un statut égal à celui des autres pays (hormis dans les rencontres au niveau des ministres des Finances). Le Conseil Otan-Russie est au mieux un atelier de coopération technique de bas étage qui opère sous l'égide de l'Otan. Les feuilles de route UE-Russie pour créer les « espaces communs », censés rehausser la coopération sur la base d'une meilleure compatibilité mutuelle, offrent seulement un ensemble d'objectifs très généraux sans engagement ferme et qui cachent des failles grandissantes. Le Conseil de l'Europe, en particulier son Assemblée parlementaire, est devenu un champ de lutttes oratoires entre les législateurs russes et leurs homologues européens au sujet de la Tchétchénie et d'autres problèmes de droits de l'homme. (Moscou a même menacé de diminuer de moitié sa contribution au budget du Conseil si les critiques ne cessent pas.) Même l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Traité sur les forces conventionnelles en Europe, qui remontent à la guerre froide, pataugent. La Russie a choisi d'ignorer la première, qu'elle accuse d'ingérence politique dans les États postsoviétiques, et a indiqué qu'elle pourrait émettre des réserves sur les principales clauses du deuxième, estimant qu'il impose des contraintes injustes aux forces armées russes. Voilà pour l'intégration avec l'Occident.

Annexe 4

Intervention de Vladimir Poutine, 43ème conférence de Munich sur les politiques de sécurité

10 février 2007

[...] On sait que les problèmes de la sécurité internationale sont bien plus larges que ceux de la stabilité militaro-politique. Ces problèmes concernent la stabilité de l'économie mondiale, la lutte contre la pauvreté, la sécurité économique et le développement du dialogue entre les civilisations.

Le caractère universel et indivisible de la sécurité est reflété dans son principe de base : « la sécurité de chacun signifie la sécurité de tous ». Franklin Roosevelt avait déclaré au début de la Seconde Guerre mondiale : « Où que la paix soit rompue, c'est le monde entier qui est menacé ».

Ces paroles restent valables aujourd'hui. D'ailleurs, le sujet de notre conférence en témoigne : « [Les crises globales impliquent une responsabilité globale](#) ».

Il y a vingt ans, le monde était divisé sur le plan économique et idéologique et sa sécurité était assurée par les potentiels stratégiques immenses des deux superpuissances.

La confrontation globale reléguait les problèmes économiques et sociaux urgents à la périphérie des relations internationales et de l'agenda mondial. De même que n'importe quelle guerre, [la guerre froide nous a laissé, pour ainsi dire, des « obus non explosés »](#). [Je pense aux stéréotypes idéologiques, aux doubles standards et autres clichés hérités de la mentalité des blocs](#).

Le monde unipolaire proposé après la guerre froide ne s'est pas non plus réalisé.

[Qu'est-ce qu'un monde unipolaire ?](#) Malgré toutes les tentatives d'embellir ce terme, il ne signifie en pratique qu'une seule chose : c'est un seul centre de pouvoir, un seul centre de force et un seul centre de décision. C'est le [monde d'un unique maître, d'un unique souverain](#). [En fin de compte, cela est fatal à tous ceux qui se trouvent au sein de ce système aussi bien qu'au souverain lui-même, qui se détruira de l'intérieur](#). [...] J'estime que le modèle unipolaire n'est pas seulement inadmissible pour le monde contemporain, mais qu'il est même tout à fait impossible. Non seulement parce que, dans les conditions d'un leader unique, le monde contemporain (je tiens à le souligner : contemporain) manquera de ressources militaro-politiques et économiques. Mais, et c'est encore plus important, ce modèle est inefficace, car il ne peut en aucun cas reposer sur la base morale et éthique de la civilisation contemporaine. Cependant, tout ce qui se produit actuellement dans le monde – et nous ne faisons que commencer à discuter à ce sujet – est la conséquence des tentatives pour implanter cette conception dans les affaires mondiales : la conception du monde unipolaire.

Quel en est le résultat ?

[Les actions unilatérales, souvent illégitimes, n'ont réglé aucun problème](#). Bien plus, elles ont entraîné de nouvelles tragédies humaines et de nouveaux foyers de tension. Jugez par vous-mêmes : les guerres, les conflits locaux et régionaux n'ont pas diminué. Monsieur Teltschik l'a



mentionné d'une manière très délicate. Les victimes de ces conflits ne sont pas moins nombreuses, au contraire, elles sont bien plus nombreuses qu'auparavant.

Nous sommes en présence de l'emploi hypertrophié, sans aucune entrave, de la force – militaire – dans les affaires internationales, qui plonge le monde dans un abîme de conflits successifs. Par conséquent, aucun des conflits ne peut être réglé dans son ensemble. Et leur règlement politique devient également impossible.

Nous sommes témoins d'un mépris de plus en plus grand des principes fondamentaux du droit international. Bien plus, certaines normes et, en fait, presque tout le système du droit d'un seul Etat, avant tout, bien entendu, des Etats-Unis, a débordé de ses frontières nationales dans tous les domaines : dans l'économie, la politique et dans la sphère humanitaire, et est imposé à d'autres Etats. A qui cela peut-il convenir ? [...]

Je suis certain qu'en ce moment crucial il faut repenser sérieusement l'architecture globale de la sécurité.

Il faut rechercher un équilibre raisonnable des intérêts de tous les acteurs du dialogue international. D'autant plus que le « paysage international » change très rapidement et substantiellement en raison du développement dynamique de toute une série d'Etats et de régions. [...]

Il ne fait pas de doute que le potentiel économique des nouveaux centres de la croissance mondiale sera inévitablement converti en influence politique, et la multipolarité se renforcera.

Le rôle de la diplomatie multilatérale s'accroît considérablement dans ce contexte. L'ouverture, la transparence et la prévisibilité en politique n'ont pas d'alternative raisonnable et l'emploi de la force doit effectivement être une ultime mesure, de même que la peine de mort dans les systèmes judiciaires de certains Etats.

Aujourd'hui, au contraire, nous observons une situation où des pays dans lesquels la peine de mort est interdite même à l'égard des assassins et d'autres dangereux criminels participent allégrement à des opérations militaires qu'il est difficile de considérer comme légitimes et qui provoquent la mort de centaines, voire de milliers de civils !

Une question se pose en même temps : devons-nous rester impassibles face à divers conflits intérieurs dans certains pays, aux actions des régimes autoritaires, des tyrans, à la prolifération des armes de destructions massive ? [...] Bien entendu, nous ne devons pas rester impassibles. Bien sûr que non.

Mais avons-nous les moyens de faire face à ces menaces ? Oui, nous les avons. Il suffit de se rappeler l'histoire récente. Le passage à la démocratie n'a-t-il pas été pacifique dans notre pays ? Le régime soviétique a subi une transformation pacifique, malgré la grande quantité d'armes, y compris nucléaires, dont il disposait ! Pourquoi donc faut-il bombarder et pilonner aujourd'hui à tout bout de champ ? Manquerions-nous de culture politique, de respect pour les valeurs démocratiques et le droit, en l'absence d'une menace d'extermination réciproque ?

Je suis certain que la Charte des Nations unies est l'unique mécanisme d'adoption de décisions sur l'emploi de la force en tant que dernier recours. [...] L'usage de la force n'est légitime que sur la base d'un mandat des Nations unies. Il ne faut pas substituer l'OTAN et l'Union

européenne à l'Organisation des Nations unies. Lorsque l'ONU réunira réellement les forces de la communauté internationale qui pourront réagir efficacement aux événements dans certains pays, lorsque nous nous débarrasserons du mépris du droit international, la situation pourra changer. Sinon, elle restera dans l'impasse et les lourdes erreurs se multiplieront. **Il faut œuvrer pour que le droit international soit universel aussi bien dans sa compréhension que dans l'application de ses normes.** [...]

Le risque potentiel de déstabilisation des relations internationales tient également à l'absence évidente de progrès dans le domaine du désarmement. [...] Il est très important d'appliquer les normes juridiques internationales en matière de désarmement, tout en poursuivant la réduction des armements nucléaires.

Nous avons convenu avec les Etats-Unis de ramener nos charges nucléaires équipant les vecteurs stratégiques à 1700 – 2 200 unités d'ici au 31 décembre 2012. La Russie a l'intention de respecter strictement ses engagements. Nous espérons que nos partenaires agiront en toute transparence, eux aussi, et ne garderont pas sous le coude quelques centaines de charges nucléaires pour les « mauvais jours ». [...] La Russie respecte strictement le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le régime multilatéral de contrôle de la technologie des missiles, et elle a l'intention de les respecter à l'avenir également. Les principes à la base de ces documents revêtent un caractère universel.

A cette occasion, je tiens à rappeler que dans les années 1980, l'URSS et les Etats-Unis ont signé un Traité sur l'élimination des missiles à moyenne et plus courte portée sans toutefois conférer de caractère universel à ce document.

A l'heure actuelle, toute une série de pays possèdent des missiles de cette classe : la République populaire démocratique de Corée, la République de Corée, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, l'Etat d'Israël. De nombreux autres pays sont en train de concevoir ces systèmes et envisagent d'en doter leurs forces armées. Or, seuls les Etats-Unis d'Amérique et la Russie restent fidèles à leur engagement de ne pas construire ces armes.

Il est clair que dans ces conditions nous sommes obligés de veiller à assurer notre sécurité.

En même temps, il faut empêcher l'apparition de nouveaux types d'armes de pointe susceptibles de déstabiliser la situation. Je ne parle pas des mesures visant à prévenir la confrontation dans de nouveaux milieux, surtout dans l'Espace. On sait que les « guerres des étoiles » ne relèvent plus de la fiction, mais de la réalité. Dès le milieu des années 1980, nos partenaires américains ont réussi à intercepter un de leurs satellites.

Selon la Russie, la militarisation de l'Espace est susceptible d'avoir des conséquences imprévisibles pour la communauté mondiale, conséquences qui ne seraient pas moins graves que l'avènement de l'ère nucléaire. C'est pour cela que nous avons maintes fois lancé des initiatives visant à prévenir le déploiement d'armes dans l'Espace.

[...] En ce qui concerne **les projets prévoyant le déploiement en Europe d'éléments du système de défense antimissiles, ils ne manquent pas non plus de nous inquiéter. Qui a besoin d'une nouvelle relance – inévitable en l'occurrence – de la course aux armements ?** Je doute fort que ce soient les Européens.



Aucun des pays dits « à problèmes » ne possède de missiles ayant une portée de l'ordre de 5000 à 8000 kilomètres et susceptibles de menacer l'Europe. Mieux, dans un avenir prévisible, leur apparition dans ces pays n'est pas envisageable. Je dirais même plus : une tentative de lancer un missile nord-coréen, par exemple, vers les Etats-Unis via l'Europe serait contraire aux lois de la balistique.

Profitant de mon séjour en Allemagne, je tiens à évoquer la crise que traverse le [Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe](#).

Signé en 1999, ce [Traité](#) était adapté à une nouvelle réalité géopolitique : le démantèlement du bloc de Varsovie. Sept ans se sont écoulés depuis, mais il n'a été ratifié que par quatre pays, dont la Fédération de Russie.

Les pays de l'OTAN ont ouvertement déclaré qu'ils ne ratifieraient pas le [Traité](#), dont les dispositions relatives aux limitations dans la zone des « flancs » (déploiement sur les « flancs » d'un certain nombre de forces armées) tant que la Russie ne procéderait pas au retrait de ses bases de la Géorgie et de la Moldavie. Le retrait de nos troupes de la Géorgie est en cours et ce, à un rythme accéléré. Tout le monde sait que nous avons déjà réglé ces problèmes avec nos collègues géorgiens. Quant à la Moldavie, on y trouve pour le moment une formation de 1 500 militaires chargés de maintenir la paix et de protéger les entrepôts de munitions qui y subsistent depuis l'époque soviétique. Nous discutons en permanence de cette question avec Monsieur Solana : il connaît bien notre position. Nous sommes prêts à aller plus loin dans cette direction.

Mais que se passe-t-il pendant ce temps-là ? Eh bien, on voit apparaître en Bulgarie et en Roumanie des « bases américaines légères avancées » de 5000 militaires chacune. [Il se trouve que l'OTAN rapproche ses forces avancées de nos frontières, tandis que nous – qui respectons strictement le \[Traité\]\(#\) – ne réagissons pas à ces démarches.](#)

Il est évident, je pense, que l'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de la confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré. [Que sont devenues les assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du Pacte de Varsovie ? Où sont ces assurances ? On l'a oublié. Néanmoins, je me permettrai de rappeler aux personnes présentes dans cette salle ce qui a été dit. Je tiens à citer des paroles tirées du discours de M. Werner, alors Secrétaire général de l'OTAN, prononcé à Bruxelles le 17 mai 1990 : « Que nous soyons prêts à ne pas déployer les troupes de l'OTAN à l'extérieur du territoire de la RFA, cela donne à l'Union soviétique des garanties sûres de sécurité ». Où sont aujourd'hui ces garanties ?](#)

Les blocs de béton et les pierres du Mur de Berlin sont depuis longtemps des souvenirs. Mais il ne faut pas oublier que sa chute est devenue possible notamment grâce au choix historique de notre peuple – le peuple de Russie – en faveur de la démocratie et de la liberté, de l'ouverture et du partenariat sincère avec tous les membres de la grande famille européenne.

Or, maintenant, [on s'efforce de nous imposer de nouvelles lignes de démarcation et de nouveaux murs](#). Même s'ils sont virtuels, ils ne manquent pas de diviser, de compartimenter notre continent. Faudra-t-il à nouveau des années et des décennies, une succession de plusieurs générations de responsables politiques pour démanteler ces murs ?

Nous préconisons le renforcement du régime de non-prolifération. L'actuelle base juridique internationale permet de mettre au point des technologies de production de combustible nucléaire pour l'utiliser ensuite à des fins pacifiques. Et bon nombre d'Etats veulent, à juste titre, [développer leur propre nucléaire civil en tant que base de leur indépendance énergétique](#). [En même temps, nous comprenons que ces technologies peuvent se transformer rapidement en know-how pour la production de matériaux nucléaires militaires](#).

Cela suscite une grave tension internationale. La situation autour du programme nucléaire iranien en est un exemple éclatant. [Si la communauté internationale n'élabore pas de solution raisonnable à ce conflit d'intérêts, le monde sera ébranlé, à l'avenir également, par ce genre de crises déstabilisatrices](#), car l'Iran n'est pas l'unique pays du seuil, et nous ne le savons que trop, nous et vous. Aussi, nous serons en permanence confrontés à la menace de prolifération des armes de destruction massive (ADM).

[L'année dernière, la Russie a proposé de créer des centres d'enrichissement d'uranium multinationaux](#). Nous acceptons que de tels centres se créent non seulement en Russie, mais aussi dans d'autres pays où le nucléaire civil se développe sur une base légale. Les Etats cherchant à développer leur nucléaire civil pourraient recevoir du combustible, en participant directement au travail de ces centres, évidemment, sous le contrôle rigoureux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Or, les dernières initiatives du président des Etats-Unis, George W. Bush, sont à l'unisson de cette initiative russe. Je pense que la Russie et les Etats-Unis sont objectivement et également intéressés au durcissement du régime de non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Et ce sont justement nos deux pays, leaders pour leur potentiel nucléaire et balistique, qui doivent, eux aussi, devenir leaders de la mise au point de nouvelles mesures plus rigoureuses en matière de non-prolifération. La Russie est prête à effectuer un tel travail. Nous menons des consultations avec nos amis américains.

Somme toute, il doit y être question de la mise en place de tout un système de leviers politiques et de stimulants économiques qui n'incitent pas les Etats à créer leurs propres capacités en matière de cycle du combustible nucléaire, mais leur permettent de développer leur nucléaire civil, en renforçant ainsi leur potentiel énergétique.

[...]

Intervenant à une conférence sur la sécurité, on ne peut pas, non plus, Mesdames et Messieurs, passer sous silence l'activité de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). [L'OSCE a été créée pour examiner tous les aspects, je tiens à le souligner, tous les aspects de la sécurité, qu'il s'agisse des aspects politico-militaires, économiques ou humanitaires et ce, dans leurs rapports réciproques](#).

Mais que voyons-nous aujourd'hui en réalité ? Nous voyons que cet équilibre est manifestement perturbé. [On essaie de transformer l'OSCE en instrument vulgaire au service des intérêts politiques extérieurs d'un seul pays ou d'un groupe de pays à l'égard d'autres Etats](#). Et c'est pour cette tâche, que l'on a aussi « monté de toutes pièces » l'appareil bureaucratique de l'OSCE qui n'est nullement lié aux Etats fondateurs. On a « monté de toutes pièces » pour cette tâche également les procédures d'adoption des décisions et d'utilisation des fameuses « organisations non gouvernementales (ONG) ». Formellement, il s'agit effectivement d'organisations indépendantes, mais financées rationnellement et, par conséquent, contrôlées.



Conformément aux documents fondateurs, dans la sphère humanitaire, l'OSCE est appelée à accorder aux pays membres, à leur demande, un concours en matière de respect des normes internationales dans le domaine des droits de l'homme. C'est une importante mission. Nous la soutenons. [Mais cela ne signifie pas qu'on peut s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays et encore moins tenter de leur dicter la manière dont ils doivent vivre et se développer.](#)

Il est parfaitement évident qu'une telle ingérence ne contribue pas du tout à la maturation d'Etats authentiquement démocratiques. Par contre, elle les rend dépendants, avec comme conséquence l'instabilité sur les plans économique et politique.

Nous espérons que l'OSCE se guidera sur ses tâches immédiates et organisera ses relations avec des Etats souverains sur la base du respect, de la confiance et de la transparence.

Mesdames, Messieurs !

En conclusion, je voudrais retenir ceci. Nous entendons très souvent – et je les entends personnellement – les appels de nos partenaires, y compris nos partenaires européens, exhortant la Russie à jouer un rôle de plus en plus actif dans les affaires internationales.

Je me permettrai à cette occasion une petite remarque. Nous n'avons pas besoin d'être éperonnés ou stimulés. [La Russie a une histoire millénaire, et pratiquement elle a toujours eu le privilège de pratiquer une politique extérieure indépendante.](#)

Nous n'avons pas l'intention aujourd'hui non plus de faillir à cette tradition. En même temps, nous voyons que le monde a changé et nous évaluons avec réalisme nos propres possibilités et notre propre potentiel. Et évidemment nous voudrions aussi avoir affaire à des partenaires sérieux et tout aussi indépendants avec lesquels nous pourrions travailler à l'édification d'un monde plus démocratique et plus équitable, tout en y garantissant la sécurité et la prospérité non seulement des élites, mais de tous.

BIBLIOGRAPHIE

Documents et déclarations officiels:

Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN, Déclaration finale du sommet de Bucarest, Conseil de l'Atlantique Nord, 3 avril 2008

Choïgou Sergueï, intervention devant la Douma, 22 février 2017.

Constitution de la Fédération de Russie, 1993.

Eltcine Boris, discours du 19 juin 1992.

Fédération de Russie, Stratégie du développement des relations de la Fédération de Russie avec l'Union européenne (2000-2010), 22 octobre 1999.

Gareev Markhmout, intervention à l'Académie des sciences militaires de Moscou, 20 janvier 2007.

Haute représentante de l'Union, « Rapport sur la mise en œuvre du plan contre la désinformation », 14/06/2019.

MID de Russie, Stratégie du développement des relations de la Fédération de Russie avec l'Union européenne dans une perspective de moyen terme (2000-2010) », *Diplomatitcheskii Vestnik*, no 11, novembre 1999, p. 20-22.

Lavrov Sergueï, intervention, XVème assemblée du SVOP, 17 mars 2007.

Ministère de la Défense Russe, « Les visées conceptuelles des forces armées dans l'espace informationnel », mars 2012.

Poutine Vladimir, Discours au Bundestag, 25 septembre 2001.

Poutine Vladimir, Discours à l'occasion du 300^{ème} anniversaire de Saint-Pétersbourg, 31 mai 2003.

Poutine Vladimir, message du nouvel an, 31 décembre 2006.

Poutine Vladimir, 43ème conférence de Munich sur les politiques de sécurité, 10 février 2007

Poutine Vladimir, déclaration, 8 décembre 2011.

Ross Alec, Guardian's Activate conference, London, 22 juin 2011.

Trenine Dmitriï, « Voprosy dlia Valdaïa i chire » [Questions pour Valdaï et au-delà], *Vedomosti*, 24 octobre 2018.



Ouvrages :

Aleksievitch Svetlana, « La fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement », Actes Sud, 2013.

Boulangier Philippe, « Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain », Paris, Armand Colin, 2015.

Braud Jacques, « L'encyclopédie du renseignement et des services secrets », Lavauzelle, 2002.

Chaillon Frédéric, Belin Célia, « Les Etats-Unis dans le monde », Paris, CRNS Editions, 2016.

De Tinguy Anne, La Russie dans le Monde, CNRS Editions, 2019.

Chamotin Laurent, « L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe », Editions de l'Aube, 2017.

Chaigneau Pascal, « Enjeux diplomatiques et stratégiques 2019 », Les points sur les i, coll. « Points de repère » 2019.

Daucé Françoise, « L'armée, l'Etat et le citoyen en Russie post-soviétique », l'Harmattan, 2001.

De Tinguy Anne, « Moscou dans le monde », sous la direction d'Anne de Tinguy, Autrement, collection « Mondes et Nations », 2008.

Eltchaninoff Michel, « Dans la tête de Vladimir Poutine », Arles, Solin/Actes Sud, 2015.

Gratchev Andreï, « Le passé de la Russie est imprévisible », traduit du russe, Paris, Alma Editeur, 2014.

Hunter Shireen, « Islam in Russia: The Politics of Identity and Security », New-York, M.E Sharpe, 2004.

Huntington Samuel, « The soldier and the State: the theory and politics of civil military relations », the Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1957.

Huver Etienne, Razon Boris, « Les nouvelles guerres, Sur la piste des hackers russes », Paris, Arte éditions/Stock, 2019.

Kasin Vasilij, Gabuev Aleksandr, « L'amitié armée : comment la Russie et la Chine font le commerce des armes », Carnegie Moscow Center, novembre 2017, en russe.

Kastoueva-Jean Tatiana, « La Russie de Poutine en 100 questions », Paris, Tallandier, 2018.



Kissinger Henry, « Diplomacy », New-York, Touchstone, 1995.

Klimburg Alexander, « The Darkening Web, the war for cyberspace », Penguin Press, 2017.

Kortounov Sergueï, « Sovremennaia vnechniaia politika Rossi [la politique étrangère de la Russie aujourd'hui] », Moscou, les éditions du haut collège d'économie, 2009.

Kozovoï Andreï, « Les services secrets russes : des tsars à Poutine », Tallandier, 2010.

Laruelle Marlène, « Le nouveau nationalisme russe. Des repères pour comprendre », Paris, Editions de l'œuvre, 2010.

Malleret Thierry, Delaporte Murielle, « L'armée rouge face à la perestroïka », Complexe, 1991,

Borogan Irina, Soldatov Andre, « Le Réseau rouge : la lutte entre les dictateurs numériques russes et les nouveaux révolutionnaires », en ligne.

Mandeville Laure, « L'armée, une puissance en haillons », 1994.

Shevtsova Lilia, « Orangevaia Revolioustiia – Versii, khronika, dokoumenty, [La révolution orange – analyses, chroniques, documents] », Kiev, Optima, 2005.

Soldatov Andreï, «The Red Web», Public Affairs, 2015.

Srebriannikov, Derûgin, « Sociologia armii [sociologie de l'armée], ISPI Ran, Moscou, 1996.

Tolstoï Lev Nikolaévitch, Guerre et Paix, Editions Poche, coll. « Classiques de Poche », 1865/1869.

Revues :

Bayou Céline, « Un nouvel aplomb sur la scène internationale ? L'Europe et la diplomatie énergétique du pouvoir russe, défiances et dépendance », Revue Internationale et stratégique, Armand Colin, 2007/4, n°68.

Bertrand Eva, « L'armée russe et les jeunes, la matrice d'un rapport à l'Etat », Revue internationale et stratégique, 2007/4, n°68.

Chichkov Iouri, « Rossiia i SNG : neoudavchiïsia rak po rastchëtou [Russie et CEI : un mariage de raison qui a échoué] », Pro et Contra, vol.VI, n°1-2, hiver-printemps 2001.

Courrier international, hors-série, « Le retour de la Guerre froide », n°67, 17 octobre 2018

Daucé Françoise, « l'armée dans l'histoire de l'Etat russe contemporain », Hérodote, 2002/1, n°104.

Facon Isabelle, « Les ambivalences de la transformation des forces armées russes », L'économie Politique, Alternatives économique, 2004/1, n°21.



Fedorov David, « Les forces nucléaires russes : évolution et perspectives », Politique étrangère, n°2 - 2005 - 70^eannée. pp. 357-372.

Filimonov Dimitri, « Il n'est pire cauchemar que la vie de caserne », Courrier International, n°381, 19-25 février 1998.

Galeotti Mark, « Les services de renseignement russes sont en guerre (politique) », Revue de l'OTAN, 12/05/2017

Giles Keir, «The Next phase of Russian information warfare », NATO strategic communications center of excellence, 2016

Gloaguen Cyrille, « Le courrier des pays de l'Est », la Documentation française, 2003/2, n°1032.

Gloaguen Cyrille, « Forces armées et politique : une longue passion russe », Hérodote, n°116, 1^{er} trimestre 2005.

Golts Alexandre, « The Russian volunteer military- a new attempt?», European Security, vol. 12, n°3-4, 2003.

Kastoueva-Jean Tatiana, « Le système de Poutine : bâti pour durer ? », Politiques étrangères, n°2, 2015.

Kozyrev Andreï, « Russia: a chance for survival », Foreign Affairs, printemps 1992.

Kunz Barbara, « La fragmentation de l'architecture de sécurité dans la Baltique », Les champs de Mars, Presses de Sciences Po, 2017/1, n°29.

RFERL, Security Watch, vol.2, n°34, 3 septembre 2001.

Think Tanks:

Adamsky Dmitri, « Cross-Domain Coercion. The Current Russian Art f Strategy », Institut français des relations internationales, Proliferation Paper 54, November 2015 .

Blank, Stephen, «La Russie et l'Amérique latine: manoeuvres géopolitiques dans le voisinage des Etats-Unis», Ifri, Avril 2019

Giles Keir, « Where have all the soldiers gone? Russia's military plans versus demographic reality », Conflict Studies Research Centre, Defence Academy of the United Kingdom, Octobre 2006.



Giles Keir, « West Should Keep a Wary Eye on Russia's Zapad War Games », Chatham House, The Royal Institute of International Affairs, 16 August 2017.

Facon Isabelle, Tertrais Bruno, « La Russie et l'emploi des armes nucléaires : le sens des propos de Vladimir Poutine lors de Valdai-2018 », Note de la Fondation pour la Recherche stratégique, 5 novembre 2018.

Oliger Olga, « Russia's Nuclear Doctrine. War We Know, What We Don't and What That Means », Center for Strategic and International Studies, May 2016.

Pukhov Ruslan, « Is Russia punching above its weight », présentation non-publiée, janvier 2016.

Trenin, Dmitri, « Politique russe en Asie: d'une approche bilatérale à une stratégie globale », Ifri, juin 2016.

Thèse :

Bourdon Xavier, « L'évolution des services de renseignement russes depuis 1991 », Université Panthéon-Assas, Mémoire de master 2, 2012.

Hazard Ingrid, « Vie et mort du dernier empire ? Désunion soviétique et décolonisation », IEP de Paris, thèse de doctorat, 2001.

Presse:

Presse internationale

George, Bush, International Herald Tribune, 24 mars 2001

David Sanger, Andrew Kramer, « U.S. officials suspect new nuclear missile in explosion that killed 7 Russians », New York Times, 12 août 2019, consultable sur: <https://www.nytimes.com/2019/08/12/world/europe/russia-nuclear-accident-putin.html?smid=fb-ntimes&smtyp=cur>

Harding Luke, « Sur la piste des tueurs », The Guardian, 6 septembre 2018

Romero Samuel, Schwartz M., Barrionuevo A., « Flux in Latin America affects Russia's diplomacy », New York Times, 22 November 2008

Troianovski Anna, Confessions of a Russian Troll, The Washington Post, 17/02/2018



Presse russe

Lavrov Sergueï, « Endiguement de la Russie : retour en arrière pour l'avenir ? », Info-russes, n°35, RIA-Novosti, 30 août 2007

V novh strukturah mozet najtis' mesto i dlâ Lobova”, “Dans les nouvelles structures on peut trouver une place pour le general Lobov”, Izvestia, 12 avril 1992

Le courrier de Russie, <https://www.lecourrierderussie.com>, Boris Iouanovn « Macron jette les bases d'un accord sur l'Ukraine », <https://www.lecourrierderussie.com/international/2019/09/macron-jette-les-bases-d-un-accord-sur-l-ukraine/>, consulté le 09/09/2019

Makhmout, Gareev, « Kakoï yt' voennoï doktrine Rossii ? » [Que doit être la doctrine militaire de la Russie ?], KZ, 26 janvier 2007

RT France, <https://francais.rt.com>, Rédaction de RT France, « Scènes de liesse et d'euphorie dans les rues d'Alep alors que la libération est imminente », <https://francais.rt.com/international/30539-scenes-liesse-deuphorie-dans-rues-alep-alors-liberation-imminente>, Consulté le 16/08/2019

RT France, <https://francais.rt.com>, Rédaction de RT France, « ONU : une journaliste démonte en deux minutes la rhétorique des médias traditionnels sur la Syrie », <https://francais.rt.com/international/30587-onu-journaliste-dement-rhetorique-presse-syrie>, Consulté le 16/08/2019

Le blog de Vahine, <http://vahineblog.over-blog.com>, Rédaction de RT France, « Crash de l'Airbus A 320 : l'US Air aurait-elle descendu l'A320 allemand ? », <http://vahineblog.over-blog.com/2015/04/crash-de-l-airbus-a-320-l-us-air-aurait-elle-descendu-l-a320-allemand.html>, Consulté le 16/08/2019

« New military doctrine must take role of force into account – Russian Security council », Interfax-AVN, 5 mars 2007

Presse française

Challenges, « Poutine annonce 755 expulsions de diplomates américains », https://www.challenges.fr/monde/russie/poutine-annonce-755-expulsions-de-diplomates-americaains_490791, consulté le 1/08/2019



Les Echos, Vincent Collen, « L'Europe toujours plus dépendante du gaz russe », <https://www.lesechos.fr/2018/01/leurope-toujours-plus-dependante-du-gaz-russe-981971>,

consulté le 24/08/2019

Les Echos, Derek Perrotte, « Visite guidée d'une « ferme à trolls » russe », <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/visite-guidee-dune-ferme-a-trolls-russe-142088>,

consulté le 23/08/2019

Les Echos, Yves Bourdillon, « Moscou plaide pour du troc avec Téhéran », <https://www.lesechos.fr/monde/europe/moscou-plaide-pour-du-troc-avec-teheran-1038986>,

Consulté le 7/08/2019

La dépêche, « Corée du Nord : un nouveau bras de fer entre la Russie et les Occidentaux », <https://www.ladepeche.fr/article/2017/09/09/2642170-coree-nord-nouveau-bras-fer-entre-russie-occidentaux.html>,

consulté le 9/08/2019

L'Obs, Théo Caubel, Philippine David, Corentin Dionet, « RT France, Sputnik: dix choses à savoir sur les medias russes en France », <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-sur-les-reseaux/20170102.RUE6087/rt-france-sputnik-dix-choses-a-savoir-sur-les-medias-russes-en-france.html>,

Consulté le 15/08/2019

Libération, Lorraine Millot, « Le martyr du soldat Sytchev, monnaie courante en Russie », https://www.liberation.fr/planete/2006/01/31/le-martyre-du-soldat-sytchev-monnaie-courante-en-russie_28289,

Consulté le 25/08/2019

Le Monde, « Moscou expulse 60 diplomates américains et ferme le consulat des Etats-Unis à Saint-Pétersbourg », https://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/29/moscou-expulse-60-diplomates-americains-et-ferme-le-consulat-des-etats-unis-a-st-petersbourg_5278299_3210.html,

Consulté le 1/08/2019

Le journal du dimanche, <https://www.lejdd.fr>, Arnaud Focraud, « La Russie expulse à son tour quatre diplomates français », <https://www.lejdd.fr/International/Europe/la-russie-expulse-a-son-tour-quatre-diplomates-francais-3614318>,

Consulté le 1/08/2019

Le Monde, « Comment travaillent les services secrets russes ? », https://www.lemonde.fr/europe/article/2006/12/07/comment-travaillent-les-services-secrets-russes_843244_3214.html,

Consulté le 1/09/2019

Le Monde, « Pékin et Moscou condamnent le premier test américain d'un missile de portée intermédiaire depuis la guerre froide »,

<https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/20/washington-teste-un-nouveau->



[missile-peu-apres-son-retrait-du-traite-de-desarmement-fni_5500909_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/28/les-grandes-lecons-illiberales-de-vladimir-poutine-au-financial-times_5482876_3210.html), Consulté le 18/08/2019

Le Monde, Isabelle Mandraud, « Les grandes leçons illibérales de Vladimir Poutine au « Financial Times », https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/28/les-grandes-lecons-illiberales-de-vladimir-poutine-au-financial-times_5482876_3210.html, Consulté le 3/05/2019

Le Monde, <https://www.lemonde.fr>, Isabelle Mandraud, « Venezuela : la Russie refuse de donner des explications à la présence de ses militaires », https://www.lemonde.fr/international/article/2019/03/28/moscou-envoie-une-centaine-de-militaires-a-caracas-et-defie-washington_5442537_3210.html, consulté le 3/08/2109

Le Monde, « Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien », https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/05/08/donald-trump-annonce-le-retrait-des-etats-unis-de-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien_5296297_3222.html, Consulté le 24/08/2019

Le Monde, Isabelle Mandraud et Nathalie Guibert, « Le cyberarsenal de la maison Russie », https://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/06/le-nouvel-arsenal-de-la-maison-russie_5089705_3210.html, Consulté le 1/08/2019

Le Monde, Martin Untersinger, « En Ukraine, l'élection présidentielle face aux risques de cyberattaque et de désinformation », https://www.lemonde.fr/pixels/article/2019/03/19/en-ukraine-l-election-presidentielle-face-aux-risques-de-cyberattaque-et-de-desinformation_5438381_4408996.html.

Le Monde, Frédéric Lemaître, Isabelle Mandraud, « Moscou politise un fait divers survenu en Allemagne », https://www.lemonde.fr/international/article/2016/01/27/moscou-politise-un-fait-divers-douteux-survenu-en-allemande_4854244_3210.html.

Le Monde, Isabelle Mandraud et Nathalie Guibert, « Le cyberarsenal de la maison Russie », https://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/06/le-nouvel-arsenal-de-la-maison-russie_5089705_3210.html.

Le Monde, « Nucléaire iranien : Rohani prêt à rester dans l'accord si l'Europe apporte des garanties », https://www.lemonde.fr/international/article/2018/05/08/decision-courageuse-ou-grave-erreur-la-decision-de-trump-sur-l-iran-divise_5296319_3210.html, Consulté le 7/08/2019



Le Figaro, “Une liaison ferry entre la Russie et la Corée du Nord”, <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/05/18/97002-20170518FILWWW00148-une-liaison-ferry-entre-la-russie-et-la-coree-du-nord.php>, Consulté le 6/08/2019

Le Figaro, <https://www.lefigaro.fr>, « les députés russes mettent en garde contre l’ingérence étrangère », <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/les-deputes-russes-mettent-en-garde-contre-l-ingerence-etrangere-20190812>, consulté le 17/08/2019

Le point, « Pour Poutine, la résolution 1973 de l’ONU rappelle les croisades », https://www.lepoint.fr/monde/pour-poutine-la-resolution-1973-de-l-onu-rappelle-les-croisades-21-03-2011-1309353_24.php, consulté le 20/07/2019

Médiapart, Pierre Haffner, « Trafic d’armes et assassinat de trois journalistes russes en Centrafrique », <https://blogs.mediapart.fr/pierre-haffner/blog/290918/trafic-d-armes-et-assassinat-de-trois-journalistes-russes-en-centrafrique>, Consulté le 7/07/2019

Webographie:

Gerard O’Dwyer, « Russia warns Sweden and Finland against NATO membership », Defense News, 12 juin 2015, <http://archive.defensenews.com/article/20140612/DEFREG01/306120040/Russia-Warns-Sweden-Finland-Against-NATO-Membership>, Consulté le 11 juin 2017

Les opérations de maintien de la paix, <https://peacekeeping.un.org>, « Comment sommes-nous financés », <https://peacekeeping.un.org/fr/how-we-are-funded>, Consulté le 2/09/2019

Stopfake, <https://www.stopfake.org/fr/accueil/>, Consulté le 24/08/2019



TABLE DES MATIÈRES

Introduction

PARTIE 1 : LE RENFORCEMENT STRUCTUREL DE L'APPAREIL DE DEFENSE RUSSE

Chapitre 1 : La volonté d'une armée performante par les réformes de la politique de défense

- I. La recherche d'une armée modernisée
 - 1) Le contrôle politique de l'armée renforcé
 - a. Le politique au cœur du dispositif militaire
 - b. Une pratique mitigée des réformes
 - 2) La professionnalisation des armées russes
 - a. Les dérives de la circonscription
 - b. L'instauration d'une armée semi-professionnalisée
- II. La mise en place de moyens adaptés en soutien de la politique de défense
 - 1) La recherche d'un budget adapté aux nécessités militaires
 - a. Les difficultés budgétaires de l'armée
 - b. Les initiatives budgétaires afin de rétablir la situation
 - 2) La valorisation du potentiel militaire russe
 - a. La réorganisation structurelle de l'armée
 - b. La modernisation du matériel militaire russe

Chapitre 2 : La mise en place d'une politique de défense dans un contexte géopolitique évolutif

- I. La redéfinition des priorités d'actions russes
 - 1) L'évolution doctrinale militaire
 - a. Une doctrine militaire pour faire oublier l'ère soviétique
 - b. La rupture doctrinale : la volonté de retrouver sa puissance originelle
 - 2) L'attitude russe dans l'espace post soviétique
 - a. Le rôle incertain de la Russie (1991-2000)
 - b. La relance de l'influence russe (2000-...)
- II. L'évolution des relations internationales militaires de la Russie
 - 1) Etat des lieux des relations avec les puissances étatiques stratégiques



- a. La Russie et les Etats-Unis
 - b. La Russie et l'Europe
 - c. La Russie et la Chine
- 2) Le retour de l'influence russe
- a. La Russie au Moyen-Orient
 - b. La Russie en Asie
 - c. La Russie en Amérique latine
 - d. La Russie en Afrique

PARTIE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DEFENSE RUSSE

Chapitre 1 : Une mise en œuvre traditionnelle de la politique de défense russe

- I. Des réflexes de guerre froide dans la politique géostratégique russe
 - 1) L'objectif fondamental de la politique de défense russe : l'assurance d'un territoire sûr
 - a. La protection des frontières territoriales pour une unité territoriale
 - b. La conservation d'un glacis protecteur comme première ligne de défense
 - 2) Une crispation des relations avec les pays occidentaux
 - a. Une diplomatie militaire agressive envers les Etats occidentaux
 - b. La politique d'assassinats comme protection de la politique de défense : un motif de défiance supplémentaire entre occidentaux et russes
- II. Une Russie influente : conserver une place clef dans la gestion des relations internationales
 - 1) La volonté d'être une puissance d'influence
 - a. Contrecarrer les autres puissances internationales
 - b. Devenir une voix alternative
 - 2) La promotion de la multipolarité dans la gestion des affaires internationales
 - a. L'appartenance à des organisations internationales sur la sécurité
 - b. La Russie, une puissance médiatrice

Chapitre 2 : L'utilisation de moyens non-conventionnels dans le renforcement de la politique de défense russe

- I. L'information comme nouvelle arme de défense



- 1) L'émergence d'une guerre hybride
 - a. La prise de conscience du pouvoir des réseaux sociaux comme facteur d'influence géopolitique
 - b. L'appropriation des technologies de l'information par la Russie
 - 2) Le retour de la guerre informationnelle
 - a. La désinformation au sein du conflit ukrainien
 - b. L'ingérence dans la politique européenne
 - c. La campagne présidentielle américaine : première prise de conscience des capacités russes
 - d. La déstabilisation de candidats non favorables à la Russie en France
 - e. L'Union européenne : des attaques de moins grande ampleur mais plus nombreuses
- II. L'utilisation de stratégies particulières dans la politique de défense
- 1) Le Hacking : une attaque sans « smoking gun »
 - a. La cybervulnérabilité ukrainienne : laboratoire de la guerre de la guerre dans le cyberspace
 - b. Le cyber, un moyen efficace de destruction et surveillance
 - 2) Des stratégies non-militaires au service de la défense nationale russe
 - a. L'arme énergétique
 - b. L'économie en soutien du militaire
 - c. La diplomatie au secours de la défense nationale

Conclusion

Annexes

- Annexe 1 : Carte de l'Organisation militaire de la Fédération de Russie
- Annexe 2 : « Stratégie du développement des relations de la Fédération de Russie avec l'Union européenne dans une perspective de moyen terme (2000-2010) », MID de Russie, Diplomatitcheskii Vestnik, no 11, novembre 1999, p. 20-22.
- Annexe 3 : « Russia leaves the West », Foreign Affairs, juillet-août 2006, p. 87-90
- Annexe 4 : Intervention de Vladimir Poutine, 43ème conférence de Munich sur les politiques de sécurité, 10 février 2007

Bibliographie